

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Le classicisme des Romantiques
Le bonhomme Lénine
Grammatici certant...
Le mouvement national-socialiste
Devant les encyclopédistes
L'expansion de l'univers
Vers un régime économique nouveau
Faidherbe

J. CALVET
C. MALAPARTE
Fernand DESONAY
POLITES
Jean VALSCHAERTS
Edgard HEUCHAMPS
Georges LEGRAND
André DEMAISON

Les idées et les faits : Chronique des idées : « Mariage et Natalité », Mgr J. Schyrgens.

La Semaine

Donc, malgré l'acuité d'une crise économique sans précédent, malgré les vives inquiétudes qu'inspire la situation internationale, malgré l'angoisse d'aujourd'hui et l'appréhension du lendemain, l'intérêt du Congrès du parti libéral belge s'est concentré presque exclusivement sur la question scolaire, c'est-à-dire, sur la forme que prend, chez nous, la lutte pour ou contre Dieu, son Christ et son Eglise. Et il faut s'en réjouir, car cette lutte-là est la seule vraiment digne de l'homme. Le problème qu'elle soulève est au fond de tout. Malheur aux nations modernes où la question ne se pose pas, ou plus, car cette « paix » apparente cache un état horrible et proprement inhumain : la tranquillité dans la mort; la paix faite de combattants; l'emprise du matérialisme et du paganisme; les flots montants de la barbarie...

Cela dit, empressons-nous d'ajouter que nul ne s'est autant félicité que nous de voir la modération triompher au Congrès libéral, car nul ne souhaite plus que nous une paix scolaire basée sur un minimum de justice et d'équité. Ce minimum n'est certes pas réalisé chez nous, et ce moment, mais la politique est la science du possible et les catholiques belges acceptent le *statu quo* comme un moindre mal. Le retrait des subsides actuels à l'enseignement libre, (primaire, normal, professionnel), ce serait la guerre ouverte. Les catholiques ne la désirent nullement. Que si jamais on la leur imposait, ils la subiraient, contraints et forcés, mais décidés à défendre jusqu'au bout l'âme de leurs enfants et l'avenir du pays.

Toutefois, s'il faut féliciter les chefs libéraux d'avoir empêché les radicaux de l'emporter — et M. Paul-Emile Janson mérite un hommage particulier pour son beau courage et son véritable libéralisme — que de bouzades et que de contradictions furent débitées et servies à ce Congrès! Nous nous permettrons d'en relever quelques-unes la semaine prochaine. A huitaine aussi Lausanne, Genève et autres lieux enchanteurs...

Nous avons reçu de M. Louis Verhaeghe cette lettre que nous publions volontiers :

Vous me faites dire, que les langues anciennes ne se peuvent enseigner décentement qu'en français. Je n'ai aucun souvenir de l'avoir jamais pensé, dit ou écrit, car c'est une sottise.

Si je l'ai écrite, vous devez me donner l'occasion de la rétracter en public, j'aurais atteint Oxford et Cambridge, ce qui ne me troublerait pas beaucoup, mais j'aurais atteint Rome et surtout la Rome pontificale. Ce serait grand cas à mes yeux, si je l'avais offensée même en une matière si légère, je n'en dirais pas moins peccavi nimis, sans supprimer l'adverbe.

Si je ne l'ai pas dite, c'est vous qui avez commis envers moi la faute d'avoir voulu me rendre ridicule, ou d'avoir voulu vous exalter à mes dépens, je crois cependant que la faute est légère à raison de l'élément subjectif.

J'attends donc la citation littéraire, exacte et complète, avec la référence, j'insiste là-dessus. Vous ne pouvez exiger que je me fie à la fidélité de votre mémoire.

Nous n'avons évidemment pas conservé tous les articles de journaux que M. Verhaeghe a consacré à la question flamande, c'est-à-dire, pour être précis, à combattre tout progrès du flamand en Flandre. Nous sommes persuadés que notre mémoire est fidèle et que M. Verhaeghe a bien écrit que faire les humani-

tés gréco-latines, en pays flamand, à l'aide du flamand et non plus à l'aide du français, serait une déchéance affreuse et l'abomination de la désolation.

Vous rendre ridicule? Nous exalter à vos dépens? Mais pourquoi donc nous supposer, Monsieur, des mobiles analogues à ceux qu'a maintes fois suggéré la lecture de certains de vos articles?

Laissons-là d'ailleurs ce point tout à fait secondaire dans les notes que nous vous avons consacrées dans notre numéro du 10 courant et peu importe nos intentions respectives. La vraie question la voici : Oui ou non la loi soumise, en ce moment, aux Chambres viole-t-elle la liberté d'enseignement? Pour vous, aucun doute à ce sujet. Mais le jour même où paraissaient les notes où nous essayions de démontrer votre erreur, M. Pouillet, président de la droite, déclarait à la Chambre — et prouvait péremptoirement — que la loi nouvelle ne portait aucune atteinte à la liberté d'enseignement. Après lui, M. Renkin, Premier Ministre, affirmait à son tour qu'il partageait entièrement la conviction de M. Pouillet. Il ajoutait :

Je n'ai pas besoin de vous dire que ce point (sauvegarder la liberté d'enseignement) m'a beaucoup préoccupé et que ma conviction est faite. L'honorable M. Carton de Wiart dit : la liberté d'enseignement implique la liberté de méthode et de programme. Un instant! L'enseignement moyen libre a-t-il la liberté de programme? Jamais on n'admet à l'homologation des certificats d'études moyennes supérieures délivrés par un collège libre qui ne se conforme pas au programme officiel. C'est l'évidence même. Jamais personne n'a vu dans ce fait une atteinte à la liberté d'enseignement, parce que la liberté d'enseignement implique pour tout citoyen le droit d'enseigner comme il l'entend, en employant la langue qu'il veut et les méthodes et le programme qui lui conviennent. Cependant, dès qu'il s'agit de délivrer des diplômes, droit consenti aux universités et à certaines facultés libres, ou de délivrer des certificats qui permettent aux étudiants d'être admis à l'enseignement universitaire, il ne s'agit plus de la liberté d'enseignement proprement dit, mais d'un privilège qu'on reconnaît à l'enseignement libre et que la loi subordonne à des conditions qu'on considère comme étant d'intérêt public.

Avons-nous dit autre chose ici?

* * *

Nous ne croyons pas que MM. Segers et Carton de Wiart aient, ces jours derniers, fait de la bonne besogne en essayant de «sauver» ce qui ne peut plus l'être : des cours généraux donnés en français en Flandre. Il n'y a qu'à en prendre son parti quand on ne peut se résoudre à s'en féliciter, mais plus rien n'empêchera la flandranisation complète de l'enseignement en pays flamand. S'y opposer, au nom de la liberté d'enseignement, nous paraît injustifiable et, en plus, très maladroit car on risque de compromettre cette précieuse liberté, un peu de la même manière que l'on compromet le drapeau belge et la Brabançonne dans une certaine opposition ressionnée et butée à tout mouvement flamand.

La distinction que voudrait faire M. Segers entre *programme* et *méthode* ne résiste pas à l'examen. Tout programme est une méthode et toute méthode est un programme. Prétendre que la loi peut imposer un programme comme condition à l'homologation de certificats, mais n'a pas le droit de s'occuper des méthodes, n'est-ce pas se payer de mots?...

Le classicisme des Romantiques⁽¹⁾

Le Romantisme des Classiques, de Deschanel, est un livre aussi superficiel que célèbre. Le titre était piquant et il répondait à une idée juste, à savoir que les grands artistes classiques, disciples de la raison, n'ont pas ignoré les prestiges de l'imagination et du cœur et ne sont pas étrangers au « je ne sais quoi ».

Le Classicisme des Romantiques, de Pierre Moreau, professeur à l'Université de Fribourg, n'est pas une simple réplique au livre de Deschanel; il s'inspire de vues plus hautes, il repose sur des études plus minutieuses et plus approfondies, il relève de méthodes plus scientifiques. Il sera célèbre, il deviendra classique et ce sera justice : grâce à lui, dès ce jour, quelques notions nouvelles, d'une incontestable précision, entrent dans le courant de l'histoire littéraire. Ce n'est pas tous les jours que la critique peut signaler des événements de cette importance.

Pierre Moreau est bien Français par sa logique spontanée. Vouant écrire du Classicisme des Romantiques, il n'a pas cru qu'il pût éviter de dire d'abord ce que signifie le mot « classique ». Entreprise hardie et ardue où beaucoup d'historiens se sont efforcés sans atteindre à la clarté. Pierre Moreau a usé de la méthode des dénombrements complets et avec une érudition dont l'aisance émerveille, il juxtapose toutes les définitions qui ont été données du « classique ». À première vue, cela fait masse et confusion. Puis, certaines lignes, certains traits se dégagent. On n'ose pas risquer des formules trop rigides qui laisseraient échapper une part de la réalité, mais on arrive à ce que j'appellerais des approximations claires. Le classique est un homme de haute classe, qui se dégage de la foule par la force et la sérénité de son art et est digne de servir d'initiateur et de guide à la jeunesse des classes. Le classique est un homme qui sans oublier son aventure individuelle s'est détaché de son moi pour s'attacher à l'universel, s'est détaché de son égoïsme pour s'attacher à l'humanité. Le classique est un artiste qui a, dans tout ce qu'il fait, le souci de la composition, de la raison, de la logique, de la vérité, de la mesure, de l'équilibre.

Assurément, tout cela nous le savions. Nous le savions mieux maintenant et, comme on nous apporte des textes décisifs, nous savons que notre science était de bon aloi.

Or, voilà le classicisme que Pierre Moreau va retrouver à travers le Romantisme. N'a-t-il pas cédé à la fièvre particulière des prospecteurs qui voient partout ce qu'ils cherchent? Ne lui arrive-t-il pas de nous éblouir et d'escamoter notre assentiment en collant l'étiquette classique sur des éléments qui sont, pour le moins, neutres? Il est possible. Mais dans l'ensemble sa thèse s'impose par sa loyauté et par une évidence qui va croissant de page en page.

Le préromantisme des écrivains du XVIII^e siècle est tout classique. Nous avons tendance à l'oublier, trop attentifs que nous étions à chercher dans un Rousseau, dans un Diderot, dans un Chénier, voire dans un Voltaire, les premières manifestations romantiques, Voltaire est classique, autant sinon plus que Boileau; Chénier est un fils de la Grèce classique et du XVIII^e siècle fran-

çais; Diderot est un humaniste échauffé; et quant à Rousseau, s'il apporte, comme on dit, beaucoup de sentiments nouveaux, il reste Romain, préoccupé d'universel et, dans sa folie, d'exacte raison.

Les premiers romantiques, Chateaubriand, M^{me} de Staël, sont classiques d'éducation et de tendance. Lorsqu'ils établissent une critique sévère du pseudo classicisme, c'est au nom du classicisme éternel qu'ils parlent; et, lorsqu'ils ouvrent des voies nouvelles, toute la solidité de leurs constructions tient aux principes éprouvés qu'ils gardent du passé et sur quoi ils appuient leurs innovations. Après avoir lu les pénétrantes analyses de Pierre Moreau, on s'aperçoit que René, Eudore, Delphine, Corinne avaient été affublés d'un masque; le masque tombe et ces révolutionnaires qui prenaient des airs italiens, allemands, ossianesques, cosmopolites apparaissent en pleine lumière comme des Français de chez nous, du pays de Descartes, et comme des créatures humaines, pour ainsi dire, non spécialisées.

Les Romantiques de 1820, la génération des *Méditations*, se détachent un peu plus du classicisme; mais comme ils sont nés de sa désagrégation, ils en gardent bien des lambeaux. Ils ont absorbé Delille et cela se voit. Lamartine, le plus personnel, le plus individualiste de tous, qu'on dirait prisonnier de son moi douloureux, n'oublie jamais d'insérer sa mélancolie dans la tristesse universelle. Un commentaire indiscret, d'autant plus indiscret qu'il l'a écrit lui-même, rétrécit arbitrairement la portée de ses méditations et les ramène à l'anecdote; en réalité, elles en sont si bien dégagées qu'on peut les comprendre et les aimer en ignorant l'incident qui les a provoquées ou échauffées. Ce sont bien des méditations sur la condition humaine, sur la fragilité de nos bonheurs, sur la fuite du temps, sur la mort, sur l'au-delà. Quoi de plus classique? Ce sont les thèmes qui alimentent la poésie d'un Ronsard — et d'un Voltaire — le lyrisme dans sa signification universelle, la plus haute.

« Le Romantisme de 1830 (la génération d'*Hernani*) joue au désordre et défend l'ordre, joue à la révolution et défend la civilisation, la propriété. La prudence bourgeoise subsiste au cœur de ces poètes et Joseph Prudhomme semble dicter maints aphorismes de Victor Hugo. Les romantiques sont des rêveurs qui ont aimé la sagesse, des combattants qui ont aimé la paix... La pensée romantique s'est attachée, en un effort vraiment classique, à rétablir l'unité autour d'elle et l'harmonie en elle. Elle rétablira aussi, au-dessus d'elle, l'autorité. Elle rendra à l'expérience des siècles son pouvoir. Elle recouvrera le sentiment, non plus seulement de l'unité de l'espèce humaine, mais de sa continuité dans le temps. »

Évitons de regarder avec trop d'insistance les oripeaux éclatants dont ils se parent; à force de voir du rouge, nous perdriions la netteté de la vision. Ce ne sont là que colifichets accidentels. Au-dessous, il y a la pensée. Souvent, reconnaissons-là, elle se réduit à une confiance; comme le leur reprochait Gustave Planche, ils étalent leurs entrailles sur la lyre et c'est déplaisant, même dans la métaphore. Mais les meilleurs, dans les œuvres les meilleures, celles qui restent, ont abordé une tout autre poésie. Ils ont

(1) PIERRE MOREAU : *Le Classicisme des Romantiques* (Plon, édit.).

bien compris que de même qu'il n'y a pas de science de l'individuel, il ne saurait y avoir de grand art que de l'universel. L'homme ne s'intéresse pas à l'individu, sauf à soi-même; quand il n'est plus question de soi, il ne peut s'attacher qu'à l'homme.

Hugo, Lamartine, Musset, Vigny ont connu les grands orages de l'amour, et de l'amour qui n'est plus ils ont gardé un souvenir attendri et douloureux. Mais ce souvenir, tel quel, ne saurait devenir matière d'art s'il n'est pas élaboré vers l'humain. Musset part de ce souvenir, il précise, il écrit une sorte de lettre à George Sand; à ce moment, si ému qu'il soit, il nous touche peu. Mais, peu à peu, il élève son regret et sa douleur jusqu'à ce point de généralité où elle rencontre la douleur humaine; c'est alors qu'il s'impose à nous, dans la mesure où il est classique. Lamartine, lui aussi, part de la rencontre du lac et d'une circonstance précise où Elvire, si elle vivait, pourrait se reconnaître. Mais ce n'est pas de lui qu'il parle; lui et elle, dans la barque romantique, c'est le couple éternel et le chant qui les berce dit le regret et les vœux non plus de deux êtres isolés, mais de toute l'humanité. Vigny se souvient de la trahison de M^{me} Dorval; mais il dédaigne de la raconter parce que cette anecdote appartient à lui seul. Il rencontre dans la Bible un épisode significatif, l'histoire de Samson et de Dalila; cet épisode, il le traite pour sa valeur symbolique, universelle, et ses souvenirs personnels ne lui servent qu'à vivifier, à échauffer un thème largement humain. Le plus classique des romantiques, Victor Hugo, dans *la Tristesse d'Olympio*, se détache entièrement de son cas individuel qui lui a permis de comprendre et de sentir à fond la douloureuse poésie du souvenir, et il traite ce sujet d'une manière si objective et si générale que nous n'éprouvons pas le besoin de savoir quelle est cette maison qu'il décrit ni qui fut la compagne d'Olympio; à vrai dire, nous aimerions mieux ignorer que le poète a usé du procédé éminemment classique de la contamination et qu'il a confondu les deux images d'Adèle Foucher et de Juliette Drouet. En somme, ces quatre poèmes : *le Souvenir*, *le Lac*, *la Colère de Samson*, *la Tristesse d'Olympio*, où palpitent les fièvres du Romantisme et qu'ornent tant d'images 1830, sont des pièces classiques par l'idée et par la facture.

La dernière génération des romantiques, celle de 1840, prit nettement conscience d'une tendance qui avait été d'abord instinctive. On sait que Lamartine, Musset, Vigny, Gautier et même Hugo évoluèrent vers le classicisme. Les critiques et les penseurs les révélèrent à eux-mêmes. Il ne s'agissait pas de renoncer à ce qu'avait fait la fortune du Romantisme; il s'agissait de le réconcilier avec le classicisme dans une synthèse supérieure où toutes les écoles se rencontrent. Ni classiques, ni romantiques; ou plutôt classiques et romantiques à la fois. Pierre Moreau cite ce passage significatif d'un article publié par Edgard Quinet, dans *la Revue des Deux Mondes*, le 1^{er} août 1838, sous ce titre tendancieux, de l'unité des lettres modernes. « Est-il un écrivain de notre temps qui n'ait contribué à sceller cette alliance (des classiques et des romantiques)? Qui ne voit ce que Gœthe doit à Voltaire?... M. de Chateaubriand n'offre-t-il pas le mélange de l'influence anglaise et de l'esprit français, des hardiesses d'Ossian et des traditions de Port-Royal?... Au fond, la guerre que l'on a instituée entre les écoles modernes n'est rien qu'une guerre civile. Racine, Molière et Shakespeare, Voltaire et Goethe, Corneille et Calderon sont frères. »

On arrive à cette conclusion que par ses idées, par son sens de la composition et de la logique, évident sous la fantaisie apparente, le Romantisme français, dans tout ce qui de lui reste vivant, est au fond classique. Il y a un Romantisme vraiment romantique, si on peut dire, tout intuitif, tout mystique, mêlé d'ombres et de lumière, établi dans le royaume de l'irréel, c'est le Romantisme allemand dont le symbolisme français a reproduit les traits essentiels. Mais, nous pouvons penser que notre symbolisme, fantaisie

d'un moment, ne correspondait pas à notre âme profonde. Nous sommes classiques et nous sommes restés classiques à travers tout le XIX^e siècle. C'est pour cela que les grands Romantiques n'ont pas été emportés par la mode à laquelle ils devaient une part de leurs succès. Ils demeurent insérés dans le trésor inaliénable de l'humanité; on peut les étudier dans les classes; ils sont classiques.

Je dis ces choses à bâtons rompus. Il faut les étudier dans le livre de Pierre Moreau où chaque affirmation repose sur une convergence de documents, de textes originaux que l'on avait perdus de vue ou qu'on ne savait pas lire. Et toute cette érudition est soulevée par un souffle de jeunesse et d'allégresse. Ce gros livre, qui est une thèse de doctorat, a été écrit dans la joie par quelqu'un qui aime son sujet et le domine. On aura cette même impression de maîtrise allègre, avec encore quelque chose de plus souple, dans un autre volume de Pierre Moreau qui paraît ces jours-ci dans *l'Histoire de la Littérature Française*, dont j'ai assumé la direction (1). Il est consacré à la période qui va de 1800 à 1850, du *Génie du Christianisme aux Origines du Christianisme*, de Chateaubriand à Renan. Personne encore n'avait présenté de cette époque littéraire, brillante et complexe, une synthèse aussi originale et aussi éclatante.

Pierre Moreau, qui était déjà connu par quelques travaux distingués, se classe, par ces deux œuvres magistrales, au premier rang de nos critiques et des historiens de nos lettres. Ce n'est pas le premier grand talent français qui aura mûri à l'Université de Fribourg.

J. CALVET,

Professeur à l'Université catholique de Paris.

Le bonhomme Lénine⁽²⁾

Encore une victime du bon sens

« *Es schwiendelt* : la tête me tourne ». C'est du 25 octobre 1917, c'est de la conquête du pouvoir que commence ce qu'on pourrait appeler l'éducation sentimentale de Lénine. La fatalité sous laquelle il piera, lui aussi, comme tant d'autres, c'est le bon sens. Encore une victime du bon sens : voilà ce qu'on pourrait dire, au fond, de Vladimir Ilitch. Ce fonctionnaire ponctuel et zélé du désordre, ce petit bourgeois fanatique qui fait consciencieusement tout son possible pour que l'évolution des événements demeure, malgré tout, graduelle, pacifique, indolore, ce doctrinaire au fatalisme abstrait, violent, méticuleux, se trouve enfin face à face avec la réalité. Mauvaise situation pour un homme qui a passé sa vie dans les bibliothèques. Maintenant il est trop tard pour se soustraire à la responsabilité directe, personnelle, quotidienne des événements. Bientôt il lui faudra, comme Jacob avec l'Ange, lutter avec les hommes, race maudite et mauvaise. (Les hommes, pourtant, il les croit bons, têtus mais bons.) Il lui faudra s'enfoncer de plus en plus dans la réalité. Comme un homme qui s'enlise dans les sables mouvants, il ne fera, en se débattant, que s'enliser toujours davantage. Dès que son rôle de Président du Conseil des Commissaires du Peuple l'oblige à quitter le domaine de la théorie pour celui de l'action, il se révèle incapable de modeler la réalité sur ses doctrines. Il finira par adapter ses doctrines à la réalité. Ce que l'on appelle bon sens n'est parfois que de la résignation.

La formule « expédier les affaires courantes » par laquelle, le soir du 25 octobre, Trotzky résume la tâche qui attend les chefs

(1) PIERRE MOREAU, *Le Romantisme*, tome VIII de l'« Histoire de la Littérature Française », publiée sous la direction de J. Calvet (De Gigord, éditeur).

(2) Conclusion de l'ouvrage qui paraîtra bientôt, sous ce titre, chez Grasset, à Paris.

de la révolution après la conquête du pouvoir ne saurait s'appliquer au rôle que Lénine va jouer le lendemain du coup d'Etat. Pour Trotzky, les problèmes nouveaux qui se posent à partir d'octobre 1917 ne sont que des « affaires courantes » : ils ne sont pas d'un autre ordre que les anciens problèmes. La matière sur laquelle sa volonté s'exerce reste toujours la même : sa volonté ne s'exerce que sur la réalité. Pour un homme d'action, agir c'est de la routine; de nouvelles occasions d'agir, c'est de la besogne courante. Trotzky n'a pas besoin d'inventer une nouvelle théorie, de créer une nouvelle doctrine pour justifier ses actes. Il ne se donnera la peine de justifier ses actes que le jour où les occasions d'agir viendront à lui manquer. C'est alors qu'il élaborera sa théorie de la « révolution permanente », c'est-à-dire de la révolution courante. Pour Lénine, au contraire, les nouveaux problèmes qu'il se voit obligé de résoudre sont d'un ordre tout différent des anciens. La matière sur laquelle sa volonté doit s'exercer n'est plus la même qu'avant. Pour justifier ses théories, ses doctrines, il lui faut créer une nouvelle réalité. Il s'agit, pour Lénine, de créer un Etat nouveau, de donner aux événements une nouvelle logique. *Es schwiendelt.*

Dès le 26 octobre, le lendemain de la conquête du pouvoir, Wladimir Ilitch se terre dans une pièce de l'Institut Smolny. La tête lui tourne : il se cramponne à une table. Une plume, de l'encre et du papier : c'est tout ce qu'il lui faut. Ses cahiers, ses notes, ses statistiques sont là, à portée de sa main. Peu à peu, son esprit se calme, ses nerfs se détendent. Désormais, rien ne saurait plus le troubler. Le hurlement féroce des masses déchaînées, le chant du « coq rouge » dans les plaines immenses de l'Est, le cri de détresse d'une société qui s'effondre n'atteignent pas ses oreilles. Du fond de son cabinet de travail il n'entend pas la clameur des massacres. L'air souriant, l'œil narquois, il ébauche des décrets, rédige des articles, des proclamations, écrit des lettres, griffonne des billets. Sa haine contre la Sainte Russie, contre la société bourgeoise, contre les ennemis du peuple n'est pas féroce. Le mot « détruire » n'a pas pour lui ce qu'on pourrait appeler un mauvais sens. La haine, chez lui, n'est pas un sentiment : elle n'est pas même un calcul. Elle est une idée. Sa haine est théorique, abstraite, je dirais même désintéressée. Ce « monstre » a le sens de l'humour. Les mots les plus terribles, c'est en souriant qu'il les prononce. Il ne faut pas voir du cynisme là où il n'y a que de la bonhomie.

* * *

Au début de novembre, quelques jours après le coup d'Etat, tous les fonctionnaires des ministères et des administrations publiques de la capitale se mettent en grève. Cette fameuse « grève de la bureaucratie » n'est autre chose que de l'obstruction. Les fonctionnaires n'abandonnent pas leur bureau : mais comme ils se refusent à reconnaître aux Commissaires du Peuple autorité de ministres et à se soumettre au contrôle des délégués du Soviet, ils se croisent les bras et attendent. Oblomow se révolte contre Lénine. Oblomow, c'est le héros du célèbre roman de Gontcharow, celui qui incarne la paresse, l'inertie, le fatalisme de la bourgeoisie russe. C'est la première fois, dans l'histoire de Russie, qu'Oblomow prend une décision, se résout à faire quelque chose. Ce n'est pas la révolte de Stienka Rasine, de Pougatchow ou de Mazeppa, mais c'est tout de même une révolte. Pour combattre, il se croise les bras. Il n'est armé que de sa paresse. De toutes les armes de la contre-révolution, celle que Lénine redoute le plus, c'est l'inertie, la paresse du peuple russe : *Voblomowstschina*. Ce paisible adversaire est capable de pousser l'indolence jusqu'aux pires extrémités : jusqu'à s'endormir au bureau. Il y a du Koutouzow chez Oblomow. Son sommeil arrêterait pour bien longtemps toute la vie administrative de l'Etat. Mauvais début pour une révolution qui prêche l'insomnie. Oblomow, qui d'ordinaire n'est capable de rien, se révèle capable de tout. Lorsque Dzerjinski lui apporte la nouvelle de cette grève, au premier moment Lénine s'emporte, tape du poing sur la table, accable Dzerjinski de questions et de reproches. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Puis il se calme, sourit, se frotte les mains, cligne des yeux. Il ne faut pas brusquer les choses : il ne faut pas faire mine de prendre au sérieux cette grève amusante, cette révolte des ronds-de-cuir. Il réunit les représentants des différentes administrations publiques : paisibles bonshommes à lunettes, aux cheveux rares, au crâne jaune, aux joues tombantes.

Cette rencontre d'Oblomow et de Wladimir Ilitch est l'épisode le plus caractéristique de toute la révolution. Le dictateur (Lénine est un dictateur, il ne faut pas l'oublier) se montre conciliant et discret. Mais les ronds-de-cuir se retranchent derrière une intranquillité qui n'est peut-être que de la candeur. Leur obstination est cérémonieuse. Aux questions de Lénine, ils répondent à voix basse, comme des clercs de notaire craignant de trahir le secret professionnel. A vrai dire, ils ne réclament que bien peu de chose : de simples formalités. Leurs réclamations se bornent à demander respectueusement, avec un sourire timide et obséquieux, que la révolution ne s'occupe pas des ministères, des administrations publiques, des « affaires courantes », que le gouvernement de la République des Soviets, pour ne pas bouleverser leurs paperasses, leurs fiches, leurs habitudes et leur dignité de ronds-de-cuir, renonce à s'occuper de l'administration de l'Etat. « Ne vous mêlez pas de nos affaires; laissez-nous tranquilles ». Dans le fond de son cœur, Wladimir Ilitch les comprend. La révolution, quel mauvais tour pour les ronds-de-cuir ! Mais cette grève ridicule pourrait devenir dangereuse. Lénine éclate de rire, plisse ses paupières, se renverse sur le dossier de son fauteuil. « Il faut rappeler à l'ordre tous ces braves gens », dit-il à Dzerjinski.

Ces paroles n'ont pas un mauvais sens dans la bouche de Wladimir Ilitch. Ce n'est qu'au bout de quelques jours qu'il se rend compte de ce que signifie, pour Dzerjinski, « rappeler tous ces braves gens à l'ordre ». Pour les « lieutenants » de Lénine, la révolution n'est pas ce qu'elle est pour Wladimir Ilitch, une idée, une théorie, une doctrine. Comme tous les petits bourgeois fanatiques, comme ce Robespierre auquel on le compare si souvent, Lénine ne se préoccupe guère des effets que produira la réalisation de ses idées. Il ne se rend pas compte, ou, pour mieux dire, il ne veut pas se rendre compte des massacres et des destructions qu'engendre son fanatisme doctrinaire. Quand il signe un décret, sa conscience est tranquille. Il n'a pas, comme lady Macbeth, horreur de sa main. Les mots « détruire, exterminer » n'ont pour lui qu'une signification qu'on pourrait dire administrative, bureaucratique. Il ne s'arrête pas aux mots qu'il prononce, ou qu'il écrit. Il n'a pas assez d'imagination pour cela. Trotzky remarque que Lénine a l'imagination réaliste. Autant dire qu'il n'a pas d'imagination. Dans un discours sur le partage des terres, Wladimir Ilitch avait exhorté les paysans à « voler ce qui avait été volé ». Les journaux antibolcheviques s'étaient emparés de ces paroles et les exploitaient de toutes les manières. Trotzky raconte qu'il demanda à Lénine si ces mots n'étaient pas une invention de la presse bourgeoise. « Mais non ! répondit Wladimir Ilitch : effectivement, j'ai dit cela un jour. Je l'ai dit pour l'oublier aussitôt. Mais nos adversaires en ont fait un programme ! » A l'opposé du cynisme de Robespierre, qui n'a jamais prononcé une parole « pour l'oublier aussitôt », le cynisme de Wladimir Ilitch est purement verbal. Sa cruauté demeure platonique. Le jour où Kamenew, au lendemain du coup d'Etat, soumet à son approbation le décret abolissant la peine de mort dans l'armée, « Croyez-vous vraiment qu'on puisse faire une révolution sans fusiller les gens ? » s'écrie Lénine indigné, et il déchire le décret. Mais, peu de temps après, lorsque Dzerjinski, qui vient de créer la *Tchéka*, lui rapporte le nombre des contre-révolutionnaires fusillés, Wladimir pâlit. « Ça ne me regarde pas ! crie-t-il, d'une voix rauque : ce n'est pas mon affaire ! » Chaque fois qu'à l'Institut Smolny, ou bien, plus tard, au Kremlin, on lui parle des massacres, de la famine, des effroyables misères qui martyrisent le peuple russe, Lénine s'emporte, sa voix devient rauque : « Pourquoi me parler de ces histoires-là ? Laissez-moi tranquille ! Je ne veux rien savoir. Ces choses-là ne me regardent pas. » Rien ne doit troubler son fanatisme abstrait, altruiste et désintéressé. Son altruisme est impitoyable. Sa cruauté veut demeurer platonique.

Dans la nature des Russes, le bien et le mal se confondent. On ne voit jamais tout le mal qui germe dans ces bonnes âmes. Les yeux les plus doux cachent de sombres pensées. Au cœur des Russes, les crimes les plus horribles germent comme des lis. L'histoire de ce peuple est remplie de monstres aux ailes de papillon : impossible de reconnaître lequel est Ariel et lequel Caliban. « Il ne faut pas résister au mal », prêche Tolstoï. Noble et généreux propos. Mais Tolstoï peut dormir tranquille : nul, en Russie, ne résiste au mal. La résignation de ce peuple est sans scrupules : le secret de sa nature consiste à se résigner autant au mal qu'au bien. Il respecte le vice autant que la vertu. Il est plein de compassion pour les braves gens et d'indulgence pour les misérables.

Il n'en serait pas moins difficile de trancher si Lénine, lui aussi, est incapable de résister au bien et au mal, si son cœur est bon ou mauvais. De tels hommes ne peuvent être jugés d'après leur cœur : il faut les juger d'après leur tête. Tel un soleil violent, la raison dessèche leurs entrailles. Leur moralité est indéchiffrable : sont-ils honnêtes ou malhonnêtes? Ils sont plus et moins que cela : ce sont des vertueux au sens révolutionnaire du mot, c'est-à-dire des purs. Défiez-vous de leur vertu. Les *incorruptibles*, ceux qui ne se laissent corrompre ni par l'argent, ni par l'amour, ni par la vanité, ni par les événements, sont capables de commettre les crimes les plus horribles (justifier les crimes d'autrui, leur donner une logique, un but, en faire les éléments d'une théorie, d'une doctrine, c'est un péché plus grand que de les commettre) sans qu'une goutte de sang vienne tacher leur affreuse innocence. Aux jours sanglants de la guerre civile, quand de tout l'horizon de la terre russe, des rives de la Baltique et de la Caspienne, des vertes plaines de l'Ukraine et des steppes poussiéreuses de l'Asie, l'effroyable tumulte de la révolte et du massacre arrive enfin à ses oreilles, Wladimir Ilitch pâlit. C'est donc par cela que s'achève l'évolution graduelle, pacifique et indolore des événements? Le responsable de tous ces massacres, de tout cet immense effacement, c'est donc lui, lui seul. Son rôle est de prendre sur lui tous les crimes de la révolution. Regardez-le, cet Atlas, ce saint Christophe : les misères et les péchés du peuple russe, ses huit siècles d'esclavage, tout son passé, tout son avenir, Lénine les porte sur son dos. Voici Lénine : *lupus Dei qui tollit peccata mundi*. Le poil de ce loup est plus blanc que la laine d'un agneau. Est-il coupable, après tout, du sang des ennemis du peuple? Rien au monde ne saurait empêcher cet atroce massacre. La terreur révolutionnaire est inévitable. « Lénine, remarque Trotzky, profitait de toute occasion pour créer l'idée que la terreur était inévitable. »

Ne pouvant se soustraire à la responsabilité des événements, ce petit homme pâle, au visage en sueur, s'efforce de créer en lui et chez les autres l'idée que la terreur est inévitable. La fatalité à laquelle la révolution obéit est plus forte que tout : elle est plus forte que lui-même, que ses théories, que sa logique, que sa volonté. Que peut-il faire contre les lois fatales des révolutions? Le sentiment de son impuissance à régler le cours des événements révolutionnaires adoucit sa voix, calme son inquiétude, apaise sa fureur. Il ne peut rien pour arrêter le fleuve de sang qui coule à travers la Russie : c'est là ce qui donne à son fanatisme doctrinaire la grandeur de la fatalité. Que prétend-on de lui? Qu'il change les ouvriers, les moujiks, les matelots de Raskolikow, les bandes de Tchapaïew, les cavaliers de Budionny en gentils hommes du Jockey Club, en gentlemen de Kensington ou en philanthropes de la Fabian Society? Jean-Jacques Rousseau, dans ces conditions, ne pourrait agir autrement. Lors même qu'il arriverait à faire de la Russie une Arcadie et de l'armée rouge une Armée du Salut, ce fleuve de sang ne cesserait pas de couler. Wladimir Ilitch, ce Gengis-Khan marxiste, ce Mahomet prolétarien, est bien loin de se croire « un dictateur à la volonté de fer ». Trotzky raconte que « lorsqu'on parlait devant lui de révolution ou de dictature, surtout dans les séances du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine ne manquait jamais de s'écrier : Mais où la voyez-vous, notre dictature? Mais montrez-la! ça, une dictature? Mais c'est de la bouillie pour les chats! »

* * *

Ceux qui se font du Dictateur rouge comme une sorte d'image d'Épinal : un homme farouche, aux terribles yeux de Mongol, aux gestes violents, au cœur de pierre noire, à la volonté despotique, ne pourront jamais arriver à le voir tel qu'il était réellement : assis derrière une table encombrée de papiers, pâle, hâve, tremblant, l'œil terne, le dos voûté, la voix rauque, s'évertuant à mettre de l'ordre par des coups de téléphone, des décrets et des discours dans l'effroyable chaos où la Russie sombrait de plus en plus. Après avoir esquissé en quelques lignes un tableau impressionnant de la situation, du geste froid d'un régisseur dévoilant des secrets de coulisse, Trotzky nous montre le désordre épouvantable qui régnait à l'Institut Smolny, siège du Gouvernement des Soviets. Une dictature en proie à l'anarchie c'est une dictature sans dictateur. Ce que Trotzky appelle « l'impuissance de notre appareil gouvernemental », ce n'est que l'impuissance de Lénine à donner à ses collaborateurs des directives précises, pratiques et suivies.

Incapable d'affronter directement la réalité, de chercher une solution concrète des problèmes qui intéressaient l'existence même du peuple russe, ce doctrinaire abstrait et méticuleux s'acharnait à dessiner sur le papier les contours idéales de l'Etat communiste, à poursuivre dans ses plus menus détails le plan de l'organisation communiste de l'Etat, à élaborer des décrets, toujours des décrets, rien que des décrets : par dizaines, par centaines, par milliers. L'œuvre législative du Conseil ces Commissaires du Peuple, c'est-à-dire de Lénine, au cours des premiers mois de la dictature bolchévique, est énorme. Wladimir Ilitch jouait son rôle de dictateur avec une mentalité d'employé, de fonctionnaire, ramenait tous les problèmes à des chiffres, à des statistiques, à des paragraphes, à des règlements.

« Le Conseil des Commissaires du Peuple, remarque Trotzky, déployait une activité fiévreuse pour élaborer des décrets. Il fallait prendre tout au début, bâtir tout sur terrain neuf. Impossible de trouver des précédents. Il était même difficile, faute de temps, d'aller en quête d'informations. Les questions ne se posaient que dans l'ordre de l'urgence révolutionnaire, c'est-à-dire dans l'ordre du chaos le plus invraisemblable. Les plus grands problèmes s'enchevêtraient aux petits de façon fantastique. Des questions pratiques de second ordre menaient à de complexes questions de principe. Les décrets ne s'accordaient pas tous les uns avec les autres; et Lénine ironisa plus d'une fois, même en public, sur le manque de coordination de notre œuvre législative. Mais, en fin de compte, ces contradictions, bien que très sérieuses du point de vue des nécessités pratiques du moment, étaient noyées dans le travail de la pensée révolutionnaire. » Tandis que le peuple mourait de faim et que les frontières de la Russie craquaient sous la pression des forces contre-révolutionnaires, Wladimir Ilitch élaborait des décrets, toujours des décrets, rien que des décrets. Tout s'effondrait autour de lui. Penché sur ses papiers, il ne levait la tête que pour ironiser sur les difficultés de sa tâche. « Lénine, raconte Trotzky, présidait invariablement les séances quotidiennes du Conseil, passant d'une question à une autre, dirigeant les débats, limitant strictement le temps accordé aux orateurs, qu'il contrôlait sur une montre, remplacée plus tard par un chronomètre. En règle générale, les questions étaient posées sans examen préalable, et toujours d'urgence. Très souvent, les membres du Conseil, et Lénine lui-même, ignoraient encore le fond de la question jusqu'au moment où s'ouvraient les débats. Ceux-ci étaient toujours très succincts, le rapporteur ne disposant que de cinq ou dix minutes. Et malgré cela, Wladimir Ilitch trouvait toujours, comme à tâtons, la ligne à suivre. Sur une étroite bande de papier, d'une écriture minuscule (économie!) il inscrivait le nom des orateurs. Tout en surveillant sa montre, il prenait des notes, ou bien griffonnait à la hâte de courts billets » qu'il envoyait à tel ou tel membre du Conseil, en les faisant circuler de main en main tout autour de la table. Trotzky ajoute que ces billets auraient pu constituer une vaste et très intéressante documentation épistolaire sur la technique législative de Lénine. « La plupart se sont malheureusement perdus, car la réponse était généralement écrite à l'envers du papier : et le tout était détruit sur-le-champ, et méticuleusement, par Wladimir Ilitch. » Le véritable portrait de Lénine dictateur se trouve dans ces lignes de Trotzky.

C'est ici que Babbitt et Candide, si leurs yeux savaient regarder, pourraient voir percer, chez le *little man* dont nous parle Wells, chez ce petit bourgeois qui s'acharne à construire un Etat sur « d'étroites bandes de papier », un *monstre* d'une nature bien plus dangereuse que celle de Mahomet, ou de Gengis-Khan, d'une nature, surtout, bien plus moderne. Lénine est le monstre moderne : l'exemple le plus frappant de petit bourgeois fanatique, du *bonhomme déchaîné*, du doctrinaire violent dans la dialectique, timide dans l'action, pour qui les problèmes les plus concrets se réduisent à quelques formules des plus abstraites, les nécessités les plus tragiques à des questions de principe, les réalités les plus sanglantes à une expérience de laboratoire. Ce monstre au cœur médiocre, aux habitudes casanières, aux mœurs paisibles, chez qui le dégoût s'appuie sur le sentiment de son impuissance à s'opposer aux événements par l'action, ce bonhomme qui reste indécis, toute sa vie, entre l'ambition de modeler la réalité sur ses théories et la crainte d'être dominé, écrasé, entraîné par les événements, de voir ses doctrines plier, se déformer sous le poids de la réalité, ce clerc d'avoué fourvoyé dans la carrière révolutionnaire et qui a besoin, pour réaliser ses théories, de ne pas se sentir en contact avec la réalité, ne peut agir que dans le vide, ne peut exercer sa

volonté abstraite que sur une sorte de réalité arbitraire qu'il invente, qu'il crée, qu'il impose à lui-même, à ses collaborateurs, au peuple de Russie, à la révolution prolétarienne, à l'avenir de l'Europe.

* * *

Sa force n'est pas dans son caractère ni dans ses idées, mais dans son fanatisme doctrinaire, dans ce qu'on pourrait appeler son sens de l'irréalité. Ce qui en fait un monstre beaucoup plus redoutable et dangereux qu'un Trotzky, par exemple, que n'importe quel autre révolutionnaire des temps modernes, je dirais même qu'un Robespierre, ce n'est pas la cruauté, mais la bonhomie. C'est en souriant, le front détendu, la conscience tranquille, la main ferme, que cet illuminé, ce brave petit bourgeois, incendie la Russie. Des décrets, toujours des décrets, rien que des décrets. Les victimes de son fanatisme doctrinaire sont innombrables. Des centaines de milliers d'hommes, des millions peut-être sont morts par sa faute. Mais ce qui compte, pour un biographe, c'est que Lénine, personnellement, est incapable de faire du mal à qui que ce soit. Parfois, il est vrai, il tâche de se justifier. (Ce qu'il cherche à justifier, ce ne sont pas ses théories, ses doctrines, mais ses actes : quand il s'engage sur le terrain de l'action, sa confiance en lui-même l'abandonne.) On est ahuri devant l'affreuse candeur de ses propos. « Celui qui n'agit pas ne se trompe pas », dit-il. Il ne saurait se justifier mieux : d'une manière plus modeste et plus intelligente. Ce *pir* connaît ses défauts, réagit contre ses faiblesses. Pendant l'hiver de 1921, Lénine se rend un soir dans un club ouvrier de Moscou : on l'acclame, on lui baise les mains. Wladimir Ilitch rit, il se montre gai : sa bonne humeur et sa cordialité ravissent le cœur simple de ces ouvriers. Quelques travailleurs improvisent un petit orchestre et entonnent une vieille romance en son honneur. Lénine se lève brusquement, fait taire les instruments. « Excusez-moi, dit-il, mais je ne peux pas écouter de musique. La musique me rend bon. »

Au Kremlin, il lui arrive souvent de faire de l'ironie sur son rôle de dictateur, sur la dictature prolétarienne, de comparer « cette bouillie pour les chats » à la « dictature féroce des anciens tsars ». Ça c'étaient des hommes, dit-il, de vrais hommes d'action ! Il regarde en souriant ses collaborateurs, ces hommes d'action qu'il méprise de tout son cœur pour l'empirisme de leurs conceptions révolutionnaires, pour leur brutalité de « sous-officiers ». Quelqu'un lui parle un jour d'Ivan le Terrible. « Quel dommage, remarque Wladimir Ilitch, qu'Ivan le Terrible eût la conscience aussi noire pour si peu ! » On sait qu'il éprouvait pour le chef de la Tchéka, le cruel Dzerjinski, un dégoût quasi physique. Après les massacres de Pérékop, où les officiers et les soldats de Wrangel trouvent la mort par milliers, Lénine se refuse à serrer la main de Raskolnikow et de Bela Kun, les tristes héros de la Saint-Barthélemy de Pérékop. Mais dans ses propos ironiques sur l'implacable férocité des anciens tsars et sur la conscience noire d'Ivan le Terrible, ne faut-il voir rien d'autre que des allusions à Trotzky, à Dzerjinski, à Raskolnikow, à tous ceux qui suscitent sa jalousie, son mépris, son dégoût ? Ne faut-il pas voir aussi une résignation mêlée de regret ? Ce qu'il admire chez les tyrans de l'ancienne Russie, c'est leur volonté de fer, leur sombre amour de l'action. Il ne cache pas sa sympathie pour Pierre le Grand, pour « cet homme de génie qui savait son métier ». Il n'aime pas qu'on le compare à Cromwell, à Robespierre, à Napoléon, à tel ou tel héros de l'histoire militaire ou politique d'Europe. « De sales bourgeois », déclare-t-il en clignant des yeux. Il rit de ces rapprochements arbitraires. Mais tous ses biographes sont d'accord pour nous dire qu'il n'accepterait de comparaisons qu'avec Pierre le Grand. Un jour de septembre de l'année 1923, quelques mois avant sa mort, tout le Kremlin est en émoi : Wladimir Ilitch a disparu. Les recherches se poursuivent en vain très avant dans la nuit. Mais voici qu'aux yeux ahuris d'un gardien du Musée, dans une sombre salle du Palais des Armes, Lénine apparaît tout à coup, assis sur le lit de camp de Pierre le Grand. Près du lit, debout sur le plancher, à côté de la table sur laquelle s'ouvre la cassette de cuir, en forme de gros livre, qu'on appelle la bible de Pierre le Grand, (il y avait six bouteilles dans cette Bible, que le tsar portait toujours avec lui dans ses visites au faubourg allemand de Moscou), deux bottes énormes soulèvent la curiosité de ceux qui visitent la Musée des Armes au Kremlin. Il y a des heures et des heures que Lénine est là, la tête dans les mains, sourd au bruit et aux appels,

les yeux fixés sur les bottes de Pierre le Grand, semblables à celles de Gulliver à Lilliput. Ces bottes ont parcouru toute la Russie, de Saint-Petersbourg à Poltawa : elles ont foulé toute la bonne terre russe, piétiné les boyards, les serfs, les courtisans, les ennemis vaincus, les soldats morts sur les champs de bataille pour la gloire du tsar.

L'admiration de Lénine pour le « tsar révolutionnaire », c'est le revers du sentiment de son impuissance à dominer, *par l'action*, les hommes et les événements. S'il pouvait chasser les bottes de Pierre le Grand, la dictature prolétarienne ne serait pas cette « bouillie pour les chats » qui menace d'engloutir toute son œuvre révolutionnaire. Incapable d'agir, de dominer son dégoût de l'action, Wladimir Ilitch, comme tous les petits bourgeois, « se cramponne à la crinière du cheval ». N'ayant, pour bâtir l'Etat communiste, pour créer cette réalité arbitraire qu'il invente d'après des données abstraites, qu'une plume, de l'encre et du papier, il s'accroche à sa table de travail. Il ne veut rien savoir, rien entendre de ce qui arrive autour de lui. Qu'importe si, tous les jours, de nouvelles difficultés surgissent, que ses décrets n'ont pas prévues ? De nouveaux décrets vont tout balayer. Qu'importe que le peuple meure de faim, que la paralysie gagne, petit à petit, tous les rouages de l'Etat, que les débris de l'ancien régime barrent le chemin à la révolution, que leur poids fasse pencher la balance vers la famine et la révolte ? Pour combattre la paralysie de l'Etat, la famine qui dépeuple les villes, la contre-révolution qui gronde dans les campagnes, de nouveaux décrets suffiront. Ce bonhomme déchaîné serre les poings. Rien ne peut arrêter l'élan de son fanatisme halluciné, rien ne doit le distraire de son œuvre révolutionnaire. Que Trotzky rêve de reprendre la guerre contre les Allemands, de jouer un rôle de Bonaparte prolétarien, que le chef de la Tchéka, l'incorruptible Dzerjinski, au pâle visage illuminé de cette cruauté métaphysique des poitrinaires, mène pour son compte une lutte impitoyable contre la bourgeoisie (contre ces classes moyennes que l'historien Zabiéline appelle *le continent russe*), que les « sous-officiers » s'attaquent, chacun à sa manière, aux difficultés de de la situation, cela ne le regarde pas. C'est là de la besogne secondaire, et, somme toute, insuffisante. Trotzky, Dzerjinski, quels bourgeois romantiques ! Trotzky ne pense qu'à imiter Bonaparte, Dzerjinski ne rêve que d'être un Fonché. Or, pour construire l'Etat communiste, pour sauver la révolution, il ne suffit pas de fusiller les gens, ou de se donner, à Brest-Litowsk, des airs de Bonaparte dictant le traité de Campo-Formio. Trotzky peut bien sourire de lui, le traiter de visionnaire : le salut de la révolution est tout entier dans l'œuvre de Lénine. Le seul danger dont Wladimir Ilitch se garde, c'est de s'embourber dans la réalité. Pour accomplir son œuvre, il doit demeurer en dehors de tout, au-dessus de tout. Rien ne doit troubler son indifférence à l'endroit des événements, son calme olympique, sa dédaigneuse ignorance des difficultés historiques et matérielles. Le jour où Trotzky, au cours des pourparlers de Brest-Litowsk, propose au Conseil des Commissaires du Peuple de mettre fin aux négociations et de reprendre la guerre révolutionnaire contre les Allemands, Lénine s'emporte, les mots s'étranglant dans sa gorge, une lueur jaune passe dans ses yeux. La guerre ? Encore cette sale histoire ? Mais la guerre révolutionnaire contre les Allemands c'est du Kérenski, c'est du patriotisme à la Danton, sinon du bonapartisme pur et simple ! Qu'on ne vienne pas l'ennuyer avec cette ignoble comédie !

Lénine saisit son poignet gauche de la main droite, penche la tête sur l'épaule. Un rire convulsif brise sa voix rauque. « C'est la paix qu'il nous faut, la paix à tout prix, coûte que coûte, la paix la plus inique, la plus honteuse... mais la paix ! » Les Allemands reprennent l'offensive, s'emparent de Dwinsk, menacent Pétrograd. Au Comité Central du Parti et au Conseil des Commissaires du Peuple, la majorité se prononce pour le patriotisme à la Danton. « Mais vous ne voyez pas que les soldats se sauvent en jetant leurs fusils, que l'armée ne veut plus se battre ? » s'écrie Wladimir Ilitch le 23 février 1918 devant le Comité Central, réuni pour décider du sort de la révolution. Lénine se refuse à écouter la « phraséologie révolutionnaire » de ses camarades. Il ne veut rien entendre, il ne veut rien savoir. « Vous voulez, comme des gentilshommes, mourir avec honneur. Moi, je ne veux pas mourir avec honneur, mais donner la victoire au prolétariat. » Cette paix ignoble, que les Allemands imposent à la République des Soviets sous la menace des baionnettes, et que seule une faible majorité du Comité central se résigne à accepter, c'est d'un cœur joyeux

que Lénine la signe. Désormais, il va pouvoir travailler tout à son aise. Pourtant, le coup fut dur. La menace de la guerre a précipité la Russie dans un désordre épouvantable. « Hier, dit-il, nous étions encore en selle. Aujourd'hui, nous nous cramponnons à la crinière du cheval. Ça nous apprendra. Cette leçon doit guérir la maudite nonchalance des véritables Oblomow que nous sommes. » Candide et Babitt ne voudront pas croire qu'au moment du danger Wladimir Ilitch se découvre lui-même l'âme d'un véritable Oblomow.

* * *

L'attitude pacifiste de Lénine, son « défaitisme intégral » pendant l'affaire de Brest-Litowsk, révèle la première atteinte du mal qui va le conduire en 1921 à la *nep*. Ce mal, c'est le bon sens. C'est en 1920, au cours de la guerre contre la Pologne, que les symptômes du bon sens se manifestent en lui d'une façon qui ne laisse plus aucun doute sur l'approche de la crise. Quand l'armée rouge de Trotzky s'enfonça comme un couteau au cœur de la Pologne, Wladimir Ilitch, dans sa petite pièce du Kremlin, ne veut rien entendre, ne veut rien savoir. Les murs de l'Etat communiste qu'il est en train d'édifier tremblent au bruit sourd des canons, aux chants de joie, aux roulements de tambour. Dans l'immense plaine polonaise, le soleil ardent de l'été brûle l'herbe sous le sabot des chevaux de Budiorny. Demain, ce soir peut-être, Varsovie va tomber aux mains de Trotzky. Dans les rues de Moscou le peuple défile au chant de l'*Internationale*. Le vent de la victoire gonfle les drapeaux rouges sur les tours du Kremlin. « C'est la paix qu'il nous faut, s'écrie Lénine de sa voix rauque : la paix à tout prix, avant qu'il soit trop tard. » Ce dictateur petit-bourgeois n'est pas fait pour un rôle de conquérant, de Napoléon prolétarien, de César marxiste au front chargé de lauriers. Victoire ou défaite, peu lui importe : c'est la paix qu'il réclame. Son défaitisme intégral ne se laisse pas griser par la victoire. La dictature du prolétariat n'est pas encore suffisamment forte pour courir le risque d'une guerre, fût-elle victorieuse. Lénine se méfie de tous ces guerriers qui chantent l'*Internationale*.

Ainsi à peine l'armée rouge, battue sous les murs de Varsovie, se replie-t-elle vers la Bérésina, que Wladimir Ilitch réunit le Comité Central, s'oppose violemment à la continuation de la guerre, réclame la paix. Il sait très bien qu'à ce moment-là la situation militaire n'est pas mauvaise : « Une victoire complète de notre part n'eût même pas été impossible », dira-t-il plus tard à Clara Zetkin. Mais il veut profiter des premiers revers pour imposer la paix aux « patriotes socialistes » du G. Q. G. Victoire ou défaite, ces mots-là n'ont aucun sens pour lui. « Savez-vous, dit-il à Clara Zetkin peu après la signature du traité de Riga, savez-vous que, dans le parti, le traité de paix avec la Pologne s'est heurté, au début, à une vive résistance? J'ai été violemment combattu parce que j'étais partisan de l'acceptation des conditions de paix, qui sont sans conteste très favorables à la Pologne, et très dures pour nous. Presque tous nos experts affirmaient qu'étant donnée la situation intérieure de la Pologne, et particulièrement l'état misérable de ses finances, il eût été possible d'obtenir des conditions beaucoup plus favorables pour nous, si nous avions continué la guerre quelque temps seulement. Je crois même que notre situation ne nous forçait pas de conclure la paix à tout prix. Nous pouvions tenir tout l'hiver. » Mais Wladimir Ilitch ne peut attendre. La révolution a bien autre chose à faire que de se battre pour la « patrie socialiste » de Trotzky. Il faut se remettre au travail. Rien, désormais, si ce n'est le bon sens, redoutable maladie, ne pourra plus troubler le calme olympique de Lénine. Pour un fanatique doctrinaire, le bon sens est un ennemi bien plus dangereux que Fanny Raplan.

Le 30 août 1918, à Moscou, dans le faubourg de Zamoskvoretzie, tandis que Lénine, sortant d'un meeting, traversait la cour de l'usine Mikelson, une jeune socialiste-révolutionnaire, Fanny Kaplan, lui avait tiré quatre coups de revolver à bout portant. Blessé grièvement au poumon, au cou, à l'épaule et à la main gauche, Lénine était resté de longs mois entre la vie et la mort. Quand on lui parle de cet épisode, le seul épisode romantique de son éducation sentimentale, Wladimir Ilitch sourit d'un air amusé et distrait. Rien ne peut faire dévier le cours arbitraire de sa logique. L'idée de la mort n'effleure même pas son fanatisme halluciné. S'il parle parfois de la mort, c'est pour en rire. Trotzky raconte qu'un jour Wladimir Ilitch lui demanda de but en blanc : « Si

on nous tue, vous et moi, croyez-vous que Boukarine et Sverdlow pourront se tirer d'affaire? » Là-dessus, il éclata de rire, dit Trotzky.

Enfermé du matin au soir dans son cabinet de travail du Kremlin, au fur et à mesure que les échafaudages, sous lesquels se profile la masse énorme de l'Etat en construction, s'écroulent dans un nuage de poussière, Lénine recouvre sa bonhomie, son humour, ses gestes familiers. Peu à peu, l'imposante architecture de l'Etat soviétique se détache sur le fond brumeux de l'Europe. La guerre contre la Pologne vient de prendre fin par le traité de Riga. L'armée rouge de Trotzky a refoulé au fond de l'Asie, culbuté dans la mer Noire, noyé dans le Volga, dans le Don, dans le Dnieper les gardes blancs de Koltchak, de Wrangel, de Denikine. L'année 1921 s'ouvre sur un panorama triste et morne; mais la saison est proche où les souffles tièdes de l'Est vont faire fleurir la *paix rouge* sur la bonne terre de Russie. Lénine commence à se sentir chez lui dans cet Etat qu'il a construit pierre par pierre avec une patience à ce point opiniâtre, avec un aussi audacieux mépris de la réalité. Son œuvre est enfin terminée. Les derniers échafaudages viennent de tomber. Il lui faut, maintenant, exercer sa volonté sur une matière bien plus dangereuse que les doctrines, les statistiques, les règles de l'architecture marxiste. Le moment est venu de lutter avec les hommes, de prendre contact avec la réalité. Les hommes, race inquiète et mystérieuse.

Dès qu'il embrasse du regard le panorama de ces trois années de guerre civile, de famine et de désespoir, la situation de la Russie se révèle à lui pour la première fois dans toute son horreur. Dès qu'il jette les yeux par delà les frontières de la révolution, l'Europe bourgeoise se montre à lui bien différente de ce que ses calculs lui faisaient prévoir. La III^e Internationale, ce « revolver appuyé sur la tempe de l'Europe », n'est-elle donc rien d'autre qu'une arme déchargée? Aux premiers contacts avec la réalité, son fanatisme doctrinaire s'épouante comme un couteau qui rencontre une pierre. « Je me suis trompé, dit-il : celui qui n'agit pas ne se trompe pas. » Etonnant avec chez un homme qui s'est, jusqu'alors, constamment refusé d'agir dans le domaine de la réalité. Ce n'est donc pas dans son action qu'il s'est trompé, mais dans ses calculs, dans ses prévisions, dans ses théories. « Lénine, écrit Jaroslowski, n'a jamais craint d'avouer ses fautes. » Ce petit bourgeois « entêté, soupçonneux, étroit, bureaucrate, formaliste, unilatéral » n'hésite pas, au dixième Congrès du parti, le 8 mars 1921, à reconnaître que le passage de la guerre à la paix, marqué à la fin de 1920 et au début de 1921 par le traité de Riga et les victoires remportées sur Wrangel et sur Denikine, « entraînait des secousses qu'il n'avait pas prévues. Si Candide et Babitt avaient pris part à ce Congrès, ils n'auraient sans doute pas applaudi le discours de Lénine. Ils auraient été déçus par un langage aussi plein de bon sens. Un Gengis-Khan, un Mahomet n'auraient jamais fait une semblable déclaration. Ce *mea-culpa* est indigne d'un dictateur rouge, d'un monstre aux yeux de Mongol. Arrivé au sommet de sa gloire et de sa puissance, Wladimir Ilitch se révèle ce qu'il a toujours été : un petit bourgeois fanatique, un bonhomme capable de tout dans le domaine de la théorie, et dans celui de la réalité, même d'une bonne action.

C'est au milieu d'un profond silence que le Congrès accueille les paroles de Lénine. Tous les visages sont pâles. « En décembre 1920 nous ne voyions pas encore à quel point non seulement les difficultés techniques mais toutes les calamités accumulées sur la Russie soviétique, déjà épuisée par la guerre impérialiste et par la guerre civile, devaient s'aggraver au moment de la démobilité. C'est plus tard seulement que nous avons constaté dans toute leur étendue la ruine et la misère de la Russie. Il faudra longtemps pour cicatriser les blessures. Nous ne pouvons même pas encore nous consacrer entièrement à les guérir. » Les erreurs que nous avons commises, pouvait-on les éviter? se demande Lénine. « Dans les conditions où nous étions ces fautes étaient inévitables. » Cette idée du caractère inévitable des événements qu'il ne sait ni prévoir, ni dominer est toujours unie chez lui au sentiment de son impuissance. « Nous nous sommes trompés », dit-il. Pour sauver la révolution « il faut savoir assurer notre retraite ». Seule une nouvelle politique économique, la *nep*, peut assurer la retraite de la révolution soviétique sur des positions permettant au prolétariat de réunir ses forces. Il faut se mettre sur la défensive. « Un des problèmes posés par la *nep*, et un des plus sérieux, consiste à nous pénétrer profondément de cette idée que nous ne sommes pas à la veille de donner l'assaut à la forteresse

capitaliste. Nous devons être prêts à le donner, mais seulement s'il est nécessaire, et si les événements, en Europe, tournent de façon à le rendre possible. Nous devons nous armer pour une conquête longue et minutieuse de l'économie petit-bourgeoise. Ces problèmes qu'il énonce de sa voix rauque (premier, second, troisième problème), en martelant les mots, en s'arrêtant sur chaque phrase, ce n'est plus ce qu'il appelait autrefois des « problèmes d'avant-garde. Au coup de barre de Lénine, la révolution recule. Maintenant, le rôle révolutionnaire du prolétariat est confié à l'arrière-garde. C'est avec son discours du 8 mars 1921 que le dictateur donne le signal de la retraite. Sa tactique est celle de Koutouzow devant Napoléon : dans l'impossibilité de livrer aux forces du capitalisme la bataille décisive, Lénine se retire.

* * *

C'est à partir de ce moment que se révèle sa véritable grandeur. Le fond petit-bourgeois de son caractère remonte à la surface. Son fanatisme atteint le plus haut degré du bon sens. Chez lui, comme chez tous les héros petit-bourgeois, les sentiments médiocres se manifestent parfois avec une intensité étonnante et farouche, qui n'est pas sans grandeur. Lénine se laisse emporter par le bon sens comme d'autres par la fureur.

Jusqu'au jour où la paralysie progressive le cloue sur son fauteuil et où son esprit sombre, tous ses discours, et tous ses actes sont empreints d'une sagesse, d'une mesure, d'une prudence que l'on pourrait dire fanatiques, d'autant plus étonnantes qu'elles s'exercent au détriment de son œuvre révolutionnaire. Froideur, systématiquement, Lénine s'acharne à démolir une grande partie de ce qu'il a bâti pierre par pierre, pendant quatre années de révolution. Mais cependant même qu'il abat les murs chancelants, il étaye les colonnes, les arcs, les voûtes qui supportent le poids de l'État. Il se révèle, dans ses décisions, aussi courageux que prudent. « Le bateau coule, dit-il au X^e Congrès du parti, en mars 1921 : pour alléger le navire, il faut tout jeter par-dessus bord. » La première chose qu'il jette à la mer, c'est le *Capital* de Marx. Pour garder le pouvoir, il faut tout lâcher. En attendant que la révolution éclate en Europe, « le grand but politique de la *nep* est de garder le pouvoir du prolétariat ». Le 13 novembre 1922, au VI^e Congrès de la III^e Internationale, prenant la parole sur « les cinq premières années de la révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », il développe sur une plus grande échelle le thème de la *retraite*, en tant que seul moyen de garder le pouvoir. Ses paroles s'adressent avant tout aux délégués des différents pays d'Europe, aux *camarades d'Occident*. Il leur rappelle que, s'ils se préparent à reprendre l'offensive contre les forces du capitalisme, ils doivent prévoir l'éventualité de la retraite et se réserver la possibilité de l'opérer. « Nous n'avions presque pas réfléchi à cette retraite, avoue-t-il : il faut pourtant en tenir compte dans notre œuvre de reconstitution du monde, de destruction du capitalisme et de création du régime socialiste. Il est insuffisant de calculer comment nous agirons, en cas d'offensive et de victoire. A une époque révolutionnaire, ce n'est pas le plus difficile ni le plus important, du moins ce n'est pas le principal. Pendant la révolution, il est des moments où l'adversaire perd la tête, et nous pouvons facilement en venir à bout si nous nous jetons alors sur lui. Mais notre ennemi, s'il a du sang-froid, peut rallier ses forces, se jeter sur nous à son tour et nous rejeter pour longtemps en arrière. C'est pourquoi l'idée que nous devons assurer notre retraite a une importance fondamentale. Il faut que non seulement en théorie, mais en pratique, ceux qui se proposent, dans les pays d'Europe, de reprendre l'offensive contre le capitalisme, y réfléchissent sérieusement. »

Au cours des années 1921 et 1922, le thème de la *retraite* revient constamment dans tous les discours de Lénine. Qu'entend-il par ce mot de *retraite*? « De même, écrit Henri Guilbeaux, que les gouvernements capitalistes recourent au socialisme d'État afin d'endiguer le flot du socialisme envahisseur, de même, afin d'annihiler les effets du capitalisme mondial en Russie, Lénine institue le capitalisme d'État. » Cette *retraite* n'est qu'une évolution vers le capitalisme d'État, qu'une « politique de concessions » vis-à-vis de l'économie bourgeoise. Mais Lénine, comme Koutouzow, se retire en combattant. La *nep* n'est pas seulement une politique de concessions dans le domaine purement économique : c'est « une continuation de la lutte de classe, sous une autre forme ». A

partir du mois de mai 1921, Wladimir Ilitch se jette à corps perdu de tous le poids de son bon sens violent, implacable, fanatique, aussi bien contre le romantisme révolutionnaire des « sous-officiers », l'égoïsme des moujiks et l'incompréhension des ouvriers, que contre l'avidité des *nepmen* et des *koulaki*, ces petits commerçants, ces paysans riches, ces spéculateurs rapaces qui, déjà, commencent de grogner à l'ombre de la *nep*. Une fois de plus, il s'acharne à « mettre de l'ordre dans ses papiers », à donner une logique à la révolution. Cette fois, sa logique est celle du bon sens.

Du fond de son cabinet de travail du Kremlin, ou du haut de la tribune, dans les meetings, dans les congrès, dans les assemblées, dans les réunions du Comité Central du Conseil des Commissaires du Peuple, du Comintern, il bat en brèche les profiteurs, les spéculateurs, les saboteurs, l'hostilité sourde de la grande majorité du parti, la résistance passive de la bureaucratie, l'ironie de Trotzky, de Dzerjinski, de Radek, de Boukarine. Rien ne peut résister à son énergie farouche. Il faut le voir campé à la tribune, le visage souriant, le regard narquois, le corps penché en avant, les poches dans les entournures de son gilet. « La tête ne semble pas bien grosse, remarque Trotzky, sur ce corps de petite taille, mais fortement bâti. Ce qui semble énorme, c'est le front, ce sont les bosses dénudées du crâne. Les bras sont très mobiles, mais sans nervosité, sans mouvements inutiles. Le poignet est large, les doigts sont courts, la main est plébéienne, vigoureuse. Dans cette main on retrouve les traits de bonhomie courageuse que l'on voit dans toute sa personne et qui inspirent confiance. »

D'une voix « égale, coulante, très rapide, grassevante », Wladimir Ilitch flétrit la paresse, la malveillance, la lâcheté, l'insuffisance, l'orgueil de tous ceux qui s'opposent, au nom des *principes d'octobre*, et dans le sein même du parti, à la politique de concessions, à la *nep*, à la tactique de la *retraite*. Peu à peu sa voix devient rauque, mais « ses pommettes anguleuses s'éclairent d'une indulgence sagace. La partie inférieure du visage, au poil roussâtre, grisonnant, reste en quelque sorte dans l'ombre. La voix s'adoucit, devient d'une grande souplesse, et, par moments, d'une malice insinuante ». Le fils d'un ouvrier du faubourg de Pressnia nous a laissé de Lénine un portrait qui est aussi vivant que celui de Trotzky : « Wladimir Ilitch était monté à la tribune. Il avait un costume foncé, une chemise à col rabattu et une casquette. Il avait tiré de sa poche un mouchoir blanc et s'essuyait le front. Je ne me rappelle pas ce qu'il disait : je faisais surtout attention à la façon dont il parlait. De temps en temps il se penchait sur la tribune et tendait les bras en avant, tout en gardant son mouchoir et en essuyant son crâne chauve. J'observais tout son visage : son nez, ses lèvres, sa petite barbe. A chaque instant, Lénine était interrompu par les applaudissements et les cris. » Parfois Wladimir Ilitch, en parlant, frappe l'air de son poing fermé comme pour enfoncer un clou à grands coups de marteau. De ce geste, que le bec de sa plume a saisi, Trotzky nous donne une série d'images qui défilent devant nous au ralenti, comme sur un écran lumineux. « Lénine ajuste la pointe du clou, s'écarte un peu pour mieux voir et, d'un grand geste, assène le premier coup de marteau, puis un autre, puis beaucoup d'autres, jusqu'à ce que le clou soit bien enfoncé. Maintenant, il faut l'arracher : Wladimir Ilitch martèle la tête du clou, de droite et de gauche, pour l'ébranler. Quand il l'aura arraché, il le jettera à la ferraille des archives. » Pendant deux ans, jusqu'au jour où la première attaque de paralysie arrêtera son bras levé, Lénine ne fait que planter des clous à grands coups de marteau, pour les arracher immédiatement et les jeter à la ferraille des archives. Il cligne des yeux en souriant, penche la tête sur son épaule. Des bons mots, des plaisanteries, des traits d'humour se mêlent aux invectives, aux expressions cinglantes, aux paroles amères où le mépris grince comme un couteau sur la pierre. « Sa plaisanterie est utilitaire », écrit Trotzky. Quand il parle du « honteux trafic de l'opium bourgeois », sa voix devient âpre, ses mains se crispent comme pour saisir un adversaire à la gorge. Tout à coup, sa voix s'adoucit sur un mot d'humour : d'un dernier coup de marteau, il plante son clou dans le dos des *nepmen*, des *koulaki*, des traitres, des spéculateurs, des profiteurs de la révolution. « La partie inférieure de son visage devient alors plus saillante, surtout la bouche, dont le rire est contagieux. Les traits du front et du crâne semblent alors s'estomper, le regard, cessant de briller, s'éclaire de gaieté, le grassement s'accroît, la tension vigoureuse de la pensée s'amollit en belle humeur, en riante bonhomie. »

La politique de la *retraite*, cette politique du bon sens que

Lénine poursuit avec toute son énergie opiniâtre et méticuleuse, n'est pas un climat favorable au romantisme révolutionnaire de ses lieutenants. La fin de la période héroïque de la guerre civile marque le début de leur décadence. Dès que la révolution perd son caractère chorégraphique, provisoire, exceptionnel, changeant, pour rentrer dans l'ordre, dans la routine, dans la régularité des choses établies, leur goût théâtral de la violence ne peut s'habituer aux nécessités nouvelles de la *nep*, à ce qu'ils appellent la période administrative, bureaucratique, de la révolution. Trotzky, plus qu'aucun autre, se sent étouffer dans cette atmosphère de concessions et de compromis. Jusqu'à ce jour, la dictature du prolétariat avait besoin de lui. Il n'ose pas s'avouer que dorénavant, comme tant d'autres, il a cessé d'être nécessaire à la révolution : il n'est qu'utile. Finis, les grands gestes, les aventures dangereuses, les coups de tête, les tours de main, les jeux de hasard ; finis, les foules massées dans les rues, les mitrailleuses aux carrefours, les drapeaux rouges sur les champs de bataille, le roulement des tambours, l'ivresse de la victoire, l'orgueil de pouvoir « briser d'un coup de poing l'horizon de sa destinée ». Lui aussi, comme tant d'autres, lui va-t-il falloir devenir un fonctionnaire de la révolution, connaître le désœuvrement de ceux qui sont dépassés, la tristesse des jours sans risques et sans gloire ? La *nep*, c'est la Sainte-Hélène de Trotzky.

* * *

Dans ses discours, Lénine n'oublie jamais ses lieutenants. De tous les adversaires de la *nep*, ce sont eux les plus redoutables. Les clous qu'il leur enfonce dans le dos, il ne se donne pas la peine de les arracher ensuite pour les jeter à la ferraille des archives. Mais quelle prudence dans ces coups de marteau ! « Quand Lénine tape, non plus sur l'ennemi, mais sur les siens, remarque Trotzky, quand il dénonce quelqu'un de ses partisans, sa voix arrive au fausset, se brise : sa tirade la plus coléreuse prend alors une soudaine nuance de bonhomie ». (C'est cette expression : bonhomie, qu'on rencontre le plus souvent dans les portraits de Wladimir Ilitch par Trotzky.) Tous ses lieutenants sont là, autour de lui : Lénine les regarde en souriant, lève lentement son poing fermé, donne un dernier coup de marteau. Un tonnerre d'applaudissements salue la fin de son discours : il ramasse ses papiers, quitte l'estrade, descend au milieu des siens. « Il a l'air d'un ouvrier qui sort épuisé de sa tâche, mais qui est content d'avoir mené sa besogne à bien. De temps en temps il passe sa main sur son crâne chauve où l'on voit perler des gouttes de sueur. » Le voilà : « La tête légèrement rentre dans les épaules, le menton sur la poitrine, les yeux cachés par les sourcils, tandis que les moustaches se hérissent d'un air presque colère sur la lèvre supérieure relevée par une moue de mécontentement. » Le voilà, ce bonhomme, entouré de ses lieutenants comme d'une garde du corps. Tous les yeux sont fixés sur lui. Depuis quelque temps, tous ces regards investigateurs lui causent un malaise inexplicable. « Mais qu'est-ce que vous avez tous à me fixer de cette façon ? » demande-t-il un jour en riant, à une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple. Son visage est livide, ses mains tremblent.

Ce n'est qu'au Kremlin, dans son cabinet de travail, que ses nerfs se détendent, que sa voix s'adoucit, que ses yeux s'illuminent. Penché sur ses papiers du matin au soir, il s'acharne à contrôler dans ses plus petits détails toute la vie politique, économique et administrative de l'Etat. Rien ne lui échappe : il s'occupe de tout, s'enquiert de tout, veut tout savoir, veut tout comprendre. C'est là, dans cette petite pièce voûtée, sombre, mal éclairée, que le dictateur rouge (ce *little man*, ce petit homme dont nous parle Wells) révèle au monde, pour la première fois, quel formidable instrument révolutionnaire peut être le bon sens. Le fanatisme inspiré d'un Mahomet, l'élan impétueux d'un Gengis-Khan se seraient déjà brisés sur les récifs des innombrables problèmes d'ordre secondaire, que ce petit bourgeois s'obstine à résoudre un à un, posément, patiemment, comme un pêcheur démêlant, une à une, les mailles de son filet. La grandeur de Lénine est faite de petites choses. Son génie ardent et méticuleux, sa volonté tout à la fois timide et violente ne sont rien qu'un ensemble de sentiments et de qualités médiocres. Seule, la médiocrité du génie et du caractère de Lénine a sauvé la révolution bolchévique. Là où César, Cromwell, Napoléon auraient échoué, Lénine a réussi.

Ce bonhomme souriant qui travaille parfois des heures entières un chat sur l'épaule, et qui vit pauvrement, lui, sa femme et sa

sœur, dans cinq petites pièces où vivaient naguère les domestiques de l'intendant du Tsar, ce dictateur qui ne se nourrit que d'un peu de fromage avec quelques tasses de thé, avalant hâtivement ce maigre repas sur le coin de sa table de travail, ce *monstre* au cœur timide qui ne lève pas la tête de ses papiers et n'abandonne son bureau que pour aller prononcer un discours dans un meeting de travailleurs, présider une séance du Comité Central, du Conseil des Commissaires du Peuple, du Comintern, ou bien pour visiter une école, un hôpital, une usine, un club ouvrier, ce *little man* pâle, amaigri, voûté, brûlé de fièvre et d'insomnie s'emploie à résoudre les problèmes de l'Etat et de la révolution avec ce même goût du détail, du cas particulier, de la nécessité immédiate, dont il fait preuve à tout propos, lorsqu'il cherche à venir en aide à quelque camarade besogneux, à secourir, une famille de travailleur, à alléger « au détail », pourrait-on dire, les misères épouvantables qui fondent tous les jours sur le peuple russe.

As ses collaborateurs, qui lui demandent son opinion sur telle ou telle situation générale, il ne répond que par des formules, par des axiomes capables « de renverser des murailles », comme disait Panine des axiomes du *Nakaze* de Catherine. Ses points de vue sur les problèmes fondamentaux de l'Etat et de la révolution, il les synthétise en quelques mots. Il n'a pas le temps d'élaborer des programmes, d'arrêter des plans : il se borne à condenser en formules des règles générales. Ce qui le préoccupe, ce sont les détails. « Il est facile de donner des règles générales, écrivait Catherine à Voltaire en 1767 : mais les détails ? » Au cours d'une discussion sur les *spécialistes bourgeois*, au Comité Central du parti, Lénine expose son point de vue rien que par cet axiome : « Un ingénieur bourgeois vaut dix communistes. » C'est au Comité Central, c'est aux Commissaires du Peuple, c'est aux administrations intéressées, aux organisations industrielles de l'Etat, de tirer les conséquences pratiques de cet axiome. L'importance fondamentale que le problème de l'électrification de la Russie présente pour l'avenir de la révolution, il la résume dans cette fameuse formule : « République des Soviets + Electrification = Communisme ». Le Plan quinquennal, dont l'ingénieur Krijanowski, un des plus anciens et des plus fidèles camarades de Lénine, fixera les lignes plus tard, après la mort du dictateur, tient tout entier dans cette formule. Pour se rendre compte d'une situation, pour exprimer son point de vue sur tel problème d'ordre général, un coup d'œil et quelques mots lui suffisent. Mais son regard et son attention ne s'arrêtent que sur les questions de second plan. Il aborde les difficultés une à une, par leur côté faible, le plus souvent par un détail d'importance minime. S'il suffit d'un coup d'œil pour mesurer l'étendue d'un problème, c'est à la loupe qu'il faut le regarder quand on veut scruter sa profondeur, se rendre compte de sa complexité. Ses collaborateurs s'étonnent parfois de voir dépenser tant d'énergie dans un travail aussi minutieux. Wladimir Ilitch lève la tête et sourit. La révolution ne pourra reprendre l'offensive contre les forces du capitalisme international que le jour où les héros d'octobre 1917 s'accommoderont de devenir des « fonctionnaires ». Les problèmes de la révolution ne sont plus, désormais, que des problèmes d'ordre administratif, bureaucratique. La Russie, qui fut en proie à toute époque à un épouvantable désordre administratif, a toujours été exposée, par cela même, au danger des révoltes et des conquêtes. Mais ce ne sont point des généraux à la tête de leurs armées, des cosaques rebelles à la tête de leurs bandes de pillards, Charles XII ou Napoléon, Stienka Razine ou Pougatchow qu'elle avait à craindre. Celui qui devait s'emparer de la Russie ne pouvait être qu'un « fonctionnaire », un homme capable de l'administrer. « Je suis ce fonctionnaire », dit Lénine.

C. MALAPARTE.

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement (26, 23, 18 ou 17 belgas suivant les pays) soit en souscrivant un abonnement, soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnements accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

Grammatici certant...

L'Académie française jouissait encore de quelque crédit. On la mettait en chansons. La belle affaire! Les chansons, c'est comme les têtes de pipes : une preuve de popularité. Il a suffi d'ailleurs que l'Académie publiât sa *Grammaire* pour que le bon public accourût chez Didot. Car le public fut ici admirable. Ces « usagers » de la langue souffrent mal leur ignorance. M. Jourdain vit encore. Il voudrait bien parler, mieux écrire, se conformer aux règles. Il réclame des règles, un code, la loi. On la lui sert, cette loi sacrosainte, sous la robe élégante d'un manuel bien imprimé — et pas cher. Les commandes affluent. Battue, M^{me} Machard! Enfoncé, Dekobra! Les Académiciens connaissent les gros numéros, le fort tirage. Cent cinquante mille... deux cent mille... *Quo non ascendam?* M. Doumic, que le succès n'a pas gâté, goûte en son cœur d'immortel une joie pure. D'autant plus que les bénéfices de vente iront aux prix de vertu. Il y a de l'espoir désormais pour les rosiers, pour les rosières.

Cet empressement du public, il faut le souligner d'abord. Non, le souci de la bonne langue n'est pas mort. Les consultations grammaticales et gratuites auront toujours leur « coin du pion » dans les gazettes. Certain Lancelot, qui est aujourd'hui dans le lac, y a gagné ses galons de puriste. Plût au Ciel qu'à la touchante docilité des Français eussent correspondu les Quarante! Hélas! l'esprit souffle où il veut. Et la *Grammaire de l'Académie* n'est qu'une méchante grammaire.

* * *

Qui est responsable? L'Académie tout entière. Il serait par trop facile, et trop injuste aussi, d'éluder une paternité peu flatteuse. Qu'un vote de surprise (on a parlé de 12 voix contre 9) ait révélé l'existence d'une minorité de protestataires, pas un seul, que je sache, n'a désavoué le factum. Il n'y a pas que des gâteaux pourtant sous la Coupole. Plusieurs fauteuils sont congruement pourvus. Jonnart avait été préféré à Maurras. Mais, hier encore, la Compagnie s'honorait en appelant Abel Bonnard, un maître.

Dans cette horreur des responsabilités, nous voyons un symptôme, le plus affligeant du monde, de bassesse morale, d'improbité. La critique a perdu ses droits. « Aimez qu'on vous loue. » Le conseil, on s'en froisse. D'où les comptes rendus bénins, les compliments fades, la pommade. Un esprit droit passe vite pour un mauvais caractère. Dans la République des Camarades l'encensoir est roi. Admirer les autres, c'est encore le chemin le plus court pour s'admirer soi-même. Comme l'immortalité ne nourrit pas son homme, les immortels aiment mieux vendre des livres.

Dédain aussi, qui va jusqu'au mépris, des « spécialités ». Que n'a-t-on pas dit contre l'histoire, depuis Valéry, ce « cagneux » prétentieux, aboyant aux chausses de Clio? Ils parlent volontiers de « l'honnête homme ». M. Abel Hermant l'allègue chaque samedi, lui qui n'est ni un homme ni tout à fait honnête. Mais le vieux proverbe a raison : « Chacun son métier, les vaches seront bien gardées. » Puisqu'il fallait une grammaire, il n'eût peut-être pas été inutile de consulter les grammairiens. On leur aurait adjoind des écrivains, choisis parmi les meilleurs, qui ne sont pas nécessairement les plus bruyants. Il en serait résulté une codification, d'après les cadres, la théorie, les principes généraux; de l'Usage avec U majuscule, « une grammaire à la fois fixe et souple, sans indulgence pour les violations du génie de la langue, mais susceptible d'un perfectionnement indéfini ».

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? Une commission hétéroclite. Le quatuor est connu : Doumic-Bédier-Valéry-Hermant. De M. Doumic nous ne dirons rien. Il est là pour la forme. M. Bédier était ce qu'on appelle en jargon commercial un « premier choix ». Il connaît l'histoire de la langue. Mais, sous ses apparences d'intransigeant, c'est le plus timoré de tous. S'il enrage, comme il le prétend, que n'enragea-t-il tout haut! M. Valéry nous déplaît si souverainement que nous avons scrupule de dire toute notre pensée. Le cas Valéry est bien curieux. Voilà un monsieur qui se retire dans « la ténèbre ». Quelques-uns l'y ont suivi. Le jeu ne date pas d'hier. Ce qui date d'aujourd'hui, c'est une coalition des snobs et snobinettes autour d'Eupalinos le mal nommé. Car les constructions d'Eupalinos manquent de goût. Accordons-lui le sens du rythme et quelques autres qualités encore. Il respire une absence effarante de culture, et cette manie saugrenue de découvrir à tout propos l'Amérique. Personne ne se serait-il avisé avant lui du mécanisme de la connaissance? Et pour parler de Villon de Goethe, pour parler de l'Hellade aux hellénistes de l'Association Guillaume Budé, nul ne serait-il plus qualifié que cet ambassadeur « à tout faire » de la pensée française? Enfin, Abel Hermant ou M. de Courpières, littérairement contestable, socialement fâcheux. L'habit vert lui va comme un tablier à une vache. N'importe. Il régentera. Du haut de son Littre — car M. de Courpières écrit avec un Littre sous les fesses — il distribuera à la ronde les *satisfecit* et les *deleatur*.

Au demeurant, le vrai rédacteur n'est pas Abel Hermant : c'est un « nègre ». Son nom commence par M. Et tout le monde cite ce nom. « Nègre » mal payé, il n'a pas mis sa signature. Il n'est pas sûr du tout que les meilleures choses ne soient pas de lui. Encore eût-il convenu de lui en laisser le bénéfice. Mais puisque l'Académie a déployé son pavillon, le pavillon couvre la marchandise.

* * *

L'Institut veillait. Il y avait eu déjà un article du *Temps*, un article qui faisait grise mine. La province s'était émue, ce conservatoire des bonnes manières. En Belgique même, on avait sursauté. Nous avons entendu, à Louvain, voici quelque trois semaines, lors de l'assemblée annuelle du *Cercle pédagogique*, un de nos jeunes collègues, M. Hans, faire à propos de la *Grammaire* une série d'observations très pertinentes. Il en disait les mérites, mais surtout les inconséquences, les légèretés, les erreurs. M. Abel Hermant s'en tirait comme il pouvait. Et comme il peut peu, dirait Marie Dubas, il traitait les malcontents de concierges neurasthéniques.

Entre en lice M. Brunet, la barbe fleurie par un éternel rictus. Ferdinand Brunot n'est pas tout à fait le premier venu. Professeur d'Histoire de la Langue française à la Faculté des Lettres de Paris, ancien doyen de la dite Faculté, membre de l'Académie (l'autre) des Inscriptions et Belles-Lettres : c'est une jolie carte de visite. Une monumentale *Histoire de la langue française, des origines à 1900* lui assure la plus large audience, du meilleur aloi. Et il est combatif. Disons-le tout net : excessif. Au demeurant, une vieille querelle divise depuis longtemps les linguistes (Meillet, Vendryes, Brunot) et les autres. Quand M. Brunot nous affirme qu'il a éprouvé « une véritable tristesse » en revêtant le harnois, nous ne le croyons point. Nous le croyons chaque fois qu'il aura raison contre la grammaire académique. Or il a raison pendant cent vingt pages d'un commentaire impitoyable, mais juste.

Cela s'appelle les *Observations sur la Grammaire de l'Académie française*. Le volume, imprimé à Liège (chez Thone), paraît cette semaine à la librairie Droz. Il est élégant, comme il sied. Par un souci louable de coquetterie maligne, il reproduit, sur la couverture, en rouge et noir, la disposition typographique de la *Grammaire*.

Avec, en plus, une épigraphe : « *Tous les bons Français doivent souhaiter une pleine réussite à cette grammaire qui ajoutera à la haute considération dont jouit l'Académie* » (Nouvelle règle d'accord des adjectifs suivant la *Grammaire*, p. 92). On n'est pas plus poli. Et nous avons sous les yeux une superbe affiche, réplique exacte de l'affiche Didot (*Le guide indispensable à tous — L'errata indispensable à tous*), que relève le distique moliéresque :

*Si l'on peut pardonner l'essor d'un mauvais livre,
Ce n'est qu'aux malheureux qui composent pour vivre.*

Les *Observations* s'enlèvent comme croissants dorés. Cinq mille exemplaires vendus d'avance. L'éditeur a le sourire. Le plus charmant des sourires : un sourire d'éditrice. Nous avons déjeuné avec M^{lle} Droz dans un bureau encombré de bonnes feuilles, la tête trouée d'appels téléphoniques (A quand les *Observations*?... Je prends dix exemplaires... J'en veux cent...), sous l'œil d'un Brunot en sépia, vu par Manuel. Et nous avons conseillé à cette jeune femme une robe vert épinard, comme les palmes, pour le jour proche où elle gravira le perron de l'Elysée, avec dans sa main blanche le volume sur japon destiné à M. Lebrun.

* * *

Les *Observations* se présentent sous la forme d'annotations marginales. M. Brunot a dû songer au commentaire que fit Malherbe de Desportes le « bourré ». C'est dans la ligne d'une tradition infiniment respectable. A gauche, les « ne dites pas »; à droite, les « dites ».

Nous n'entreprendrons pas de résumer ici ces *corrigenda*. M. Brunot a fait ce que les artilleurs appellent du pilonnage. Chaque coup porte. Mais le travail destructif est fait de la succession même des coups.

Qu'il nous suffise d'ouvrir le bêtisier, au hasard. Chapitre de l'article. « L'article défini annonce en général que le nom est pris dans un sens particulier », dit l'Académie (p. 36). Mais où trouver le sens particulier dans des milliers de phrases semblables aux suivantes : *L'absinthe est interdite; l'acajou n'est plus à la mode; l'opéra est une création française?* Et si l'article indéfini exprime « l'idée d'unité sans aucune détermination » (p. 37), un *carré inscrit dans un cercle*, n'est-ce plus un carré déterminé? — *Donnez-moi de l'argent. Il a mangé des fruits* : articles partitifs (p. 36). Allons donc! *De l'argent* n'éveille pas l'idée d'une partie d'un tout. Dans *manger des fruits*, des est simplement le pluriel de *un*, et exprime un nombre indéfini. Il fallait dire : *des fruits qui sont sur la table*. — « L'usage a consacré l'omission de l'article... devant les noms exprimant une date » (pp. 38-39). *Je reçois tous les lundis; venez me voir un lundi; je vous reverrai le lundi 17* : autant de phrases incorrectes! — Ne vous autorisez pas de l'usage pour acheter une Citroën, à moins de considérer comme « un artiste » le roi de la première voiture française fabriquée en série... comme la *Grammaire*.

L'adverbe de manière ne peut modifier qu'un verbe ou un participe (p. 190). On ne dira donc plus : *un discours adroitement flateur*. — « Les comparatifs *mieux* et *pis* ne s'emploient jamais devant un adjectif » (p. 191). Condamnée, la tournure si heureuse, si nuancée qui oppose un *homme mieux savant* à un *homme plus savant*! — « On ne dit pas ou on ne devrait pas dire : *J'ai très jaim, J'ai très soif, C'est très dommage* » (p. 193). Très dommage, en effet.

Un court chapitre sur l'interjection — il compte une vingtaine de lignes (p. 200) — renferme au moins trente âneries, nous disait M. Mario Roques. Et le commentaire s'étale sur trois pages, à titre d'exemple.

La syntaxe n'est pas mieux traitée. Que penser de cette règle

de concordance des temps : « Lorsque le verbe de la proposition principale est à un temps passé, le verbe de la proposition subordonnée se met, quel que soit le sens, à l'imparfait, au plus-que-parfait ou au conditionnel » (p. 218)? « On croit avoir mal lu », observe M. Brunot. « A qui fera-t-on admettre qu'il serait incorrect d'écrire : *J'ai appris que vous avez eu des ennuis, mais que vous êtes très content maintenant?* — Quant aux imparfaits du subjonctif, *schibboleths!* » Il a fallu que vous *coûsissiez* bien mal ma robe pour que je *déchirasse* ainsi la manche dès le premier jour. — Madame, il eût convenu que vous m'*écrivissiez* ou que nous nous *entrelînssions*. Dans ces jours de fête, il était impossible que nous *suffissions* à notre tâche. » On donne beau jeu aux gouailleurs!

Pour la syntaxe, il ne sera peut-être pas inutile de considérer qu'elle occupe tout entière vingt-neuf pages, alors que le tableau des conjugaisons — remplissage à peine digne d'un manuel élémentaire — en prend plus de soixante! Il est vrai que l'on y enseigne à conjuguer le verbe *frîre* : *je fris, tu fris...* Les poissons seront bien contents.

Le « nègre » de l'Académie avait mal fabriqué ses exemples. On ne trouve pas : *les pommes du jardin de ma tante sont meilleures que les poires du verger de la sœur*, mais des « perles » comme celle-ci : *il vous aime autant que votre frère* (p. 193)! M. Brunot prétend combattre à armes égales. Il ne sollicitera pas les textes littéraires. Racine et Victor Hugo seraient par trop gênants pour nos doctrinaires du Pont-des-Arts. Mais l'ironie est féroce qui inspira plus d'une roserie : « *Porte-t-on des chandaux sous l'habit vert?* »

* * *

Il serait temps peut-être de dénoncer de cette *Grammaire* la tare congénitale. On a voulu faire logique. En matière de langage, la logique n'explique rien. Tirer des déductions est une méthode absurde. D'autant plus absurde, si l'on joint au fétichisme des sous-entendus (toute proposition pouvant se ramener, à coups d'ellipses, à la proposition théorique et complète) l'obsession de la nomenclature. Scolastique et logomachie : une mécanique formelle.

L'histoire est négligée, et la psychologie. C'est-à-dire l'élément vivant et l'élément affectif. La langue n'est pas chose morte, figée, *ne varietur*. Elle est en perpétuel devenir. Nous la créons à chaque instant, nous la renouvelons, nous la perfectionnons d'ailleurs. De cet aspect évolutif, l'Académie, qui se réclame volontiers de l'Usage, n'a rien voulu savoir. Les notions historiques sont rares, confuses, outrecuidantes. A qui fera-t-on croire que l'influence arabe précède les apports germaniques, que le vocabulaire français est *emprunté* au latin, que nos ancêtres Gaulois (?) ont exercé sur les mots d'origine populaire telle déformation phonétique? Les seules pages 9 et 10 enseigneraient volontiers tout cela. Quant aux ressources dont se prive l'Académie en substituant aux modalités les correspondances obligatoires, il suffira pour s'en convaincre de se reporter aux pages 108-109 du commentaire. Comparez : *Pour éviter des accidents de ce genre, il faudrait qu'on appliquât le règlement* (mais on ne l'applique pas) — *Pour éviter... il suffirait qu'on applique* (c'est chose possible). La grammaire officielle proscriit le second tour.

On objectera sans doute que la critique est aisée. Les *Observations* de M. Ferdinand Brunot ont surtout une valeur négative. C'est vrai. Faut-il s'en prendre à la conception même d'une grammaire théorique? Nous serions assez disposé à conclure, pour notre part, dans ce sens. Le grammairien observe : il ne définit pas, il ne peut définir sous peine d'outrepasser ses droits. Que veut le public, que réclament, au nom de la correction du langage, les cent cinquante mille, les deux cent mille acheteurs du manuel Didot? Des règles de conduite applicables à des cas concrets.

Au lieu de s'évertuer à mettre sous un même bonnet les « indéfinis qui déterminent sans précision » et ceux qui indiquent des ressemblances qui vont jusqu'à l'identité (*je veux un chapeau quelconque et je veux le même chapeau que madame*), nos régents auraient pu se préoccuper de fixer, par exemple, l'emploi de *quel que* et de *quelque*. Nous songeons à une sorte de cahier d'observations grammaticales, qui serait au *Dictionnaire* ce que sont les remarques de Littré à l'article descriptif. Voilà le « guide indispensable à tous », et que les bons Français qui aiment leur belle langue consulteraient avec le plus grand fruit ! La *Grammaire générale et philosophique*, c'est une autre guitare. Mais on nous a présenté une sorte de monstre, qui fâche les doctes et pervertit les ignorants.

* * *

Cette méchante *Grammaire* est une mauvaise action. On n'en peut dire du bien. On n'en saurait dire trop de mal. Il faut la détruire. C'est-à-dire qu'il faut la refaire. Sur nouveaux frais. Car, telle qu'elle est sortie des presses de l'imprimeur, nous la tenons pour incorrigible. Les petits papillons ne seront que cauteux sur une jambe de bois. Tire-t-on un pet d'un âne mort ? La parole est à la Compagnie. Ajoutons qu'elle a laissé dans l'aventure plus d'une palme de l'habit vert. Et qu'il y a là un bien fâcheux exemple. L'exemple vient de haut. Car, qu'on la chanssonne à Montmartre ou ailleurs, l'Académie française se devait de mériter le respect qu'on lui doit. Elle a prêté son nom à une entreprise mercantile de démocratisation publique. Oublieuse de ses devoirs, de sa mission, qui est haute, elle a contribué à fortifier au dehors le sentiment de la légèreté française. M. Ferdinand Brunot, tout partisan qu'il est, défend avec passion une juste cause. Il faut lui en savoir gré. Après Rousselot, après Gilliéron, que les Quarante ignorent avec sérénité, c'est un bon ouvrier qui travaille aujourd'hui à une « défense et illustration » plus que jamais nécessaires. L'heure des marchands de papier noirci, de papiers bâclés, n'aura pas sonné, tant que des hommes courageux, compétents et désintéressés sonneront le ralliement des forces de tradition éclairée et de raisonnable progrès.

FERNAND DESONAY.

Le mouvement national-socialiste

II

Le programme économique du parti porte les mêmes caractères que l'ensemble de la doctrine. Quoiqu'il soit proclamé intangible, il ne laisse pas de souffrir certaines adaptations, certaines interprétations, inspirées par les exigences de la propagande politique. Il est simple, c'est-à-dire dans un domaine aussi compliqué, simpliste, et il a une prédilection marquée pour les formules frappantes.

L'auteur de ce programme est l'ingénieur Gottfried Feder, qui est, comme nous l'avons vu, le « docteur » du mouvement. Dans son livre *Mein Kampf*, Hitler raconte que lorsqu'il entendit la première conférence de ce Feder (en juin 1919), « il comprit aussitôt qu'il était en présence d'une théorie dont la signification pour l'avenir du peuple serait immense... » On voit le primaire bouche bée devant le « docteur ». Et cependant, lorsqu'on analyse le contenu de la doctrine, on ne partage pas toujours la même admiration. La première déclaration de principe — le programme en 25 points du 25 février 1920 — était fortement teintée de collec-

tivisme, comme il convenait à un parti qui se disait « ouvrier ». Il exigeait l'étatisation de toutes les entreprises qui avaient déjà la forme de sociétés financières, en particulier des « trusts » ; il réclamait une participation aux bénéfices des grandes entreprises ; les grands magasins devaient être placés sous la gestion municipale ; la propriété foncière ferait l'objet d'une réforme, au besoin par des expropriations sans indemnité, afin de l'adapter aux besoins nationaux ; la rente foncière est supprimée et la spéculation sur les terrains entravée. D'une manière générale, les revenus ne provenant pas du travail, mais de l'usure des capitaux, sont abolis. Cependant, lorsque, sorti de la période prolétarienne, le national-socialisme entra en contact avec les milieux réactionnaires de la grande industrie et de la grande propriété foncière, lorsque surtout il découvrit dans la masse paysanne un champ prêt à recevoir la semence du radicalisme, le « programme » subit quelques interprétations de circonstance. Déjà, en 1928, Hitler explique que les mots « expropriation sans indemnité » ne s'appliquaient qu'à la propriété mal acquise ou qui n'était pas gérée en vue du besoin public. Ils s'appliquaient donc en premier lieu aux sociétés israélites de spéculation en terrains. En mai 1930, au cours d'une discussion sur les principes du parti, Otto Strasser demanda à brûle-pourpoint à Hitler : « Si demain vous vous emparez du pouvoir en Allemagne, que ferez-vous après-demain des entreprises Krupp ? » Celui-ci répondit : « Mais naturellement tout restera dans l'état actuel. Croyez-vous que je sois assez fou pour détruire l'économie du pays ? » C'était avouer la rupture avec l'ancien idéal socialiste. Otto Strasser, au nom de l'orthodoxie, se sépara du « Chef ». Celui-ci se rapprocha dès lors, de plus en plus, des grands capitalistes.

Dans l'exposé authentique que Feder fit plus tard du même programme, la doctrine prend un tout autre aspect. Elle prend comme principe que le but de l'économie publique consiste à pourvoir aux besoins de la communauté et non d'assurer le plus haut revenu possible au capital prêté. Ce principe serait incontestable, mais en régime capitaliste c'est l'attrait de la rémunération des capitaux qui pousse à produire pour couvrir les besoins. Il n'est qu'un moyen en vue du but final. Tout autre chose est si l'on détruit ou tâche de détruire le système capitaliste. Le principe de la doctrine semble être un reliquat du collectivisme originnaire. Le programme nouveau énonce ensuite les principes suivants : la propriété privée est reconnue et placée sous la protection de l'Etat, mais le bien du peuple s'oppose à une accumulation illimitée de richesse aux mains des particuliers ; tous les Allemands forment une coopérative pour promouvoir le bien-être et la culture commune ; le travail, dans ce but, est obligatoire et chacun est soumis à une année de travail obligé, mais tout Allemand conserve la liberté de son activité et la libre disposition du produit de son travail. Une saine répartition des entreprises en petites, moyennes et grandes exploitations, dans tous les domaines, y compris l'agriculture, est maintenue. Enfin, seule trace de l'ancienne doctrine collectiviste : les exploitations qui ont la forme de sociétés financières sont « étatisées ». De plus, comme jadis, les usuriers et les mercantis restent passibles de la peine de mort.

Dans son nouveau programme, Feder introduit les développements d'une idée de son cru qui, dans l'énoncé de 1920, s'énonçait sans autre commentaire : « Rupture de l'esclavage de l'intérêt (*Brechung der Zinsknechtschaft*). » C'est ce mot qui avait fait jadis l'admiration de Hitler, cependant qu'il laissait à Feder le soin d'en extraire une doctrine intelligible et pratique. Toutefois, il ne paraît pas, malgré la littérature abondante qui y a été consacrée, qu'elle soit sortie des régions des théories fumeuses et des expériences inapplicables.

Il semble que Feder veuille abolir l'intérêt de l'argent, ce joug sous lequel peine l'ouvrier, le paysan endetté, l'entrepreneur qui ploie sous les intérêts de ses crédits de banque. Cependant il respecte les rentes des petites gens, fruit sacré du travail, pour s'en prendre uniquement aux intérêts payés aux capitalistes internationaux, c'est-à-dire juifs. Cependant, dans son programme, il ne parle plus des dettes privées, il se borne à supprimer les dettes de l'Etat à l'égard du grand capital. L'Etat, dit-il, n'a pas besoin de faire des dettes, il n'a qu'à faire de l'argent. Pour éviter l'inflation, il suffit « d'étatiser » l'institut d'émission. Le financement des grands travaux publics s'effectuerait au moyen d'une émission de bons du Trésor ou de monnaie, en évitant l'emprunt à intérêt.

Feder part de l'idée qu'il n'y a inflation monétaire que si l'on émet du papier sans contre-valeur. Mais si l'on émet du papier pour payer les grands travaux d'investissement, on crée, en même temps, sa couverture. L'exploitation de ces entreprises, déchargées du service des intérêts, pourra amortir graduellement l'émission de papier-monnaie.

Le programme comporte, au surplus, l'établissement d'une monnaie stable et d'une banque pour le financement des constructions et des habitations. Cette banque aurait le pouvoir d'émettre des « bons » pour financer les travaux, à l'instar de l'Etat, comme il est dit ci-dessus. Plusieurs combinaisons de ce genre, proposées par les gouvernements des Etats, furent repoussées par le Reich, à l'instigation de la Reichsbank.

Celle-ci y voyait, à juste titre, une inflation déguisée, car le papier-monnaie mis en circulation n'aurait plus été représenté, abstraction faite de la couverture, que par des investissements à long terme, au lieu de traites recouvrables à brève échéance. Le système de Feder n'est pas absolument irréalisable, mais il suppose deux conditions : la claustration de toute l'économie nationale à l'abri de relations extérieures et la suppression du régime capitaliste : le régime bolcheviste en a fait une expérience probante. Aussi, malgré les tendances saines qu'elle exprime, et son effort pour revenir à une sorte de pureté primitive des mœurs, la doctrine nationale-socialiste ne peut-elle sortir du domaine de l'utopie qu'en s'enfonçant dans les contradictions internes. Le programme économique du parti hitlérien a donc suivi une évolution marquée par le souci de se gagner des appuis et des électeurs. Finalement sa volonté réformatrice ne s'en prend qu'aux sociétés anonymes et aux grands magasins, détenus aujourd'hui par le grand capital. Cependant il respecte même celui-ci lorsqu'il est aux mains de grands entrepreneurs de souche allemande dont on peut aisément identifier la personne : Krupp, Thyssen, Mannesmann, Siemens, etc. Il ne reste finalement à exproprier que le capital juif qui se masque dans les sociétés anonymes.

S'il n'a pas beaucoup de sens, le mot « Brisons la servitude de l'intérêt » a une résonance merveilleuse dans un pays pauvre de capital, où les taux d'intérêt sont élevés, où tous les particuliers, toutes les entreprises sont endettés, où, au surplus, l'Etat doit payer des sommes énormes à l'étranger sous forme de réparations ou d'intérêts des emprunts.

La « libération de l'intérêt » devient alors une œuvre de libération nationale de la servitude que lui impose l'étranger ou, ce qui est pire, le juif. Ce sont d'ailleurs ces circonstances qui inclinent le peuple allemand vers une attitude « anticapitaliste » très accusée.

Le système économique du parti national-socialiste suppose donc une autarchie préalable. Il a soutenu imperturbablement cette hypothèse préalable, en dépit de tous ceux qui le taxaient d'utopie. On ne peut méconnaître que sur ce point, comme sur bien d'autres, il n'aît témoigné d'une sorte de prescience servi par son extraordinaire instinct des mouvements de la multitude. Car depuis les jours lointains où les nationaux-socialistes prêchaient leurs utopies sous la risée générale, les nations se sont engagées à corps perdu dans un protectionnisme qui les isole petit à petit de leurs relations avec les autres groupes humains. Ce retour en arrière vers une économie nationale fermée, qui est encore considéré comme un pis-aller par les théoriciens classiques, est devenu, par contre, chez le national-socialiste un idéal. Les événements ont donc donné une confirmation inattendue — encore incomplète, il est vrai — à ce qui paraissait une chimère de patriotes exaltés.

Il ne faut pas se cacher non plus que la seconde hypothèse préalable à la réalisation du programme : le collectivisme des instruments de production, a pris en Allemagne un développement inquiétant. D'une part, les diverses aventures financières par lesquelles le pays a passé ont dépouillé, peu à peu, la plupart des petits capitalistes de leurs réserves en capitaux. D'autre part, la concentration et la rationalisation des entreprises industrielles ont été poussées à un tel degré que l'entrepreneur particulier, de petite ou moyenne importance, a tendance à disparaître, pour céder devant d'énormes personnalités juridiques, où toutes les fonctions, de la plus haute à la plus basse, sont remplies par des salariés, qui louent leur peine à l'employeur anonyme. Un pas de plus et toutes les fonctions économiques seront assumées par des employés de la collectivité totale.

Vers l'année 1930, Hitler fit, comme il fut déjà dit, la déconverte des paysans. La masse paysanne était en passe de devenir — les résultats électoraux le prouverent à l'évidence par la suite — un champ fertile pour l'éclosion de la révolte. Malgré la protection douanière élevée dont jouissent leurs produits, la situation des paysans allemands est fort critique. La raison principale de leur gêne gît dans la charge des dettes, qu'ils ont contractées à des taux généralement élevés, et en tout cas exorbitants par rapport à la rente foncière. L'élévation de ces charges s'explique par la rareté des capitaux, qui sévit en Allemagne, où le taux de l'intérêt fut, depuis la guerre, toujours sensiblement plus élevé que dans les pays occidentaux. On pourrait se demander ce qui a poussé les paysans à emprunter dans ces conditions (et ce qui est vrai des paysans l'est encore bien davantage des grands propriétaires fonciers et des grands exploitants), si l'on ne connaissait la passion de progresser, d'améliorer, d'organiser, qui repose au cœur de tout Allemand, et qui, jointe à leurs conceptions systématiques et abstraites, a poussé les agriculteurs à introduire dans leurs exploitations des perfectionnements techniques, sans considérer si leur rendement financier était assuré.

Le recouvrement des impôts a souvent été très difficile dans les campagnes allemandes. Les exigences fiscales ont parfois provoqué de véritables émeutes et ont pris dans certaines régions — en Silésie, dans le Schleswig et le Holstein — le caractère d'une jacquerie — d'une jacquerie ultra-moderne, où les bombes avaient pris la place des faux.

Depuis 1930, Hitler fit porter le poids principal de sa propagande sur les campagnes : les élections de 1932 diront avec quel succès. C'est vers ce moment aussi qu'il fit élaborer un programme agraire, assez précis, assez cohérent avec l'ensemble de ses théories, ce qui ne le rend d'ailleurs pas plus réalisable ni n'évite de le mettre en contradiction avec d'autres axiomes énoncés à l'origine du mouvement, à une époque où l'on se souciait moins des réalités de la terre, et où le parti « ouvrier » avait un caractère nettement prolétarien.

Aux paysans, écrasés de dettes et d'impôts, Hitler déclare : les impôts seront allégés ; il faut mettre un frein à l'endettement progressif en réduisant les taux d'intérêt. L'Etat doit rendre le travail agricole profitable par des droits de douane appropriés. La fixation des prix est soustraite à la spéculation boursière et les commerçants en gros (supposés israélites) sont remplacés par des coopératives agricoles. Les associations professionnelles, soutenues par l'Etat, doivent venir en aide aux paysans en leur fournissant à bon compte machines, engrais, semences, bétail. L'Etat doit les protéger contre l'exploitation à laquelle les soumet les grands trusts de produits chimiques et d'électricité. Il doit mettre fin à l'exploitation des paysans par les capitalistes qui leur ont prêté de l'argent à des taux usuraires. Car sous le régime actuel, dominé par la finance juive internationale, sous les apparences de la démocratie, toute la politique vise à l'expropriation et au déracinement du paysan allemand.

Les principes de la politique agraire du national-socialisme sont inspirés par un droit et une politique qui s'écartent sensiblement des premières théories du parti. Le sol allemand, pris en possession et défendu par le peuple allemand, sert au séjour et à l'alimentation du peuple entier. Chaque possesseur doit donc le cultiver en conformité avec ce but et seuls des Allemands peuvent en être possesseurs. La propriété foncière régulièrement acquise par des Allemands est reconnue. Elle peut être léguée aux descendants, mais de manière à éviter de morceler le bien et de le grever de dettes. Mais ce droit de propriété est soumis à l'obligation d'en jouir pour le bien du peuple entier. Le sol ne peut faire l'objet de spéculations financières, ni servir à l'obtention de revenus sans travail. Ne peut acquérir le sol que celui qui l'exploite lui-même. L'Etat a un droit de préemption sur tous les biens-fonds. Il est défendu d'hypothéquer les biens au profit d'un capitaliste privé. Les crédits nécessaires à la gestion sont fournis par l'Etat ou les coopératives. Le propriétaire doit payer à l'Etat un impôt réglé sur l'étendue et la fertilité du bien. Les exploitations sont réparties en diverses classes de grandeur, selon « un rapport sain ». L'Etat peut exproprier contre indemnité les terres : 1° qui appartiennent à des étrangers ; 2° qui sont mal exploitées ; 3° qui ne sont pas exploitées par leur propriétaire, afin d'y établir des colons ; 4° pour des buts d'utilité publique. Les terres acquises en violation du droit allemand (nouveau), c'est-à-dire par les juifs, sont expropriées sans indemnité.

La colonisation sera poursuivie systématiquement. Les colons — fils de paysan exclus de la succession, ou ouvriers agricoles méritants — recevront la terre à titre de prêt perpétuel et à des conditions qui permettront une exploitation fructueuse. Ils seront choisis d'après leurs qualités civiques et professionnelles. Pour ce qui est de la création « en grand » de colonies d'alimentation et de peuplement, c'est affaire de la politique étrangère. Les nationaux-socialistes ont élaboré en même temps les rudiments d'un programme social agricole : contrats de travail pour les ouvriers agricoles, amélioration des conditions de logement et de salaire, exclusion des ouvriers étrangers, perfectionnement de l'instruction professionnelle.

On le voit, le programme ne manque pas de quelques bonnes idées et de sentiments généreux. Mais il reste dans les généralités vagues en promettant aux paysans un bien-être dont les juifs sont finalement destinés à faire tous les frais. Les grands problèmes économiques : constitution des capitaux, établissement des prix, sont résolus par des formules verbales. Tout le système tend vers une sorte d'autarchie inspirée de considérations tant politiques qu'économiques, qui est irréalisable en Allemagne. Quant au « droit foncier » nouveau, il témoigne de l'habileté du parti dans l'élaboration d'un programme électoral et de sa liberté envers son collectivisme primitif.

* * *

A côté de ses doctrines originales, le parti national-socialiste s'est approprié quelques idéologies anciennes, dont il a habilement capté les courants pour en grossir son torrent. « L'antisémitisme est en quelque sorte le soubassement sentimental de notre mouvement », écrit Feder. Le nationalisme en est un autre, avec tout ce que cette idée — conçue en Allemagne entre les années 1806-1813, gonflée par tout le romantisme littéraire, grossie des affluents que lui apportèrent l'épopée bismarkienne, le délire wilhelmien — reçut d'aliments de la meurtrissure de la débâcle. Adam Müller, le sociologue, et Fichte, le philosophe de la libération de 1813, rejoignent les essayistes modernes : Oswald Spengler et Möller Van den Broeck, qui est proprement l'inventeur du terme « Troisième Empire ».

La conjonction de l'antisémitisme et du nationalisme s'opère grâce au racisme, doctrine spécifiquement allemande, quoique inventée par deux étrangers : le Français Gobineau et l'Anglais Chamberlain. Elle entoure les phénomènes de l'hérédité humaine, et en particulier la communauté de caractère propre aux descendants de l'ancêtre commun, d'une sorte de culte farouche et d'orgueilleux respect. La race allemande, ou mieux « nordique », parée de toutes les vertus physiques et morales, doit être conservée « pure », elle doit être protégée, cultivée; de la sorte, elle arrivera à ce rôle régénérateur, conducteur, souverain qui lui revient dans ses rapports avec l'humanité. La race juive, qui s'attache à ses flancs comme un vampire (et qui prospère si étrangement sur cette race de héros), doit être extirpée de la nation.

Nous avons pu constater également que la doctrine est fortement imprégnée de socialisme : c'est même un des éléments jumeaux de son nom et leur conjonction est un des problèmes les plus ardu du parti. Le programme est, en effet, pénétré de préoccupations sociales pour les mal lotis dans la répartition des biens de ce monde; il combat sévèrement les « abus sociaux », spécialement les abus du régime capitaliste. On pourrait, à observer cette tendance, le tenir pour une forme du « socialisme », tel qu'on l'entend dans le langage courant (et c'est bien ainsi que le comprennent la plupart des pauvres hères qui se sont remis à lui de leur sort).

Cependant, les nationaux-socialistes s'en défendent avec horreur; ils dénoncent dans le socialisme marxiste, d'inspiration juive, la pire des dépravations nationales, chargée de ferments de décomposition pour l'Etat, de déchirements du peuple par la lutte des classes, de destruction de la richesse par la suppression de la propriété privée, et de perversion philosophique par la conception purement matérialiste de l'histoire. Le socialisme du parti a des principes tout différents et des buts opposés. C'est un socialisme « national » qui prend la nation comme domaine fondamental et exclusif et prétend faire régner dans son sein, en utilisant ses puissances traditionnelles et sentimentales, la justice absolue dans son fonctionnement organique.

L'idéologie du parti est certes intéressante : on y retrouve

quelques mythes fortement enracinés dans l'esprit public allemand, une manière de penser à la fois sociale et nationale qui parle aux oreilles germaniques, enfin une doctrine qui prétend avoir des racines philosophiques et la faculté de régénérer entièrement la nation. Cependant, que de déficiences, de lacunes, de puérités, de variations, de contradictions! Peu importe aux chefs du parti qui vaticinent imperturbablement. Son polymorphisme leur vient à souhait pour fasciner les éléments sociaux les plus divers. Son caractère irrationnel, qui choque tant les analystes, s'explique parfaitement : il est même une de ses plus grandes forces.

* * *

C'est que le parti n'est pas une école de philosophie ni un séminaire de philologie. C'est un vaste mouvement populaire, auquel il faut bien quelque programme, quelques considérations fumeuses, quelques mots d'ordre bien frappés, puisqu'il s'agit d'un mouvement allemand, mais pour lequel les idées ne sont qu'un des facteurs qui entraînent les masses. Parmi ces facteurs, il y a d'abord des motifs d'ordre moral : ils s'adressent à un peuple abaissé et humilié par la défaite, à un peuple dont le patriotisme est blessé, ulcéré. Ils lui disent de se ramasser, de se concentrer sur lui-même, d'affirmer, de cultiver ses propres vertus. Il est symptomatique qu'en fait, et malgré son programme catégorique, le parti national-socialiste s'occupe peu de l'étranger. S'adressant à un peuple miné, il estime que son premier devoir est de reconstituer ses forces et ce à l'inverse du pangermanisme (bien qu'il en ait annexé le programme), qui est un idéal de peuple vigoureux, débordant d'ambitions.

Je ne voudrais cependant pas prétendre que le national-socialisme ne nourrit chez ses adhérents que des sentiments de révolte et de cupidité. Il leur offre un aliment moral bien plus tonique. Et d'abord une mystique : la foi transcendante au-dessus des misères communes, dans les destinées de la société et de la patrie, l'entraînement dans un gigantesque mouvement collectif, une sorte d'héroïsme aussi, car il ne faut pas le méconnaître, le national-socialisme prêche à ses partisans le désintéressement, la pureté, la fraternité, la subordination de l'individu à l'intérêt commun, la haine de l'égoïsme.

Par-dessus tout, il donne à ce peuple désemparé une discipline, à ce peuple assoiffé d'ordre et d'autorité des chefs au verbe haut, au geste tranchant, des chefs qui proclament la vertu de l'autorité.

Il est incontestable aussi que le facteur économique a donné au mouvement une impulsion formidable, comme il est facile de s'en rendre compte par des rapprochements de dates. C'est lui qui a jeté dans le parti d'abord tous les bourgeois ruinés et menacés de prolétarisation, puis tous les paysans coincés entre les banques hypothécaires et le percepteur d'impôts. Le national-socialisme, grâce à la fluidité de sa doctrine, est une panacée universelle : le chef d'industrie voit en lui la milice disciplinée, respectueuse de l'autorité sociale, qui brisera l'audace des prolétaires. Le déshérité suit le prophète qui lui annonce la justice et la terre promise par surcroît. Il promet tout à tous : au paysan les hauts prix pour ses produits, au bourgeois la vie à bon marché. Qu'importe encore une fois ces contradictions à des gens talonnés par le désespoir ou la faim!

A tous les déçus, à tous les mécontents, à tous les lyriques qui forment aujourd'hui la masse du peuple allemand, Hitler apporte quelque chose comme l'évangile nouveau, la « bonne nouvelle » qui endort le souci et berce les espoirs. Les plus conscients disent : « Qu'importe que son programme soit imprécis ou contradictoire, l'important est d'amener un esprit national nouveau, après quoi l'on verra bien : toutes les révolutions se sont tassées. Et la masse ajoute en sourdine : « N'importe quoi, mais autre chose. Hitler » est le seul qui parle sur un ton nouveau. »

* * *

En effet, il parle. Il parle inlassablement depuis des années dans des milliers de réunions. Tous ses lieutenants, tous ses propagandistes parlent. Au moment des élections ils inondent littéralement le pays de leurs discours : avant les élections présidentielles ils organisèrent 70.000 meetings politiques. Le verbe est leur principal instrument de propagande. La presse tient un rôle accessoire — encore que non négligeable dans la propagande. Il existe également une bibliothèque doctrinale, comme il est

indispensable dans un pays aussi dogmatique, aussi entiché de la lettre que l'Allemagne. Mais il paraît bien que l'écrit soit pour les nationaux-socialistes chose secondaire, sans doute parce qu'il est fixe et précis, tandis que la parole ailée, après avoir enflammé les cœurs, s'éteint sans laisser de cendres.

Dans ce pays qui est celui des discours soporifiques et anonés, Hitler réalise ce miracle de susciter une légion d'orateurs. Ils martèlent le cerveau de leurs auditeurs de formules sonores : « L'intérêt commun avant l'intérêt personnel » — la « rupture de l'esclavage de l'intérêt est l'axe d'acier autour duquel tout pivote » — « le Capital contre le Travail » — « l'Argent contre le sang » — « la Force créatrice contre l'Exploitation ». Ces orateurs flagellent les vices du régime, soulèvent les indignations, réveillent les rancunes, excitent les appétits et promettent, au sein des catastrophes, dont ils ont déchaîné les signes, le salut. Comme je l'ai déjà dit, il ne leur manque même pas le ferment d'un certain appel à l'héroïsme, au dévouement, au sacrifice.

Les orateurs du parti usent largement du procédé, toujours récompensé, qui consiste à stigmatiser les tares d'un régime, les vices d'un système économique et politique. Aucun régime n'en est exempt et ses assaillants sont toujours sûrs de faire bonne récolte de colère et d'indignation. Le national-socialiste ne craint pas de porter ses coups de tous côtés, il s'en prend au réactionnaire de droite qui s'est compromis avec les suppôts du régime, à l'homme d'affaires qui ne songe qu'à réaliser des profits et à contracter des dettes. Mais l'ennemi principal reste le marxisme, puis le parlementarisme et ce qui les domine l'un et l'autre : le régime capitaliste actuel, le règne de Mammon, « la puissance universelle de l'argent qui suce la substance du peuple allemand ». Mais ce combat s'élève dans les régions d'une lutte spirituelle formidable contre l'esprit matérialiste, fait d'égoïsme et de cupidité. Au fond, dit le national-socialiste, il s'agit du combat de deux conceptions de la vie qui sont exprimées par deux structures mentales, complètement différentes : l'esprit qui crée depuis les origines — et l'esprit mobile qui capte les créations. L'esprit créateur, enraciné dans la terre et qui cependant domine le monde par sa connaissance suprasensible est l'apanage de l'homme arien; l'esprit cupide, déraciné, limité à l'immédiat, marchand et matérialiste est représenté par le juif. Quant à son propre parti, affirme l'orateur, il n'est que la fraction du peuple, sûre de l'avenir, qui s'est groupé autour de chefs au caractère et à l'esprit vigoureux, afin d'arracher l'Allemagne de la honte et de l'impuissance à l'extérieur, de la discorde et de la démoralisation à l'intérieur. Ils proposent une Allemagne qui soit de nouveau la libre patrie des Allemands dans laquelle l'économie publique ne vise qu'à couvrir le besoin du peuple et non à assurer de hauts revenus au capital emprunté, où la puissance financière soit au service de l'État, au lieu que ce dernier soit asservi aux puissances d'argent, ou en un mot, le bien commun soit la loi suprême à laquelle sont soumis tous les individus. Ce sont les principes sous lesquels se place le programme qui a été analysé point par point ci-dessus.

* * *

Ce contact direct de l'orateur à l'auditoire, avec ce qu'il a de force persuasive immédiate et subconsciente, n'est qu'une des formes d'une propagande qui révèle chez ses organisateurs une connaissance profonde de la psychologie des foules. Ils ont non seulement découvert la meilleure forme et la meilleure matière du discours, ils y joignent une science de la mise en scène et de l'organisation poussées à un degré qu'on ne peut connaître qu'en Allemagne. « Voir avec les yeux de la masse, dit Hitler, c'est tout le secret de la propagande », et encore : « Toute propagande doit adapter son niveau intellectuel d'après les facultés réceptives du plus borné de ceux auxquels elle veut s'adresser. Il faut donc la placer d'autant plus bas qu'est grande la masse des hommes qu'elle veut servir. »

Aux réunions du parti, Hitler, le chef (*der Führer*), apparaît tête nue, dans son uniforme de campagne, le baudrier de cuir sur la chemise brune. Il descend de son avion ou accourt de son quartier général. Le stade en plein air, le bâtiment couvert, où il parle, est le plus grand de la ville. Il est décoré des insignes du parti : la croix gammée, sur fond blanc dans le drapeau rouge. Il est gardé par la milice du parti. Des milliers de partisans, vingt mille, trente mille personnes, couvrent déjà les gradins. L'assemblée est houleuse et cependant patiente dans l'attente du Messie.

Il entre, suivi d'un état-major. Tous les bras se lèvent dans un cri : *Heil!* (Salut!). Il se place face au public, le bras levé, et les acclamations redoublent. Il les apaise, dédaigneux comme un imperator romain (style fasciste). Un groupe de blessés est sur la scène, fronts bandés, bras en écharpe, à la suite des dernières rixes avec les communistes. Il va s'entretenir avec chacun d'eux et serre solennellement la main des héros; pour peu il les déco-rerait (style Premier Empire). Les milices du parti sont rangées derrière leurs chefs et leurs étendards, curieux insigne qui serait une aigle à la romaine, compliquée d'une croix gammée. Commandements militaires : « Tête à droite, fixe, ouvrez les rangs! » Rapport du chef; inspection du front, puis du dos de la troupe, tandis que les cuivres jouent les vieilles marches prussiennes (style Frédéricien).

Il est normal qu'un parti allemand soit organisé avec la dernière précision. Les cadres du parti national-socialiste sont hiérarchisés et spécialisés, son activité minutieusement et uniformément préparée. Le nombre des membres est limité à un million, limite imposée par des raisons psychologiques évidentes. On s'achemine déjà vers la dictature d'un parti, comme en Russie, comme en Italie. Dans ce parti régnet les principes de l'autorité et de la discipline. Cette discipline, qui est d'ailleurs un des principes moraux du mouvement — et des plus louables — et qui se manifeste dans l'ordonnance impeccable de toutes les réunions publiques, a trouvé sa forme achevée, dans les milices, aujourd'hui dissoutes. Les divisions d'assaut (*sturmabteilungen*), dont le nom a été repris à la nomenclature militaire, sont exactement calquées sur les formations d'une armée moderne, et leurs sièges sont établis dans les garnisons actuelles de la Reichswehr. Cette coïncidence a donné lieu à maintes suppositions. Groener a nié la valeur militaire de ces formations au moment où il les a dissoutes parce qu'elles menaçaient l'autorité de l'État et la tranquillité publique. Cependant la Reichswehr était de cœur avec les « chemises brunes », puisqu'elle a fait payer de la tête du ministre le crime d'avoir détruit les « divisions d'assaut ».

Quelle est donc l'âme de ce prodigieux mouvement? Est-ce celle de l'homme qui l'a suscité, qui l'enflamme journellement, qui est considéré comme son prophète et son chef absolu? Qui est Hitler? Fils d'un employé des chemins de fer autrichiens, il fit des études d'architecte. La dureté des temps l'obligea à travailler de ses mains. Au moment de la guerre il s'engagea dans l'armée allemande : il est un soldat valeureux. Pour des raisons d'ordre administratif il ne reçoit cependant pas la nationalité de ce pays qu'il a défendu et qu'il aime. Il voudrait le servir encore; il a réfléchi, il a lu; il reste pourtant un autodidacte sans envergure. D'autre part, il a gardé les vertus militaires; il connaît la valeur de la discipline, de la camaraderie, du dévouement, de l'audace, de l'héroïsme. Il tente un coup de main, il agit, il commande, il suggestionne, il range les masses et il les entraîne; il leur parle, il les exalte, il les conduit au combat, à l'assaut de puissances maléfiques.

Autour de lui, ses lieutenants sont de petites gens comme lui, sans fortune, sans science, sans autorité sociale. Mais ce sont des fanatiques, des agitateurs; Goebbels, chef de la propagande et député de Berlin, plein de bile et de rage, infirme, orateur plus entraînant que le Chef lui-même, parce que plus passionné; Rosenberg, balte hautain et infatué, chef de la presse, et éminente grise d'Hitler, qui l'a chargé d'ambassades mystérieuses à l'étranger; Otto Strasser, un convaincu, qui s'est séparé du mouvement, parce qu'il voyait qu'on tentait d'en dénaturer le caractère socialiste au profit de la réaction; son frère, Grégor, que l'on cite comme « ministrable »; Frick, petit fonctionnaire bavarois, ancien ministre de Thuringe, qui entra à ce titre le premier en conflit avec le gouvernement du Reich, chef de la fraction au Reichstag; Röhm, chef d'état-major des divisions d'assaut, personnage aux mœurs suspects, Goering, le comte Reventlow, etc.

Tous très petits personnages, sans savoir, sans situation — et c'est un spectacle singulier de voir toute l'Allemagne, pays des érudits et des techniciens, se mettre à la remorque de ces ignorants et de ces aventuriers. C'est qu'outre leur habileté diabolique, ces hommes, comme tous ceux qui les suivent, sont portés par un gigantesque courant social. Ils l'ont canalisé par leur organisation, ils lui ont insufflé quelques éternelles passions, ils lui ont donné des mots d'ordre, des spectacles, une discipline, des chefs. En dehors de ces vastes lieux communs, leur programme est néant. N'im-

porte quelles autres phrases eussent tenu le même emploi et il y a bien d'autres orateurs et agitateurs populaires sous le ciel trouble de Germanie. N'importe qui aurait pu tenir ce rôle avec un peu de flair et d'habileté. Le mouvement économique, social et national qui porte le parti se fût développé de toute manière. Aujourd'hui que les digues sont rompues, la vague porte comme des esquifs les chefs désemparés.

On connaît les fruits de cette méthode d'excitation implacable. Il ne se passe presque pas de jour où l'on ne signale une rixe sanglante entre jeunes nationaux-socialistes et jeunes ouvriers, le plus souvent communistes. Les deux partis ont une liste déjà longue de camarades tombés à ce « champ d'honneur » où se vidant les implacables luttes sociales. Cependant les troupes de nationaux-socialistes sont composées surtout de chômeurs prolétaires. Si on a pu les exciter à ce point contre les communistes, dont ils sont cependant séparés par si peu de chose, il faut y voir un effet de la fascination et de la discipline qu'exerce le parti sur ses miliciens. A leur besoin d'activité et de combativité, il propose la violence comme un idéal en soi. Qu'importe alors la personne de l'adversaire et les principes en cause! Ces méthodes brutales, qui vont jusqu'au terrorisme caractérisé, sont imposées au parti par une sorte de loi interne qui le pousse en toute chose à l'extrême. Aussi fait-il régner l'angoisse sur le pays. « Les têtes rouleront », a déclaré Strasser, de manière succincte, dans un meeting à Stuttgart.

En cénagogues forcenés, ils ont flagellé pendant des années tous les vices du régime parlementaire et capitaliste (et Dieu sait s'il a des tares!), ils ont excité toutes les passions humaines. Cependant au lieu du système qu'ils stigmatisaient, ils n'ont proposé qu'une organisation chimérique et nébuleuse. Ce rôle est aisé à tenir dans l'opposition. Mais voici le parti, appelé par la logique de ses victoires, à passer à l'ère de réalisation, à assumer les responsabilités du pouvoir. Transition périlleuse! Comment satisfaire tant d'appétits déchainés et de rêveries utopiques?

Le parti crâne et feint de réclamer la totalité du pouvoir. Cependant ses rivaux politiques sont partagés entre la tentation de le laisser gouverner, escomptant qu'il s'assagira et rentrera dans les normes obligées, tout en décevant irrémédiablement ses sectateurs, et, d'autre part, la crainte de jeter le pays dans le chaos, la guerre civile, qui sait : la guerre extérieure. Le risque est terrible et l'on comprend que les hommes qui détiennent le pouvoir et qui sont pénétrés du sens de la responsabilité. Hindenburg et les chefs du Centre, hésitent entre diverses formules : coalition des nationaux-socialistes et du Centre! Essai de dictature des nationaux-socialistes après la dissolution du Reichstag! Ou dictature du Centre et de Hindenburg contre les Nazis? En se séparant du chancelier Brüning, le président du Reich vient de précipiter l'évolution dont le terme conduit à l'expérience nationale-socialiste. Seront-ils en mesure de la conduire seuls? En tout cas, on peut prédire que s'ils participent au pouvoir, leur influence se marquera par une aversion politique et économique de l'extérieur et une socialisation croissante à l'intérieur. D'autre part, l'exercice du pouvoir rendra aigü la crise interne du parti et l'obligera à opter entre son collectivisme originaire qui a aigü l'appétit de ses millions d'adhérents et son autoritarisme réactionnaire, suprême espoir des conservateurs allemands.

POLITES.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

Devant les Encyclopédistes

La Bibliothèque Nationale de Paris a ouvert récemment une exposition des Encyclopédistes qu'elle a eu le tort de fermer trop vite. On y pouvait apprendre ou s'y remémorer quelques utiles vérités pour lesquelles la plupart des hommes d'aujourd'hui n'ont aucun égard.

On y voyait, pas exemple, comment naissent les révolutions : des chimères, des illusions, des excès idéologiques de quelques philosophes, des intempérances des hommes de lettres, du crédit que les salons accordent aux uns et aux autres. On y saisissait, à la faveur d'une ingénieuse présentation, les degrés insensibles que gravit une pensée hardie dans le même temps que descend et sombre une civilisation délicate.

Parmi les précurseurs de l'Encyclopédie, nous n'avons pas été surpris de reconnaître le visage ironique et sensuel de Pierre Bayle dont le dictionnaire a nourri et inspiré tous les hommes d'esprit du XVIII^e siècle. A côté de lui, le dur visage et les œuvres de Descartes étaient bien à leur place.

Les Encyclopédistes ne se trompaient pas sur leur parenté avec lui et nous lisons dans le « discours préliminaire » de leur grand ouvrage ce texte qui vaut à lui seul tout un programme :

« Descartes a osé montrer aux bons esprits à secouer le joug de la scolastique, de l'opinion, de l'autorité, en un mot des préjugés et de la barbarie; et par cette révolte dont nous recueillons aujourd'hui les fruits, il a rendu à la philosophie un service plus essentiel peut-être que tous ceux qu'elle doit à ses illustres successeurs. On peut le regarder comme un chef de conjurés qui a eu le courage de s'élever le premier contre une puissance despotique et qui, en préparant une révolution éclatante, a jeté les fondements d'un gouvernement plus juste et plus heureux qu'il n'a pu voir établi. »

On ne peut mieux avouer le rapport étroit que l'on met entre les ambitions antireligieuses et les ambitions politiques. Et pourtant Diderot a réussi à être plus clair encore dans une lettre qu'il adressait à la princesse Dashkoff, où nous lisons ceci :

« Chaque siècle a son esprit qui le caractérise. L'esprit du nôtre semble être celui de la liberté. La première attaque contre la superstition a été violente, sans mesure. Une fois que les hommes ont osé, d'une manière quelconque, donner l'assaut à la barrière de la religion, cette barrière, la plus formidable qui existe, comme la plus respectée, il est impossible de l'arrêter. Dès qu'ils ont tourné des regards menaçants contre la majesté du ciel, ils ne manqueront pas, le moment d'après, de les diriger contre la souveraineté de la terre. »

Ils n'y ont pas manqué, en effet; mais Diderot n'était plus là, malheureusement, pour voir les horreurs de cette révolte et pour y éprouver son cœur sensible.

Ce qu'il y a de remarquable ici et que ne remarquent pourtant pas ceux de nos contemporains qui, tout en se flattant d'être conservateurs, modérés et bien-pensants, laissent la voie libre à l'impiété agressive, c'est l'accord des Encyclopédistes avec leurs adversaires sur les buts et sur les suites de cette profonde révolution intellectuelle commencée au XVI^e siècle avec la Réforme et poursuivie sans frein au XVIII^e par les « Philosophes ».

Quand Bossuet avait étudié la révolution anglaise, il avait bien vu que « tout se tourne en révoltes et en pensées séditionnelles, quand l'autorité de la religion est anéantie ». La seule différence entre Diderot et Bossuet, c'est que celui-ci s'effraie de l'anéantissement qui réjouit l'autre. Tous deux s'accordent à reconnaître que les défaites de la religion annoncent toujours des bouleverse-

L'expansion de l'Univers

ments politiques. Le rapport est universel et constant. Pour établir sur des fondations résistantes la révolution bolchevique, Lénine commence par s'en prendre à la vie religieuse; il ferme les églises ou les brûle, traque et assassine les prêtres, et par tous les moyens de la propagande moderne s'efforce de tuer dans les esprits la notion même de la divinité.

Les Encyclopédistes avaient une excuse que n'ont plus leurs successeurs. Ils ne savaient pas au juste ce qu'ils faisaient. Ils ne pouvaient pas prévoir où ils allaient, où ils conduisaient leurs meilleurs amis et leurs plus complaisantes amies. C'étaient des aristocrates qui rêvaient d'une petite société raffinée, très libre, à laquelle tout serait permis parce qu'elle devait rester fermée. On connaît le mot fameux qui nous scandalise fort aujourd'hui et qu'une certaine logique légitime cependant : il faut une religion pour le peuple. Ils voulaient dire que la religion doit suppléer au manque des lumières que répandent la raison et la haute culture. Comme si l'intelligence ornée suffisait à contenir les instincts de l'homme! Mais l'illusion n'était point vulgaire et elle offensa plus l'expérience que la logique.

Que les Encyclopédistes n'aient eu en vue que l'émancipation d'une étroite société très raffinée, j'en ai eu le témoignage en me penchant sur une vitrine où étaient étalées quelques cartes à jouer. Les émouvantes reliques! Détestables à la fois et touchantes. Sur le dos de ces cartes, Voltaire avait écrit à M^{me} d'Épinay... Tout proche, gardant encore fraîche la poudre des crayons de La Tour, le masque de Voltaire sourit. Ce n'est pas encore le « hideux sourire » qu'a fixé Houdon et qu'a dénoncé Musset. Non, Voltaire encore jeune n'a point cette férocité immortalisée par le sculpteur. Un peu plus loin l'adorable pastel de M^{me} d'Épinay vaut lui aussi une présence. Cette douceur un peu molle, cet air d'abandon exprime les malheurs d'une vie et ses faiblesses.

Ils sont là tous les deux et j'ai presque sous la main les billets que Voltaire adressait à « sa belle philosophe », comme il l'appelait. Sur l'un d'eux je lis ceci : « ... Il faut extirper l'infâme, du moins chez les honnêtes gens... »

Ils rêvaient d'une société fermée, d'une académie où l'on pourrait penser, écrire, éditer librement, sans la permission du pouvoir et à l'abri des condamnations ecclésiastiques. Sans doute aussi ambitionnaient-ils de gouverner. Déjà le rêve renanien d'une oligarchie de philosophes.

Ils ne prévoyaient pas que les libertés qu'ils prenaient, d'autres voudraient les prendre à leur tour et que la bourgeoisie après les grands, et le peuple après les bourgeois, tous finiraient bien par lever, contre la majesté du ciel et contre les souverainetés de la terre, ces regards menaçants dont avait parlé Diderot.

Mais leur imprévoyance, leur ignorance, les malheurs de ceux des leurs qui ont assez vécu, comme Condorcet, pour recueillir les fruits sanglants de la révolution intellectuelle, nous les font presque touchants.

Je me demandais, en admirant ces bustes, ces portraits qui animaient l'exposition de la Nationale, pourquoi je pouvais me promener sans colère entre les souvenirs qu'ils ont laissés. Je croyais que c'était leurs talents, cette diction rapide, élégante et si pure que presque tous ils ont possédée, cet art incomparable de conduire une phrase française et de lui faire rendre, comme on n'y est plus parvenu depuis, le son du cristal, — je croyais que c'était cela qui m'inclinait à l'indulgence, me disposait à la sympathie et — j'ai peur de me l'avouer — à l'amitié peut-être. Mais non, c'était l'évidence de leur bonne foi dans l'illusion. Ils ne savaient pas.

Leurs successeurs n'ont plus cette excuse.

JEAN VALSCHAERTS.

Le développement extraordinaire pris par la science au cours de notre siècle est si évident qu'il est devenu banal de le souligner. Pour se rendre sommairement compte de l'ampleur et de la prodigieuse fécondité du travail astronomique des dix dernières années, rien ne vaut sans doute la lecture d'un tableau chronologique des principaux événements astronomiques tel celui que contient un ouvrage américain que le hasard des lectures a placé ces jours derniers entre nos mains. Cette fécondité, on la doit avant tout à l'usage des grands instruments d'observation américains et, plus particulièrement, à celui du télescope de 100 pouces (2 m. 57) d'ouverture en service à l'Observatoire du Mont-Wilson, œil gigantesque grâce auquel nous commençons à découvrir le monde.

Par un étrange et décevant paradoxe, il semble qu'un recul du mystère dans le monde physique augmente automatiquement la somme de nos ignorances. Plus la science progresse, plus les points d'interrogation jaillissent et se font angoissants, plus aussi les faits se font rares et les conditions difficiles pour la réalisation de l'observation ou de l'expérience cruciale destinée à prouver ou infirmer une hypothèse nouvelle. Pourquoi s'en étonner si la vérité scientifique, ainsi qu'en témoigne le sentiment unanime des savants, est le point de convergence inaccessible des approximations successives atteintes par la science et si, dès lors, le perfectionnement de nos moyens d'investigation devient d'autant plus difficile que l'on veut davantage serrer les faits?

Parfois, dans le travail de synthèse qui s'élabore sur les données fournies par l'expérience, deux théories opposées, contradictoires même, tentent chacune d'expliquer un même ensemble de faits, au grand scandale de ceux qui, ignorant le vrai rôle de l'hypothèse en science, n'en retiennent que le caractère temporaire pour mieux en méconnaître la fécondité. Ne savent-ils donc pas que la seule partie non périssable des théories physiques n'est sans doute, comme le remarquait je ne sais quel critique, que l'ensemble des relations mathématiques qui expriment l'interdépendance des faits?

Ainsi, au cours de ces quinze dernières années, deux théories relatives à la structure de l'univers furent développées, l'une par Einstein, le génial auteur de la théorie de la relativité, l'autre par le professeur de Sitter, de Leyde, posant à la science un de ces dilemmes qui lui sont coutumiers. Nous verrons plus loin comment ce dilemme a été levé par un savant belge, l'abbé G. Lemaître, professeur à l'Université de Louvain. J'ai signalé précédemment ici-même que sa théorie de l'expansion de l'univers avait été annoncée par feu M. M. Alliaume comme l'un des grands événements astronomiques pour l'année 1930 (1); il aura été particulièrement agréable à ce dernier de saluer dans sa revue annuelle d'astronomie la gloire naissante d'un de ses élèves, devenu alors son collègue et collaborateur, et dont il pressentait la brillante carrière, lorsqu'il nous disait, en son cours de doctorat consacré à la théorie relativiste : « C'est la dernière fois que j'enseignerai cette théorie; dès l'an prochain, M. l'abbé Lemaître, actuellement boursier de voyages, sera chargé de cet enseignement difficile pour lequel il s'est spécialement préparé. »

Deux raisons confèrent donc à cette chronique un haut intérêt; non seulement, elle nous conduit aux frontières de la science qui se fait, mais c'est, de plus, avec un sentiment de fierté nationale que nous verrons un savant belge apporter au monde scientifique une contribution dont le savant hollandais de Sitter, l'un des critiques les plus avisés en la matière, a pu dire qu'elle constituait un pas très important vers une meilleure connaissance de la nature.

Avant d'aborder l'analyse des travaux de M. l'abbé Lemaître, il nous a paru nécessaire de les situer et, pour cela, d'exposer l'état actuel de nos connaissances concernant la structure et les dimensions de l'univers; cet exposé préliminaire fera l'objet de la présente chronique.

(1) En fait, la publication fondamentale de M. l'abbé Lemaître remonte à 1927, mais elle resta ignorée du monde scientifique pendant trois ans.

La distance de la terre à la lune et au soleil

Semblable à la plupart des corps célestes, la terre est de forme grossièrement sphérique, formant une sorte de boule de quelque 12,700 kilomètres de diamètre; c'est dire qu'un piéton marchant dix heures par jour, à une vitesse de cinq kilomètres à l'heure, mettrait environ huit mois et demi pour la franchir de part en part et plus de trois fois ce temps pour en faire le tour le long d'un méridien, si toutefois, dans l'un et l'autre cas, des obstacles naturels infranchissables ne rendaient impossible cette tentative pédestre. Libre à vous de décider si ces trajets sont longs ou courts, si les dimensions de la terre sont énormes ou minimes; mon avis est que « grand » et « petit » sont des termes essentiellement relatifs : personnellement, je me sens très grand quand je me compare à un microbe et très petit par rapport au diamètre terrestre; de même, en ce qui concerne le tour de la terre, il paraîtrait presque infini à un mollusque entreprenant, beaucoup moins long à un Lindbergh, et enfin, ridiculement mesquin à un astronome professionnel. Je pense de plus, en toute franchise et sans que l'on puisse suspecter ma modestie, que ce dernier est encore le plus qualifié pour donner à la question qui nous occupe la réponse la plus satisfaisante : je vais tenter de vous la fournir. Lorsque, par une belle nuit claire, on observe la voûte étoilée, un œil exercé y découvre quelques milliers d'étoiles; si l'on arme cet œil d'une lunette ou d'un télescope puissant, les milliers deviennent des millions; enfin, si l'on arme le télescope lui-même de cet œil ultra-sensible, le plus sensible que l'on possède, et qui s'appelle la plaque photographique, les millions deviennent eux-mêmes des milliards. L'une des premières ambitions des astronomes a été de chercher la distance de ces astres à la terre; parmi eux, quelques-uns paraissent manifestement plus gros que tous les autres devaient les premiers attirer leur attention; c'étaient le soleil, la lune et quelques astres vagabonds, les planètes, d'autant plus gros que la puissance des lunettes augmentait. Deux hypothèses se présentaient : ou bien ces astres étaient réellement plus gros que les étoiles, telle une pomme est plus grosse qu'une cerise; ou bien, ils ne devaient cet avantage qu'à leur plus grande proximité de la terre, telle une cerise vue à un mètre peut paraître plus grosse qu'une pomme vue à trente mètres. Effectivement, c'est la seconde hypothèse qui a été confirmée; astronomiquement parlant, la lune, le soleil et les planètes sont à portée de la main tandis que les étoiles sont prodigieusement distantes de nous. Précisons : par des méthodes, sur lesquelles nous n'insisterons pas davantage cette fois, les astronomes ont déterminé directement notre distance à la lune et au soleil; de la première, nous sommes éloignés moyennement de 385,000 kilomètres, une paille, correspondant à un trajet de 160 jours complets dans un train express filant du 100 à l'heure. Quant au soleil, il est un peu plus loin, plus-exactement, 390 fois plus loin; effectué dans notre train express, un voyage au soleil, s'il était possible, n'exigerait que 170 ans. Sans doute protesterez-vous, estimant que tout cela est énorme et que je, pardon! les astronomes, traite(nt) un peu légèrement une distance de 150 millions de kilomètres et une durée qui dépasse deux fois la plupart de celles des vies humaines. Que vous dirai-je, sinon, encore une fois, que long ou court est relatif? Savez-vous qu'un rayon lumineux se propage à la vitesse de 300,000 kilomètres à la seconde, qu'en 1 1/4 seconde il franchit la distance terre-lune et en 8 1/4 minutes le trajet terre-soleil? Peu m'importe la vitesse du rayon lumineux, m'objecterez-vous encore; à mon échelle humaine, eu égard aux phénomènes qui me sont coutumiers, une distance de 150 millions de kilomètres est énorme. Il reste une réponse, c'est de déclarer que l'univers n'est pas bâti à notre échelle; mais pouvons-nous en faire la preuve?

Les dimensions du système solaire

Continuons notre enquête et passons aux distances des planètes. J'ai montré (1), ici-même, comment les trajectoires planétaires, si bizarrement compliquées pour un observateur terrestre, sont en réalité fort simples lorsqu'on considère comme centre de référence le soleil autour duquel elles sont décrites; ce sont, Kepler l'a établi dès 1609, des ellipses dont le soleil occupe un des foyers et dont le

demi-grand axe, ou la distance moyenne soleil-planète, est fourni par une loi empirique, connue sous le nom de loi de Bode. La terre occupe le troisième rang sur la liste des planètes établie d'après l'ordre des distances croissantes au soleil; deux autres planètes, Mercure et Vénus, plus proches qu'elle de ce dernier, en sont respectivement distantes de 60 et 110 millions de kilomètres; les autres en sont, au contraire, plus éloignées : ce sont, dans l'ordre, Mars, les astéroïdes, Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune et enfin, une dernière, découverte en mars 1930, Pluton. Celle-ci est, moyennement, 40 fois plus loin du soleil que la terre et sa distance au soleil peut atteindre, dans le cas extrême, 7 milliards 1/2 de kilomètres. Est-il besoin de vous faire remarquer que le trajet en train express, qui nous paraissait déjà si long, demande à présent plus de 8,000 ans pour s'accomplir, c'est-à-dire, un temps plus long que celui qui nous sépare de l'époque où furent construites les Pyramides d'Égypte? Plus les planètes sont éloignées du soleil, plus longue est leur année ou le temps nécessaire pour effectuer un tour complet sur leur orbite : l'année de Mercure est de 88 jours, celle de Pluton dure plus de 250 des nôtres. Ainsi, s'il y a des hommes sur Pluton et si la durée de leur vie moyenne est analogue à la nôtre, elle ne dépasse pas un quart de leur année, de sorte que si Pluton possède aussi quatre saisons de durée approximativement égale, la vie moyenne d'un Plutonien n'excède pas celle d'une saison.

Vers la plus proche étoile

Et au delà de Pluton? Avec lui, nous terminons le cortège des astres rivaux à l'étreinte solaire, plus exactement, de ceux actuellement connus. Allons-nous devoir limiter l'univers au monde solaire? Autant vaudrait confondre l'océan Pacifique et l'une de ses gouttes d'eau. Au delà de notre ultime planète, nous trouvons, au contraire, un vide immense et, quand je dis vide, n'entendez pas qu'il n'y a là absolument rien, mais plutôt des espaces infiniment moins peuplés, moins riches en matière que ceux que nous avons prospectés, des régions contenant, par exemple, quelques atomes par centimètre cube. Franchissons-les, par la pensée, dans la direction de la plus proche étoile. La lumière a passé du soleil à Pluton (position moyenne) en moins de six heures (nos 8,000 ans d'express); il ne lui faudra pas moins de quatre ans pour atteindre l'étoile cherchée, une faible étoile de la constellation du Centaure, visible seulement dans l'hémisphère terrestre austral. Sans doute croyez-vous pouvoir imaginer cette durée de quatre ans! Erreur, détrompez-vous : un simple calcul vous montrera que notre distance à l'étoile est de 40 millions de millions de kilomètres et ce nombre défie votre imagination; le temps réduit de parcours, cause de votre illusion, provient de ce que vous avez, pour franchir cette distance, utilisé le courrier le plus rapide que possède le monde physique, à savoir, la lumière. On me pardonnera sans doute une petite digression destinée à prouver combien nous sous-estimons instinctivement l'énormité de la vitesse du rayon lumineux. La comparaison saisissante qui nous en convaincra est de Jeans : Supposons, dit-il, qu'un concert joué à Londres soit radiofusé par une station locale, supposée elle-même assez puissante pour permettre l'audition aux antipodes du lieu d'émission. On sait que les ondes de T. S. F. se propagent à la même vitesse que les ondes lumineuses tandis que le son ne voyage qu'à la vitesse beaucoup plus réduite de 360 mètres par seconde. Un auditeur placé à 60 mètres de l'orchestre dans la salle du concert entend donc ce dernier avec un décalage de 1/6 de seconde, tandis qu'un auditeur australien, placé près de son appareil de réception, le capte 1/15 de seconde seulement après l'émission, c'est-à-dire plus vite que l'auditeur de la Cité, grâce à l'énorme vitesse de propagation des ondes électro-magnétiques.

Revenons à Proxima Centauri que nous avions quittée et pensons qu'un message par T. S. F. hypothétique qui nous en serait adressé exigerait plus de quatre ans pour nous parvenir, quand un tour de la terre serait par lui effectué en 2/15 de seconde. Renonçons à exprimer en mètres la distance terre-étoile; avouons-le humblement, l'univers n'a que faire de notre unité de longueur construite à notre taille, non à la sienne; faisons plutôt, pour le sonder, choix d'une autre unité de mesure convenablement ajustée. Laquelle? La distance de la terre à notre plus proche étoile? Au soleil, alors; c'est trop petit. À l'autre étoile, celle que nous avons atteinte? Une difficulté apparaît résultant de la mobilité relative de tous les corps célestes. Prenons-nous l'intervalle franchi par

(1) Voir la *Revue catholique* du 30 octobre 1931.

la lumière en un an? Ce serait une unité acceptable que les astronomes ont utilisée, mais à laquelle, pour des raisons de commodité, ils ont préféré le « parsec », environ 3,3 années-lumière.

L'amas local et la galaxie

Mais abrégeons. Au delà de notre plus proche étoile, que dis-je, dans toutes les directions que suit notre œil, nous trouvons des étoiles, isolées les unes des autres par des distances prodigieuses de l'ordre de celle Soleil-Proxima du Centaure. Mais alors, si loin que portent nos télescopes, découvrons-nous sans fin des étoiles? De fait, plus la puissance des instruments s'accroît, plus le nombre d'étoiles augmente; et cependant, il n'est pas moins certain que des signes de fatigue se manifestent et que l'univers semble commencer à s'épuiser. Bref, voici les conclusions de la science astronomique actuelle : nous faisons partie du monde solaire; nous y jouons un rôle microscopique, le soleil pouvant contenir 1 million 300,000 terres comme la nôtre et la planète Jupiter, à elle seule, un bon millier. Notre monde solaire, à son tour, disons plutôt notre soleil (négligeant en cela les planètes et leurs satellites dont la masse vaut à peine le 1/1,000^e de celle du système entier) est l'une des unités d'un amas d'étoiles, amas assez dense et mal délimité où il fait lui-même assez pâle figure. C'est cet amas local qui, comme je le disais plus haut, donne actuellement des signes de fatigue. A son tour, cet amas n'est que l'un des constituants d'un système ou groupement beaucoup plus vaste, la galaxie, à laquelle appartiennent les étoiles de la voie lactée, cette sorte de ceinture brillante du ciel. Oh en sommes-nous, relativement aux distances? On a de sérieuses raisons de croire que la galaxie a la forme d'un disque ou d'une lentille, fortement aplatie dont l'épaisseur serait dix fois moindre que la largeur, cette dernière étant de l'ordre d'environ 250,000 années-lumière ou 75,000 parsecs. Loïn

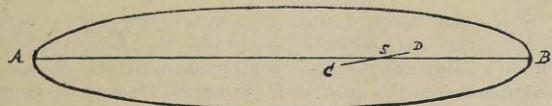


Schéma de la section transversale de la Galaxie. On y remarque combien notre univers loïn d'être, même grossièrement sphérique, est, au contraire, fortement aplati. On dirait une coupe faite dans un cigare aux deux bouts symétriques; l'univers n'a pas la forme d'un immense cigare mais d'un disque.

A B est la trace du plan galactique dans lequel se trouvent les étoiles de la voie lactée; C D représente la trace de l'amas local contenant le soleil S.

d'occuper une position centrale dans la galaxie, l'amas local s'y trouve, au contraire, dans une position excentrique située, selon l'astronome américain Shapley, à environ 50,000 années-lumière du centre de la galaxie. Ainsi, plus nous avançons dans notre essai de classification des corps célestes, plus les groupements atteints deviennent généraux, plus aussi notre situation apparemment privilégiée s'évanouit.

Les nébuleuses spirales ou univers-îles ou cités d'étoiles

Cependant, nous n'avons pas encore, comme dit Eddington, touché le fond de l'humiliation. Dans les puissants télescopes, on découvre des taches blanchâtres, pour la plupart de forme régulière souvent spirale, dont une seule, visible à l'œil nu (à la limite de la visibilité), dans la constellation d'Andromède. Le grand astronome W. Herschell, qui, le premier, lit-on souvent (1), avait ébauché une classification de ces corps célestes, les nébuleuses,

(1) Il n'est pas sans intérêt de reproduire à ce propos un passage de l'analyse, due au grand savant que fut Paul Tannery, du traité de H. Faye : « Sur l'origine du monde » : « On doit, dit-il, signaler dans les écrits de Kant l'opinion généralement attribuée à Herschell, que les nébuleuses résolubles en amas d'étoiles (et Kant suppose qu'elles le sont toutes) forment des systèmes analogues à notre voie lactée, mais en dehors de celle-ci et à des distances incommensurables. » Et Paul Tannery ajoute en note : « D'après le témoignage de Kant, ce serait à l'Anglais Wright que serait due la première idée que l'ensemble des étoiles que nous voyons constitue un système ayant la forme d'un disque irrégulier, vers les parties centrales duquel nous nous trouverions (ce dernier point n'est actuellement plus admis) et dont la voie lactée serait la perspective suivant la tranche. (Revue philosophique, 1885, pp. 519-529).

et proposé pour la galaxie la forme lenticulaire, voyait dans ces nébuleuses-spirales des univers distincts du nôtre, des univers-îles, selon son expression. L'observation a brillamment ratifié ces deux hypothèses. La plus proche des nébuleuses est à une distance de 850,000 années-lumière, ce qui démontre irréfutablement son caractère extra-galactique; celle de la constellation d'Andromède qui la suit immédiatement est un peu plus loïn : lorsque sa lumière nous parvient, elle a cheminé pendant 900,000 années à travers les espaces interstellaires. Les plus sceptiques souriront sans doute, estimant que pareilles mesures dépassent les forces des savants; erreur, des signes non équivoques ont permis d'identifier pareilles profondeurs de l'espace, mais ce n'est pas le lieu d'aborder ces questions. Bref, les deux nébuleuses précitées ne sont que deux unités d'un groupe immense dont nous connaissons actuellement deux millions de membres fantastiquement isolés les uns des autres dans l'immensité de l'univers. La plus proche des nébuleuses-spirales est à moins d'un million d'années-lumière de nous; la plus lointaine que le télescope géant du Mont Wilson nous permet d'atteindre est 150 fois plus loïn. Notre galaxie n'est qu'une île ou une cité parmi des millions d'îles ou de cités analogues; îles si lointaines que les étoiles individuelles qui les constituent, astres énormes, ne sont que malaisément, et encore!, perceptibles; cités immenses, peuplées de milliards de soleils, dont notre galaxie paraît un membre monstrueusement développé; îles vouées à un destin solitaire dans une immensité où leurs distances mutuelles sont moyennement d'un million d'années-lumière.

L'univers fini

Et ensuite? Eh bien, il semble qu'ici nous touchons au terme de notre classification, que l'univers tout entier n'est qu'un ensemble de cités d'étoiles ou de nébuleuses. La théorie relativiste nous apprend que l'univers est fini, que nous n'en avons encore prospecté qu'une fraction assez faible et que, peut-être, des temps viendront (sont-ils proches?) où nous aurons sondé tout l'univers.

Je n'ignore pas que l'esprit humain, mieux l'imagination humaine, répugne à considérer un univers fini. Il lui semble qu'au delà de ce que lui montre la science, il y a place pour de la matière, d'autres étoiles, d'autres nébuleuses, et ainsi indéfiniment. L'univers fini ou infini peuvent, je crois, métaphysiquement, se soutenir l'un et l'autre; c'est à l'observation de résoudre la question (1). Adressons-nous donc à la science et demandons-lui ses conclusions; je les ai énoncées : l'univers est fini; il est très vaste, inimaginablement vaste, mais un rayon lumineux pourrait en faire le tour moyennant un voyage de milliers de millions d'années.

Une représentation de l'univers à l'échelle du 1/300,000,000,000,000^e

Nous avons ainsi terminé, en imagination, notre tour d'univers. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de lui accorder un coup d'œil d'ensemble qui nous convaincra définitivement du rôle infini-tésimal que nous y jouons. Et comment y parvenir, sinon en le rebâtissant à notre échelle ou, tout au moins, à une échelle mieux appropriée à notre chétive imagination?

La terre, nous le savons, décrit autour du soleil une orbite quasi-circulaire de 300,000,000 de kilomètres de diamètre; cette orbite, nous la réduirons au tour d'une tête d'épingle de 1 millimètre de diamètre; à cette échelle, le soleil est un grain microscopique dont le diamètre est inférieur à 5/1,000 de millimètre et la terre, plus d'un million de fois plus petite, n'est pas représentable. Pluton, l'ultime sentinelle du domaine solaire, est un grain ultra-microscopique situé seulement à 2 centimètres de la tête d'épingle. Proxima du Centaure ou la plus proche étoile sera placée à 135 mètres et cette distance, comparée aux dimensions du domaine solaire, déjà si vide, fournit une image saisissante du vide interstellaire ou de l'éloignement moyen des étoiles; souvenons-nous cependant que nous sommes actuellement au centre d'un amas d'étoiles, c'est-à-dire au cœur d'une région particulièrement dense ou riche en matière. Dans un kilomètre cube entourant notre tête d'épingle, nous logerons une centaine d'étoiles, c'est-à-dire,

(1) La discussion de la notion d'un univers fini n'est même pas amorcée; nous y reviendrons plus longuement dans la prochaine chronique.

ici, de grains gros comme le soleil; quant à notre galaxie, elle s'étendra, selon sa plus grande dimension, sur 8,500 kilomètres, presque un quart de fois le tour de la terre. Si nous avions placé le soleil au milieu d'un pavé de la Grand'Place de Bruxelles, Pluton aurait été sur le même pavé, Proxima du Centaure quelque part entre la Grand'Place et la Bourse, et les astres situés aux confins les plus éloignés de notre système solaire ou galaxie aux environs de Tépoldville ou du lac Baïkal. Enfin, il faut nous éloigner de 30,000 kilomètres de notre point de départ pour caser les deux plus proches nébuleuses spirales et nous aurons besoin d'une sphère de 3 3/4 millions de kilomètres de rayon pour contenir les deux millions de nébuleuses actuellement observées.

On admettra ainsi que j'avais quelque raison d'écrire en tête de l'une de mes précédentes chroniques que le téle cope révèle à l'homme un univers dont les prodigieuses dimensions le confondent en l'écrasant et que l'immensité de la création fait de lui le misérable habitant d'une demeure comparable au millionième d'un grain de sable parmi tous les grains de sable de toutes les mers du monde.

(A suivre.)

EDGARD HEUCHAMPS,
Docteur en sciences physiques et mathématiques.
Ancien élève
de l'Ecole Normale Supérieure de Paris.

Vers un régime économique nouveau

Faillite du capitalisme? (1) se demande M. Pierre Lucius, et il répond affirmativement, tout au moins si l'on prend le mot « capitalisme » pour désigner le régime que le XIX^e et le XX^e siècle ont vu s'épanouir à la faveur des doctrines du libéralisme économique. Le président du Comité central de la Laine en France, M. Eug. Mathon, a marqué, dans une préface courte mais catégorique, son adhésion aux conclusions dégagées par M. P. Lucius, en matière corporative, adhésion précieuse émanée d'un praticien de telle valeur.

* * *

Le libéralisme économique est, aux yeux de M. Pierre Lucius, une doctrine absolument fautive, caractéristique de la période qui va de la fin du XVIII^e au début du XX^e siècle.

Si, pendant une centaine d'années, elle a pu en imposer à beaucoup d'esprits et non des moindres, c'est que, durant cette période de l'histoire moderne, l'essor subit, puis vertigineux, de la grande industrie provoqué par les progrès du machinisme, de la chimie et de la physique a procuré à l'Europe des débouchés qui paraissent illimités, tandis que les autres continents demeuraient au stade artisanal et agricole. L'expansion mondiale de l'industrie européenne s'organisa sous le pavillon du libéralisme économique. Individualisme et optimisme, foi dans les lois naturelles de l'économie, affirmation répétée, à la manière d'un dogme, qu'il ne peut y avoir de surproduction générale : autant de thèmes qu'affectent les pontifes du libéralisme économique.

* * *

La grande industrie, nécessitant une large intervention du crédit, le rôle de la finance s'accrut et prit bientôt des proportions colos-

sales. Son emprise sur l'économie, puis sur la politique, est fortement évoquée par M. P. Lucius. Au lieu de servir, la finance commanda. A elle fut dévolu le gouvernement de la production des richesses. L'auteur fait peser sur elle, en bonne partie, les responsabilités de la crise de surproduction que nous traversons.

En même temps le pouvoir de l'Etat était miné par le parlementarisme, l'électoratisme, l'ingérence du syndicalisme dans la politique : impuissants vis-à-vis de la féodalité financière, nos gouvernements étaient sans cesse provoqués au gaspillage des ressources publiques et, par le fait même, augmentant les charges qui grèvent les citoyens, rendaient la crise plus aiguë. Appelons toute l'attention du lecteur sur les pages où M. Lucius montre les méfaits de l'hégémonie financière et d'un machinisme, développé sans égard aux besoins réels, sur la production tant industrielle qu'agricole. Quelques graphiques bien choisis illustrent la démonstration. Ces pages sont lumineuses à la différence de tant d'autres que l'on nous met chaque jour sous les yeux et qui ne font que nous aveugler par la multiplicité des statistiques.

Il a fallu la superproduction générale amenée par le développement des instruments techniques chez les peuples extra-européens (Etats-Unis d'abord, puis Japon, Chine, Inde, Australie) pour nous forcer à réfléchir et à nous rendre compte du caractère artificiel et anormal du régime économique sous lequel nous avons vécu. Les essais d'entente internationale ont été vains. L'expérience communiste est un amas d'horreurs qui ne laisse plus de place à la civilisation telle que le christianisme l'a faite, telle même que l'antiquité gréco-latine l'avait conçue et réalisée à sa plus belle époque.

Se séparant en cela d'autres économistes contemporains, dont le témoignage n'est certes pas négligeable, M. Lucius croit à un retour à l'économie nationale, non fermée, mais plus ou moins tempérée suivant les pays et les moments. De cette économie nationale nouvelle il suggère quelques applications pour la France.

Dans le cadre de cette économie nationale nouvelle, la profession organisée devra retrouver sa place; à la corporation il appartiendra de régler ce qui concerne la profession sous le contrôle de l'Etat.

Mais d'un Etat fort, assez indépendant de l'électeur pour gouverner : c'est assez dire que la formule actuelle du parlementarisme s'avère ici tout à fait insuffisante.

Telle se dégage, à nos yeux, la trame du livre de M. Pierre Lucius. En l'écrivant il aura contribué, pensons-nous, à dissiper bien des nuées, à restaurer bien des vérités, à éclairer les questions pendantes.

GEORGES LEGRAND,
Professeur d'économie sociale.

La revue catholique des idées et des faits

la revue belge d'intérêt général la plus vivante,
la plus actuelle, la plus répandue.

Elle renseigne sur tous les problèmes religieux,
politiques, sociaux, littéraires, artistiques
et scientifiques.

(1) Un volume in-8° de 188 pages, Paris, Payot, 1932; prix : 18 francs.

Faidherbe ⁽¹⁾

1870

« Je ferai la guerre de toutes mes forces, Monsieur le Ministre. Et cependant, je n'aime pas la guerre, quoique je l'ai faite ou; plutôt, que parce je l'ai faite toute ma vie », répéta le général Faidherbe à Gambetta, ministre de la Guerre.

Albert Ranc, l'ancien préfet de Police, remplaçant Arago, ministre de l'Intérieur, assistait à l'entretien que, le 28 novembre 1870, le général avait à Tours avec Gambetta : « Je le vois encore, raconte-t-il, entrant à la préfecture, l'air déjà souffrant, l'allure d'un savant plutôt que d'un soldat; mais sous les lunettes de l'officier du génie brillait l'œil clair et résolu. Rien du militaire de parade; aussi, je me dis : « Celui-ci fera son devoir. »

Les mains à plat sur les genoux, sans prendre une note, sans proférer un mot, le général va écouter, pendant quatre heures, Gambetta lui faire l'historique de nos revers, dépendre l'agonie de la France. Le tribun, oublie qu'il n'a que deux auditeurs, arpeute la pièce, tonne, adjure, maudit : « Il représentait bien la Patrie pantelante, notera Faidherbe, et il fut pathétique ».

— Vous connaissez maintenant la situation, général; vous êtes nommé commandant de la 22^e division. Acceptez-vous de prendre en mains la situation? termina Gambetta.

Et sur la brève acceptation de Faidherbe, il conclut :

— Dans le Nord, vous avez carte blanche, général. Partez pour Lille. Au point où nous en sommes, connaissant votre valeur, je ne veux que vous dire : « Faites pour le mieux, pour la France et la République. »

Désigné pour prendre à Nevers le commandement de la 3^e division d'infanterie du XVIII^e corps, Faidherbe recevait le commandement du XXII^e corps d'armée à Lille et s'embarquant le 23 novembre pour aller prendre les ordres du gouvernement à Tours.

Peu de temps avant de quitter son commandement d'Afrique, Faidherbe avait adressé une proclamation à ses troupes, dans laquelle il flétrissait « les trahisons des armées impériales ». Cette proclamation fut fort critiquée dans la suite, même par ses amis. Cependant l'exactitude du caractère de Faidherbe en est la grande excuse. Faidherbe ne comprenait pas qu'un officier de métier, et à plus forte raison un officier général, ne fit pas tout son devoir et ne consacrât pas sa vie entière, paix comme guerre, à la défense de la patrie. Et l'on est bien obligé de penser, avec justice, droiture et bon sens, qu'un banquier qui fait banqueroute ne trahit que les intérêts d'*individus*, ses clients; qu'un avocat négligent ne fait que trahir une cause privée; qu'un médecin ignorant ne tue qu'un homme; tandis qu'un général qui, en temps de paix, oublie de consacrer toutes ses forces physiques, morales et intellectuelles, à élargir sa technique et à recueillir tous les moyens de protéger une nation qui lui fait confiance et qui lui accorde la gloire, celui-là risque vraiment de passer pour traître à la patrie.

* * *

« Les gens du Nord — a écrit un bourgeois de Lille, avec une admiration irrévérencieuse — ont trouvé leur chef avec cette glorieuse momie à longues moustaches et au nez crochu qui semble avoir fondu au Sahara tout ce qui est fusible dans le corps d'un homme. »

Faidherbe — qui, en effet, avait beaucoup maigri depuis 1861 — trouva « qu'on ne désespérait pas du tout » dans sa ville natale. Le fait est que sa seule qualité d'enfant du pays créa immédiatement la confiance. Ce n'est pas tant son admirable organisation du Sénégal et la glorieuse réputation qu'il avait acquise en Algérie qui séduisirent les Lillois (il faut avouer qu'ils ignoraient — et ignorent encore — à peu près complètement l'œuvre africaine de Faidherbe), mais bien le patriotisme de clocher, reste de la vieille

autonomie communale des Flandres, qui accorda au général Faidherbe une victoire en puissance.

En même temps que les trois divisions du XXII^e corps se remettaient de l'échec de Villers-Bretonneux en se groupant sous les places fortes de Douai, Lille, Valenciennes, Arras, Béthune, Péronne et Saint-Omer, les Prussiens, laissant en menace une garnison dans la citadelle d'Amiens, continuaient leur poussée vers le nord-ouest, tout en fortifiant les rives de la Somme. Maîtres du cours de cette rivière, ils assuraient leurs communications et protégeaient leurs armées contre une attaque du Nord. La tactique de Faidherbe était donc de rompre cette capitale ligne d'attente; et toute sa campagne du Nord ne fut qu'une longue lutte pour la possession du cours de la Somme.

Les Allemands, qui avaient longuement étudié cette campagne de France, conduisaient leurs opérations d'une double manière : d'un côté, ils lançaient de leurs positions d'appui des colonnes de *raid* qui battaient la campagne, détruisaient les ouvrages d'art et regagnaient, presque sans combattre, leur base d'évolution; d'autre part, ils s'avançaient à travers la France avec autant d'habileté que de rapidité, suivant l'antique méthode des Germains qui s'infiltraient ainsi en forêt, à la rencontre des légions romaines.

La dernière guerre d'arrêt et de tranchées nous a fait perdre de vue la technique de l'invasion qui a été remarquablement mise au point par les Allemands dès 1870. Dans le document suivant, remis par Faidherbe, aux officiers de l'armée du Nord, on retrouvera le système d'une progression articulée, appliqué plus tard par les Japonais, lors de la guerre de Mandchourie, en 1905, et par les Allemands en 1914.

« Les armées prussiennes ont une marche extrêmement régulière qui n'a jamais varié depuis leur entrée sur le sol français.

» Ces armées se composent de trois, quatre ou cinq corps de 20,000 hommes chacun, échelonnés à une demi-journée de marche à peu près.

» Chaque corps d'armée détache de petites troupes de 1,200 à 2,000 hommes, marchant parallèlement au corps d'armée principal et à une distance de 15 kilomètres environ.

» A 10 kilomètres en dehors sont les détachements de cavalerie de 200 à 300 hommes, et enfin à 5 ou 6 kilomètres sur les flancs sont placés des éclaireurs, par groupes de 3 ou 4 hommes.

» Si l'on envoie contre l'ennemi une reconnaissance de cavalerie, elle ne voit que des détachements de cavalerie.

» Si la reconnaissance est plus considérable... on trouve un ou deux petits corps avec des détachement de cavalerie.

» Si l'on envoie 10,000 hommes, un corps d'armée de 30,000 se démasque, comme à Arthenay.

» Si des forces plus considérables s'avancent, un second corps d'armée vient seconder le premier, comme à Orléans.

» Si la France oppose des forces plus grandes, toute l'armée allemande de 150,000 hommes se montre à Sarrebruck et à Wœrth.

» Si enfin on fait avancer une armée considérable, deux armées, de 150,000 hommes chacune, se réunissent comme à Gravelotte et à Sedan.

» ...Pour que nos généraux ne soient pas surpris, il faut donc qu'ils soient convaincus, en voyant 4 uhlands, qu'ils auront affaire le lendemain à 30,000 hommes, le surlendemain à 60,000, le troisième jour à 90,000.

» ...Les Prussiens opèrent d'ailleurs toujours avec deux armées : celle de tête, cherchant à tourner l'armée française et à couper le chemin qui lui amène ses approvisionnements; l'autre assurant ses derrières. C'est la marche que les généraux français doivent adopter, s'il veulent éviter l'échec de Sedan. »

Le service d'éclaireurs était remarquablement organisé : la France s'est souvenue pendant quarante-cinq ans de l'audace des uhlands, de la terreur qu'ils répandaient autour d'eux. Leur témérité n'était cependant pas dépourvue de prudence et un calcul avisé présidait à leurs *raids*. Leur action consistait autant à rapporter des renseignements qu'à démoraliser le paysan par la terreur. Pour obtenir ce dernier résultat, leurs carabines parlaient vite, les maisons s'enflammaient sans tarder et, tout comme en Belgique lors de la descente allemande de 1914, le pied des murs orné de proclamations se garnissait de corps d'otages exécutés. Comme dans les derniers jours les habitants du pays se sont montrés hostiles envers les troupes allemandes, dit le colonel Kahlén, commandant de Laon, dans une de ses proclamations, j'annonce par cela que, pour la moindre attaque ou résistance,

(1) Pages extraites d'une vie de Faidherbe qui paraîtra bientôt chez Plon, à Paris.

la plus vigoureuse vengeance sera exécutée, et que, pour chaque Allemand tué, il sera fusillé quatre Français coupables ou innocents; et que les environs paieront une forte indemnité. » Les Allemands semaient ainsi la peur de la mort, plus terrible, plus néfaste au cerveau des combattants, que la vue même de la mort.

* * *

L'horreur de cinquante mois de tranchées, l'enfer de Verdun, la pourriture de l'Yser semblent avoir estompé l'atroce mathématique qui accompagna, en 1914, la violation de la Belgique calquée sur la Campagne de France de 1870. Plus que les Français des Ardennes, encore pleins de mémoire, les civils belges ont dû, lors de la dernière invasion, être aussi surpris que nos pères le furent devant cette forme nouvelle de la guerre. Avant même que Bernhardt eût publié ses conceptions de la « suprême humanité atteinte par la plus implacable rigueur », les Allemands menaient, dès 1870, une guerre de mouvement encore jamais pratiquée, où l'invasisseur occupe tout le pays en une inondation rapidement grossie, où la terreur détourne le civil de l'aide qu'il pourrait apporter à ses défenseurs réguliers, où l'on détruit enfin, non seulement les points stratégiques que l'envahi saurait, à l'occasion de victoires possibles, réoccuper, mais encore tout ce qui fait l'orgueil d'une région, sa richesse économique, sa vitalité; toutes ces opérations ayant pour objet final de décourager et d'isoler l'adversaire et de le mettre totalement hors de combat. Ce résultat atteint moralement, autant que militairement, est d'une portée autre que la conception napoléonienne d'une avance foudroyante aboutissant à la seule rupture des groupements adverses par la déroute d'un corps habilement choisi afin que sa défaite apparaisse évidente aux deux armées en présence, la victorieuse et la vaincue. Guerre de nations qui s'est substituée aux guerres d'armées.

Notre terrible épreuve de quatre ans, où nous avons touché le fond de la destruction, l'infini de l'horrible, ne doit pas, en comparaison du million d'hommes engagé à Verdun, des avions et de l'artillerie à longue portée, nous faire sourire de la mesquinerie apparente de la guerre de 1870. Elle a connu les innocents fusillés, les campagnes ravagées avec méthode, la moitié de la France envahie, la menace de la famine pour les combattants, les charges presque aussi meurtrières qu'un départ à l'heure « H », et surtout cette chose qui paraissait irrémédiable : la première défaite nationale. Si les moblots, l'infanterie de ligne, les marins, les turcos, ont ignoré les gaz, les barbelés, les bombardements aériens, les liquides enflammés, ils n'en mouraient pas moins, et cela de façon atroce, car l'horreur est plus dans la certitude de la mort que dans la manière dont elle vous frappe. Les pauvres soldats avaient trop souvent conscience de l'inutilité absolue de leur courage; et par cela même leur héroïsme, que les chromos ont ridiculisé en l'exaltant, n'est pas moins admirable que celui de leurs fils. Mal armés, insuffisamment nourris, pourrissant de leurs blessures sans qu'un service d'évacuation fonctionnât, l'âme empoisonnée par le soupçon de trahison, ils se sont pourtant battus, ils sont tombés comme des rats dans des batailles sans intérêt, pour la conquête ou la reprise d'un cimetière inutile, d'une hauteur intenable, sur un ordre irraisonné... La défaite n'a jamais entamé le cœur de nos « bleus horizon ». Tandis qu'eux, remplis de désespoir, épuisés, ils ont, malgré des méthodes manifestement absurdes, en dépit de leurs pompons désuets, combattu avec une gloire qui ne le cède à aucune autre, plus pure de n'avoir pas été que militaire : ils sont morts sans compter, pour l'unique raison qu'on se bat quand l'ennemi ravage votre sol et qu'on doit tirer sur des malfaiteurs aventurés dans vos labours.

La guerre de 1870 aura montré une fois de plus que notre tempérament foncièrement paysan préfère la ruine, la souffrance, la mort la plus douloureuse à un abandon de ses droits. Ce n'était plus l'ivresse du Gaulois qui animait le mobilisé de 1870, pas davantage ce que les écrivains nomment ensuite l'honneur des armes, mais la rage de voir menacé ce qui constitue le seul capital stable de chacun : sa maison et son champ; plus loin, ses coteaux et ses rivières; plus loin encore, ses villes, sa langue, ses mœurs, ses croyances et jusqu'à son absence de croyances; en un mot, le ciment qui lie chacun de nous à son voisin de terroir. Le drapeau était couché; mais le vrai drapeau, c'était encore la terre de France.

La puissance, le raffinement des moyens de destruction, le souci aussi de protéger le combattant, tout cela mis à part, il y

a beaucoup moins d'écart entre la guerre de 1914-1918 et celle de 1870 que de différence entre celle-ci et la campagne de 1815 : pour la première fois, un des adversaires ne jouait plus ce jeu d'échecs supérieur qu'était la guerre de militaires; ramassant l'arme trop lourde échappée à des mains ignorantes, présomptueuses ou engluées de routine, un pays tout entier se levait pour se défendre et, inhabile à la lutte, allait être forcé de s'incliner devant des professionnels du combat.

* * *

A cette époque, le général Faidherbe avait cinquante-deux ans. Desséché à l'extrême, il montrait les fatigues de sa rude carrière sans cependant paraître affaibli, tant sa volonté exerçait d'empire sur sa nature physique. Toujours aussi logique, froidement passionné et prompt à se décider, il semblait que sa raideur eût été quelque peu adoucie par le temps. Les jeunes gens du pays, dont il avait accepté l'offre spontanée de lui servir d'officiers d'ordonnance, furent touchés de sa politesse, de sa confiance, de sa secrète émotion aussi devant leur courage auquel rien ne les avait préparés. « Je vais m'occuper exclusivement des opérations militaires, leur dit-il, et je compte sur vous pour les détails administratifs. Je ratifierai ce que vous ferez. »

Laissant au quartier général de Lille le colonel de Villenoisy pour presser le travail d'organisation et lui expédier des renforts à mesure de leur formation, le commandant en chef se mit, dès le 8 novembre, en campagne, avec des troupes composées en grande partie de mobiles et de mobilisés de la région, animés d'un esprit local qui en fit les meilleurs soldats, quoiqu'ils eussent été jusque-là parfaitement étrangers aux choses de la guerre.

La première opération de Faidherbe fut un chef-d'œuvre d'habileté militaire. Il y révéla toute la science d'une guerre qu'il avait apprise d'Afrique. Il trompa totalement l'ennemi par son jeu inattendu et, tandis qu'une colonne volante couvrait son flanc gauche et s'assurait de Saint-Quentin, il parut à l'improviste devant Ham, position importante sur la Somme, enleva la ville et obtint la capitulation des Prussiens aux conditions de Sedan et de Metz.

Pour la première fois, la campagne triomphait de la caserne.

Le 12 et le 13 il allait reconnaître la ville de La Fère. Son quartier général était à l'hôtel du Cygne, à Saint-Quentin. Il manda la commission municipale dans l'espoir d'en obtenir des renseignements sur les fortifications de La Fère qu'il espérait pouvoir enlever d'un coup de main.

— Figurez-vous, dit-il à M. Malézieux, président de la commission, que l'armée est tellement pauvre en documents, que je me crois au lac Cayar! Je n'ai même pas un plan de la ville de La Fère où je ne suis jamais allé. A défaut, pourriez-vous me fournir des indications exactes qui me permettraient de me rendre compte de la situation topographique de la place?

Un conseiller, M. Edouard Dufour se mit à la besogne, décrivit les méandres de l'Oise, indiqua quelques courbes de niveau. Il allait commencer les travaux de fortifications quand Faidherbe reprit avec vivacité le crayon et compléta en moins de deux minutes les croquis, indiquant jusqu'au moindre bastion, et cela avec si rapide minutie que son interlocuteur s'écria :

— Mais, mon général, vous connaissez le plan mieux que moi qui croyais cependant bien connaître la ville, car j'ai passé les meilleurs moments de ma jeunesse en conversations techniques avec les officiers de la garnison!

— Mais non, mon cher ami, répartit Faidherbe, je n'ai nullement l'intention de plaisanter dans les circonstances actuelles : je vous assure qu'il y a trois minutes, je n'avais pas la moindre idée de La Fère et de sa topographie. Seulement, vous m'avez présenté un plan exact des défenses naturelles et vous avez commencé une esquisse des défenses artificielles. Or, je sais à quelle époque et par qui les fortifications de la ville ont été établies. Je n'ai vraiment pas eu grand mérite à résoudre un problème de mathématiques appliquées à l'art des fortifications, à l'aide des données que vous m'avez fournies avec tant de netteté.

Du reste, le général se rendit bientôt compte que la place de La Fère ne pouvait être surprise. Le siège en étant impossible, il renonça à l'attaquer, ce qui le gêna beaucoup par la suite. « La présence sous les murs de La Fère, dit-il plus tard, de l'armée du Nord, que les généraux ennemis croyaient avoir détruite, le 27 novembre, avait jeté un grand trouble parmi eux. Des mouve-

ments divers étaient signalés et le 8^e corps était rappelé de la Normandie dont l'envahissement était qualifié d'imprudencier par quelques journaux prussiens. Le lut que s'était proposé le général Faidherbe était atteint. Il s'agissait alors de se préparer à la lutte contre les forces qu'on attirait à soi. »

Faidherbe ne songea plus, alors, qu'à appliquer la méthode qui lui avait réussi sur d'autres terrains : forcer l'ennemi à se grouper pour l'attaquer et le détruire en bloc. « Je vais menacer Amiens, dit-il ailleurs, pour attirer vers moi les forces ennemies, leur livrer bataille dans une position avantageuse, les battre et entrer à leur suite dans Amiens. »

A cette période de la guerre, voilà qui ne manquait pas de courage!

De leur côté, les Prussiens, laissant un millier d'hommes dans la citadelle, évacuaient la ville et se repliaient sur Beauvais. Pour maintenir la population qui s'agitait à l'approche de l'armée du Nord, le commandant allemand l'informa qu'il bombarderait la ville à la première attaque des Français, ce qu'il fit lors d'une reconnaissance de Faidherbe sur le faulourg de Noyon.

* * *

C'est à cette époque qu'eut lieu la nouvelle et dernière organisation de l'armée du Nord. Faidherbe la divisa en deux corps sous les ordres des généraux Lecointe et Paulze d'Ivoy, groupant ainsi 40,000 hommes. Il y incorpora 270 officiers évadés de captivité qui demandèrent à encadrer les troupes d'attaque, malgré le danger d'être fusillés en cas de capture. Le centre de l'armée était formé de chasseurs à pied, d'infanterie de ligne et de marins, tous soldats de métier qui, bien repris en mains par le général en chef, ne souffrirent ni de la fatigue, ni des combats, ni des précédentes défaites. Faidherbe ne leur avait d'ailleurs pas mâché les mots dans sa proclamation de prise de commandement, et quelques soldats africains qui avaient servi sous ses ordres au Sénégal surent judicieusement faire connaître à leurs camarades qu'on n'avait plus affaire avec un « général de Saint-Cloud ».

« Le ministre Gambetta a proclamé que pour sauver la France, il vous demande trois choses : la discipline, l'austérité des mœurs et le mépris de la mort.

» La discipline, je l'exigerai impitoyablement.

» Si tous ne peuvent atteindre à l'austérité des mœurs, j'exigerai du moins la dignité et spécialement la tempérance.

» Ceux qui sont aujourd'hui armés pour la délivrance du pays sont investis d'une mission trop sainte pour se permettre les moindres licences en public.

» Quant au mépris de la mort, je vous le demande au nom même de votre salut. Si vous ne voulez pas vous exposer à mourir glorieusement sur le champ de bataille, vous mourrez de misère, vous et vos familles. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les cours martiales feraient justice des lâches. Mais il ne s'en trouvera pas parmi vous! »

A ces troupes régulières, vinrent s'ajouter les « mobiles ». Au début de la campagne, les gardes mobiles étaient à peine des soldats. Tenus loin des armes par l'Empire, ils apprirent seulement à s'en servir au milieu de la guerre. Leurs qualités de race et de milieu social suppléèrent d'abord à leurs imperfections et ne tardèrent pas à les rendre aptes à la dure formation de la guerre.

« C'étaient de beaux hommes, écrit Lavisse, bien constitués et vigoureux. Les idées, les sentiments dans lesquels ils vivaient les avaient marqués d'une empreinte de distinction morale. Portés à la discipline et aux bonnes mœurs, leur tenue était correcte, soignée, supérieure même à celle des troupes de ligne. Leurs chefs, anciens officiers de l'armée, propriétaires fonciers ou jeunes gens de profession libérale, montraient des principes, du patriotisme et du dévouement : la plupart ont bien mérité du pays ». Les 46^e et 47^e régiments, une portion du 48^e, le régiment de Somme et Marne ont figuré avec éclat sur les champs de bataille.

Un décret du gouvernement de Tours avait mobilisé tous les Français jusqu'à l'âge de quarante ans. L'armée du Nord fut donc amenée à compter aussi quatre régiments de la garde nationale. Alors que ces hommes rassis étaient prêts à se dévouer jusqu'à la mort, à seule condition qu'on leur assurât un minimum de conditions matérielles et morales, ils furent arrachés inopinément à la vie civile, jetés sans préparation dans les épreuves d'une campagne d'hiver, livrés à la cupidité des hommes demeurés loin des combats, sans que rien de ce qui assure le moindre confort et remonte le moral leur fût accordé. D'infâmes trafiquants,

aïdés d'employés « marrons », mirent en coupe réglée une administration dépourvue de méfiance, débordée par tout ce qui était à créer — et cela touchait à l'infini. On est soulevé d'indignation, moins par le manque de cœur et la malhonnêteté de ceux qui tentèrent d'édifier leur fortune sur les malheurs publics, que par l'impéritie d'un régime et d'un état-major qui osèrent dans ces conditions d'inorganisation lancer le pays dans la plus folle aventure. Des munitions avariées, des cartouches dont le calibre ne correspondait pas à celui des fusils, l'équipement sans consistance, sans unité, assemblage de pièces disparates, tout cela fut le complément désastreux d'un armement de fraude et de rencontre. Un exemple : sauf les 3000 chassepots que reçurent les mobilisés lillois on ne distribua que de mauvais fusils à piston.

Le désespoir et la colère de Faidherbe étaient indicibles à la vue des approvisionnements qu'il recevait des fournisseurs des Magasins Centraux. Les vêtements étaient faits « d'une étoffe sans nom », les chaussures de cuir vert mal cousu reposaient sur des semelles de carton ou de bois, les médicaments étaient frelatés, au moins autant que la farine. Ce n'était pas que tout n'existât en abondance dans la France encore libre, — tout au moins pendant la première moitié de la guerre, — mais les corbeaux qui de tout temps et partout tournoyaient au-dessus des charniers avaient la part belle. Il était trop tard lorsqu'on instaura des commissions de réception, lorsqu'on traduisit en justice des fraudeurs par trop audacieux. Il est heureux qu'aucun de ces indignes profiteurs, aucun de ces manutentionnaires tarés par la concussion ne se soit aventuré à l'armée du Nord : il est hors de doute que Faidherbe l'eût fait fusiller avec plus d'ignominie encore qu'un traître ou un capon.

En dehors des militaires de métier, le général en chef ne pouvait donc compter que sur le courage des autres troupes. Les mobilisés ne savaient rien du métier des armes, car on ne leur en avait rien appris. Ils ne connaissaient pas la charge, ne pouvaient même pas distinguer les sonneries les unes des autres! Des journaux de l'époque, de bien des lettres échangées, s'échappent des malédictions, une plainte perpétuelle de souffrance. Comment ces hommes ont-ils pu combattre, même matériellement? Et comment, défaits, ont-ils encore lutté? Quelle résignation désespérée, quel ascendant du chef, quel orgueil ou quelle inertie les ont maintenus sous les armes, en dépit des échecs, de leur misère morale et matérielle? A lire ces humbles épîtres adressées aux villages, on se rend compte que, tel le commandant de l'*Alice* en qui s'incarnait au cours de la tempête l'esprit du voilier blessé, tel que fut plus tard Pétain à Verdun, le général Faidherbe était plus encore l'âme courageuse d'une armée que le militaire jusque-là invincible.

— Que dit-on dans l'armée? demandait, après le combat incertain de Pont-Noyelles, M. Testelin à un gendarme d'escorte.

— Ah! Monsieur! répondit le vieux soldat avec enthousiasme, avec un général comme Faidherbe, tout le monde dit que nous allons être débarrassés des Prussiens!

Il était remarquable que l'espérance fût encore si tenace, avec les 13 degrés de froid, après l'abandon d'Orléans et la bataille du Mans que suivit, du 10 au 13 décembre, la pénible retraite de Chanzy sur Laval.

Au point de vue strictement militaire, on doit constater que le général Faidherbe fut parfois surpris par cette nouvelle conception de la guerre qu'imposait l'ennemi. Avec l'infiltration irrésistible des Allemands, leur tactique de mise hors de combat, leur méthode de destruction des points d'appui et des ressources, il risquait parfois de se trouver lui-même dans la situation où il mettait les Trarzas, quinze ans auparavant. Et s'il donna un développement prodigieux à l'artillerie qui ne comptait plus que six pièces de réserve au lendemain du 4 septembre, il négligea, en polytechnicien et en officier du génie, le rôle de la cavalerie qui avait, à cette époque, une incontestable utilité.

La guerre ne semble pas, d'ailleurs, avoir modifié son point de vue tant l'influence de l'éducation première est puissante. Dans son *Projet de réorganisation d'une armée nationale*, il trancha la question et jugera la cavalerie, peu nombreuse, comme juste utile aux opérations de reconnaissance, allant jusqu'à dénier que « les escadrons ennemis aient servi à grand'chose », alors qu'ils ont manifestement assuré le succès de l'invasion allemande.

Il est cependant de fait que notre artillerie, pourtant inférieure — comme tout notre armement — à celle de l'ennemi, eut une efficacité réelle grâce aux obus à balles qu'inventa le général Treuille (1); jusqu'à ce qu'ils eussent mis la main sur des parcs

(1) Obus que les Allemands, plus tard, baptisèrent shrapnell.

de munitions, les Allemands ne soupçonnèrent pas la raison des ravages que nos canons faisaient dans leurs colonnes d'assaut. « Votre artillerie est très bonne, disait un officier prussien, mais vous n'êtes pas *cérames* : vous avez une compagnie de mitrailleuses à Saint-Quentin et vous ne voulez pas l'avouer. » Cet officier manquait autant d'imagination que nos Services de 1918 qui refusèrent longtemps de croire à la portée de la *Bertha* et qui affirmèrent que ses obus étaient des bombes d'avion.

« Notre artillerie nous a fait tenir », disait Faidherbe. Et il mettait un certain orgueil à déclarer qu'il n'avait pu utiliser le canon Armstrong et qu'il s'était uniquement servi de pièces françaises. Et il ajoute : « Que n'eût-on fait avec mes valeureuses troupes du Sénégal! »

Dans la controverse qu'il eut après la guerre avec le général von Goeben, son adversaire de Saint-Quentin, il s'exprimera ainsi au sujet de l'armée du Nord :

« Certes, l'armée du Nord a été admirable, mais ce n'était pas une armée normale. Chefs improvisés, pas de corps d'état-major, artillerie hétérogène, pas une troupe vraiment régulière; car peut-on donner ce nom à des bataillons de marche, de chasseurs ou de ligne, formés en toute hâte, au moyen de deux compagnies de dépôt et de recrues, avec un nombre insuffisant d'officiers de toute provenance, ou à ces braves fusiliers marins combattant hors de leur élément? En temps ordinaire eût-on osé envoyer à l'ennemi de pareilles troupes? Eh bien! c'est là ce que nous appelions nos troupes régulières; ce sont les troupes qui formaient nos têtes de colonne, qui, tous les quinze jours, tenaient tête aux Prussiens dans une rencontre, diminuant chaque fois d'un quart leur effectif par le feu de l'ennemi, par les fatigues et les privations.

« Avec ces troupes régulières, nous avions les bataillons de mobiles que les Prussiens appelaient des collégiens, collégiens dont, en tout cas, ils ont éprouvé plus d'une fois la valeur, et les bataillons de gardes mobilisés, dont beaucoup n'étaient armés que de fusils à percussion et dont le plus grand nombre n'avait même pas tiré à la cible avant de marcher à l'ennemi. A Saint-Quentin, on avait même été obligé, pour compléter les bataillons de troupes régulières, d'y incorporer des mobilisés qui, bien encadrés, se conduisirent comme de vieux soldats. C'est là la gloire de l'armée du Nord, c'est d'avoir montré que les Français n'est pas dégénéré comme soldat et qu'avec un peu moins d'imprévoyance, les mobiles et les mobilisés nous eussent fourni d'excellents éléments pour une guerre vraiment nationale. »

Il admire d'ailleurs l'armée allemande à laquelle il reconnaît une organisation et un esprit militaire qu'il est impossible de surpasser.

« Nous sommes cependant restés persuadés, à l'armée du Nord, de la supériorité du soldat français sur l'allemand. Si celui-ci est plus fort, plus grand, plus soumis, le soldat français, émancipé depuis la Révolution, a une valeur personnelle plus grande. Un soldat qui est susceptible d'être battu, cravaché et souffleté par ses chefs, comme le soldat prussien, ne peut pas valoir celui qui n'est pas soumis à cette discipline avilissante. »

Loin de s'isoler de ses troupes, le général tenait à s'en faire voir sans cesse et même à en partager la vie. Monté sur un cheval arabe, tout blanc, couvert d'un burnous brun qui ne laissait paraître que sa figure, il traversait la bataille, parcourait les cantonnements, créant ainsi une fraternité d'armes qui laissait au soldat l'impression d'une affectueuse sollicitude. Aussi bien, il agissait en homme convaincu de la portée de ses actes et de son attitude, répétant à ses officiers qu'avec les soldats français, passionnés, impressionnables, aussi prompts à se décourager qu'à s'enthousiasmer, le général en chef doit toujours être en vue, se montrer partout, répondre à l'universel besoin d'un appui suprême, immédiat, visible. C'était surtout le soir que l'apparition du chef ranimait les courages défaillants, lorsque la gaieté du matin, la fièvre de l'après-midi cédaient à la brume, au froid, et que l'héroïsme et l'endurance s'éteignaient devant la réflexion, le sentiment du danger, le doute et cet amour de la vie que raniment les feux de nuit.

Il prescrivait à ses officiers de coucher au milieu de leurs hommes, mais il refusait lui-même l'hospitalité des châteaux, des « notaires », comme on disait alors. Selon la coutume sénégalaise, quelques gardes couchaient en travers de sa porte, veillant à la sécurité de la ferme où il passait les nuits à travailler. Ayant à peine besoin

de dormir, il était le premier debout et, n'eût été le froid glacial, il se serait cru lui-même à Saint-Louis du Sénégal, inspectant les chambrées endormies, faisant allumer les cuisines, surprenant les sentinelles.

* * *

L'armée du Nord s'était cantonnée dans le triangle dont, forment les deux côtés principaux, la Somme et son affluent de droite l'Hallue. Du côté sud, elle devait se borner à garder la ligne de la Somme dont les ponts avaient été coupés; des marécages et des hauteurs en rendaient encore la défense facile. A l'ouest, du haut des plateaux qui surplombent la rive gauche de l'Hallue, on apercevait la cathédrale d'Amiens.

« On adopta, écrit Faidherbe, pour la ligne de bataille faisant face à la citadelle, la vallée de l'Hallue où se trouvaient les villages de Daours, Bussy, Querrieux, Pont-Noyelles, Bavelincourt, Béhen-court, Vadencourt, Contay. La majeure partie des troupes (XXII^e corps) y fut cantonnée; le surplus (XXIII^e corps) occupait, le long du chemin de fer, Corbie, où s'établit le quartier général, ainsi que les villages environnants. »

L'ordre du général était de dérendre les positions hautes sans trop se soucier de l'occupation par les Prussiens de la rive droite de la rivière.

De son côté, Manteuffel, obéissant aux prescriptions de son état-major qui lui ordonnait de prendre une offensive énergique contre tout rassemblement en rase campagne, décidait, quoiqu'il n'eût que le VIII^e corps sous la main, d'attaquer le centre français à Pont-Noyelles et Querrieux, tandis qu'une de ses divisions s'efforceraient de prendre nos positions de revers. Il ne disposait que de 22,000 fantassins, de 2,300 cavaliers et de 108 pièces de canon; mais il se montra audacieux, car il estimait que nos troupes étaient de qualité inférieure.

Dès la matinée du 20 décembre, on prit contact; des engagements d'éclaireurs, de la canonnade assez efficace, parurent de favorable augure à l'armée du Nord, malgré une confusion qui mit aux prises deux bataillons français. Les Allemands, eux, jugèrent que par le combat de Querrieux, ils avaient pris la mesure de la force et des dispositions de l'armée française.

Pendant la nuit du 22 au 23 décembre, la température fut glaciale; des soldats aux grands gardes moururent de froid.

Le 23, après l'avance des Prussiens entre Daours et Bussy, la lutte se cantonna sur la rive droite. L'artillerie française, forte de 66 pièces, bien qu'inférieure en nombre et en portée, avait l'avantage de la position dominante, tirant par-dessus l'infanterie échelonnée sur les pentes en lignes successives. L'action engagée à 1 heure de l'après-midi s'étendit, d'abord incertaine, sur plus de 12 kilomètres. Le général se rendait au galop, d'un point à un autre, semblant être partout à la fois, excitant l'admiration du soldat qui le voyait s'exposer comme lui. Deux officiers, des chevaux furent tués à côté de lui. Le soir, il rapporta un burnous troué de balles. La critique officielle, tout en faisant l'éloge de son courage, estima, par la suite, « que le commandement dut souffrir de la part trop large que le général prit, ce jour-là, aux différents épisodes du combat ». Peut-être, est-ce vrai après tout? Mais Faidherbe jugea indispensable de donner à tous une leçon de dignité et de mépris de la mort.

Après avoir peu à peu refoulé nos troupes au delà de Pont-Noyelles, les Allemands se lancèrent à l'attaque de front des hauteurs de la rive gauche, tout en essayant de les tourner. Dans un élan, notre infanterie les rejeta à la rivière. Un moment, toute la ligne allemande flotta, serrée de près par nos troupes enivrées de victoire : Pont-Noyelles était repris.

Ce fut le terme de nos succès, car c'est là qu'on vit le pouvoir de la discipline. Tandis que, dans la fièvre du combat, nos soldats, confondant les rangs, méconnaissant la voix de leurs officiers, se précipitaient, les uns dans les maisons de Pont-Noyelles, les autres sur la route marécageuse de Querrieux, les Prussiens se reformaient, soutenus par une demi-brigade de renfort, tenue jusque-là en réserve, et, au son des fifres et des tambours plats, marchaient à l'assaut en rangs serrés, s'arrêtant tous les vingt pas pour exécuter des feux de salve. La déroute devint bientôt panique : mobiles et réguliers jetaient leurs armes, désertant le champ de bataille, s'en allant annoncer sur leur passage la défaite et la ruine de l'armée...

Alors que la nuit tombait, ce furent les marins de l'amiral

Moulac et l'infanterie de marine du général de Bessol qui dégagèrent les plateaux, une fois de plus attaqués par l'ennemi. L'obscurité était complète quand les Allemands se retirèrent en bon ordre, en arrière de la rive droite, alors que nous restions maîtres du terrain et que Pont-Nevelles flambait sous un tir précis de nos batteries.

* * *

Les deux partis s'attribuèrent la victoire. « Nos troupes, écrivit Faidherbe, occupaient les positions de combat que nous avions choisies et se considéraient, par cela même, comme victorieuses. On leur fit comprendre qu'à la guerre on constatait sa victoire en couchant sur le champ de bataille et qu'il ne pouvait être question de reprendre des cantonnements à plusieurs lieues de distance. On bivouaqua donc sur place. »

« L'issue défavorable de la bataille de l'Hallue, dit le communiqué de l'état-major allemand, avait profondément ébranlé les troupes françaises qui n'avaient pas encore eu le temps d'acquiescer beaucoup de consistance et dont une partie était d'ailleurs insuffisamment équipée en vue de froids rigoureux. Le général Faidherbe renonçait par la suite à prolonger sa résistance et il ramenait son armée sous la protection des places fortes. »

Les critiques compétents reprochent à Faidherbe de s'être trop étendu et surtout d'avoir abandonné les villages de la rive droite, fournissant à l'ennemi des points d'appui dont il usa contre nous, en ne nous permettant même pas de passer la rivière. En réalité, les fautes s'équilibrèrent, comme il est de règle à la guerre, — ce qui est fort heureux pour les généraux. Manteuffel se lança à découvert avec des effectifs insuffisants et il hasarda dangereusement sa division tournante, qui eût été taillée en pièces si Faidherbe avait lancé de la cavalerie sur son flanc. Mais, nous l'avons dit, le général Faidherbe n'avait de considération que pour le cheval de trait et déclarait avec humeur qu'il ne voyait pas « pourquoi le cavalier était seul à être protégé d'une cuirasse »... Il avançait de cinquante ans, appelant déjà la protection de l'infanterie et les chars d'assaut.

Après une nuit atroce où l'on n'alluma pas de feu pour ne pas signaler les positions aux Allemands, où l'on campa sans vêtements chauds, ni vivres, ni alcools qui permirent de résister à une température polaire, où les hommes se secouaient mutuellement pour éviter de glisser à un mortel sommeil, on reprit la ligne de bataille avec le lever du soleil, sans que les adversaires parussent vouloir engager le combat. L'annonce d'une colonne ennemie sortie d'Amiens, de deux divisions qui tentaient un grand enveloppement sur les ailes à Doullens et à Corbie, l'impossibilité patente de passer une seconde nuit de bivouac sur les positions décidèrent le général en chef à opérer une retraite qui ne fut pas inquiétée, les Prussiens se bornant à ne pas rompre le contact, nous suivant en vainqueurs, signalant leur arrogant retour sur le Pas-de-Calais par des coups de mains et des déprédations cupides parmi le mobilier et les pendules.

Telle fut la bataille de Pont-Nevelles que l'ordre du jour suivant sanctionna :

« Les privations et les rigueurs de la saison sont supportées avec résignation; quelques jours de repos et de bien-être les feront oublier : du reste, rappelons-nous que c'est pour la patrie que nous souffrons ces dures épreuves. »

« Quelques hommes se sont débandés avant et après la bataille : on fera des exemples sévères. »

« Faidherbe. »

25 décembre 1870.

* * *

L'homme d'aujourd'hui qui lit les interrogatoires de conseil de guerre et qui parcourt les rapports des maires, est épouvanté de l'ambiance dans laquelle se battirent nos hommes de 1870 et du moral détestable de certains civils pendant cette période néfaste.

A parler juste, le peu d'intérêt qu'apportaient les populations à une guerre dont les mobiles leur étaient étrangers, ne va pas sans excuses. On en était resté à la guerre d'armées, au cours

de laquelle les civils marquaient les coups et ravitaillaient les troupes — parfois même, sous la pression des intendants, les troupes des deux partis. Pour la première fois, et depuis peu de semaines, la France jouait la défense nationale. Mais un jeu sans tête. Les départements avaient organisé des bataillons de mobilisés chargés de défendre les routes, les voies ferrées; mais ces bataillons n'étaient pas incorporés à l'armée du Nord. Alors apparut la faute d'avoir soustrait ces formations à l'autorité du général en chef. Le résultat fut navrant : les soldats n'observaient aucune discipline; les sentinelles trop souvent dépourvues de cartouches montaient la garde à l'estaminet; les officiers, surpris par les uhlands aux cartes ou à table, s'enfuyaient par les fenêtres ou se rendaient sans tenter l'ombre d'une résistance, aidant à désarmer leurs compagnies, livrant les villages à la coupe réglée des Prussiens.

Ceux-ci exécutaient alors un pillage systématique, pratiqué sans fureur, avec ordre et méthode. C'était pour eux la véritable « guerre fraîche et joyeuse ». Les ouvrages d'art détruits, les fils télégraphiques coupés et les pompiers désarmés, les phases du brigandage habituel se déroulaient. Pour commencer, des otages, parmi lesquels on comptait toujours des autorités ou des notables de la commune, étaient rangés le long d'un mur, le dos offert à la décharge qui les coucherait à la première manifestation hostile. Puis, les maisons étaient fouillées et vidées consciencieusement; tout ce qui était bon à prendre était enlevé : vêtements d'hommes ou de femmes, chaussures, bijoux, meubles, pendules et pianos. On saccageait ensuite les boutiques de comestibles, les boulangeries et surtout les caves. Et quand tout était entassé sur des charrettes, dont le contenu était soigneusement noté par de diligents fourriers, la colonne quittait le village dévasté.

S'il y avait un soupçon de connivence du village avec nos troupes, les maisons étaient livrées aux flammes et brûlaient sans qu'on pût, sous peine de mort, éteindre l'incendie. Et si par malheur on trouvait un mobile blessé, des traces de francs-tireurs, ou seulement des armes, si même un Poméranien se meurtrissait en démenageant une armoire et hurlait en se tenant le doigt, les otages tombaient comme un seul homme sous un feu roulant; la colère brutale se déchainait et l'incendie était alors une grâce divine qui permettait de faire disparaître sans trace tous les crimes que l'homme devient capable de commettre envers l'homme.

Rien n'échappait aux souffrances de l'invasion. Les arbres fruitiers étaient sciés à la base, les métiers de tisserands préférés à tout autre bois pour le chauffage des *offizieren*; sans parler de la rapine exercée par le soldat sur la volaille et les bouteilles, car les déprédations en commun ne garantissaient point des chapardages particuliers. Et l'on sait que le militaire qui va, le lendemain, se battre et peut-être mourir, est de nœuds désinvoltes.

Tous pillaient pour la masse et chacun volait pour soi. Aussi ne manquait-on jamais de fouiller les prisonniers allemands et de fusiller ceux dont la musette ou les bottes étaient bourrées des objets les plus apparemment inutiles à un soldat sous les armes, tels que robes d'enfants, bonnets de dames, bracelets et même crucifix.

Les populations, mal préparées à souffrir, furent terrorisées. Parfois, le moral des individus s'affaissa. Les récits contemporains mettent en relief, par exemple, à côté de magnifiques gestes d'héroïsme (Juliette Dodu), trop d'actes de lâcheté, trop d'oubli du sentiment national. Certains allèrent même jusqu'à refouler complètement leur pitié pour la misère des nôtres, refusant avec cynisme de livrer aux Français, dont ils n'avaient rien à craindre, des biens qui apaiseraient l'ennemi dont on avait tout à redouter. Et lorsqu'on s'empressait autour de nos soldats, on pouvait être certain de compter dix « charognards » sur douze assistants, brocanteurs de nationalité mal définis, mercantis qui vendaient au poids de l'argent le strict nécessaire que réclamaient ces malheureux. Un cabaretier ne fut-il pas fusillé pour avoir cédé un mauvais charbon contre le poids équivalent de pièces de monnaie? Et quand les pauvres troupiers étaient dépouillés, les brocanteurs rachetaient, — on devine à quel prix! — les objets de valeur emportés dans le havresac. Si un major de camp intervenait trop rudement, la bande s'abattait alors sur les villages ruinés par les uhlands, fouillant les décombres, rançonnant les misérables colonnes de villageois sans foyer.

Les qualités morales de notre nation avaient fléchi en vingt ans de servitude, de spéculation et de favoritisme. Toutes les souffrances que l'on peut imaginer, les soldats les subirent. Tout

conspira contre eux : la cupidité des hommes, l'inclémence d'un hiver particulièrement rigoureux, leur inexpérience de la vie en campagne, l'incurie des officiers d'occasion et la coupable inintelligence de généraux dont les étoiles étaient plus souvent gagnées par des révérences qu'à un combat meurtrier. La troisième République fut bien obligée de s'en servir, car il n'existait pas, à peu d'exception près, d'officiers républicains. Rares, trop rares ont été les Faidherbe, les Chanzy, les Clinchant, les Aurelle de Paladines. S'ils ne devinrent pas toujours vainqueurs, de tels chefs furent au moins les sauveurs de la dignité humaine.

* * *

L'armée du Nord se retirait donc dans le meilleur ordre possible. C'était un supplice de marcher avec des semelles en carton sur les sillons gelés; et le froid était si vif que les mains collaient au canon du fusil. Cependant, le général Faidherbe, qui avait en vain menacé de la cour martiale les fournisseurs véreux, put faire venir de Belgique des effets de laine en même temps que lui arrivaient de Hollande des vivres frais.

L'intendance fit des miracles, mais les chefs de troupe ignoraient complètement les règles du ravitaillement de leurs unités; trop fréquemment les mobilisés, plus encore que les troupes régulières, manquèrent de nourriture ou ne reçurent que du pain et de la viande impropres à la consommation. A un moment, Faidherbe dut confier l'intérim du commandement militaire au général Lecointe, afin d'en terminer lui-même avec la gabegie qui régnait

dans le service de la Manutention. Les charretiers réquisitionnés se dérobaient ou se déchargeaient de leur tâche sur des valets de ferme belges. En outre, par la faute de l'état-major qui négligeait parfois de donner les indications nécessaires, la marche des convois était entravée par le mouvement des troupes; ou bien alors, les unités changeaient de direction sans que l'intendance en fût prévenue. Enfin, les officiers des gardes nationales, mobiles et mobilisés, arrachés à la vie civile, se révélaient d'une insuffisance administrative totale et paraissaient inéducables.

Une si triste misère favorisait l'indiscipline. Soldats sans préparation, les jeunes gens portèrent au comble des habitudes d'impertinence qui auraient mérité l'excuse ou le pardon, si la défaillance militaire n'en eût pas été la conséquence. Faidherbe, en prenant possession de son commandement, avait prévenu : « La discipline, je l'exigerai impitoyablement ». Mais, si après la bataille de Pont-Noyelles, il flétrit les lâches qui nous firent côtoyer le désastre, si les cours martiales fonctionnèrent sans arrêt, on doit dire que le sens du malheur général auquel n'échappaient plus les chefs, ainsi que le souci de ne pas grever le moral des troupes, atténuèrent singulièrement la répression. Quoique Faidherbe eut une trop haute opinion de la dignité et de la responsabilité humaine pour accaparer les droits et les devoirs de ses collaborateurs, et qu'il n'intervint jamais dans les décisions du conseil de guerre, il interdit de procéder à aucune exécution sans que le dossier lui fût d'abord soumis.

Cet enfer avait duré plus de deux mois.

ANDRÉ DEMAISON.

Les idées et les faits

Chronique des idées

« Mariage et Natalité »

Sous ce titre éminemment suggestif a paru aux Editions de la Cité chrétienne, à Bruxelles, à la Librairie J.-M. Peignes, à Paris, le compte rendu officiel du Congrès de la natalité qui fut tenu dans la capitale, au Palais des Académies, en novembre de l'an dernier, et qui, par la qualité des orateurs non moins que par l'affluence des auditeurs, prit les proportions imprévues d'un événement. Le succès du Congrès fait bien augurer du succès du livre, l'un comme l'autre se justifient assez par l'immense intérêt du sujet. La question de la natalité est au cœur de la question sociale. Elle intéresse l'économie mondiale, la politique, elle a sa répercussion dans toutes les sphères de l'activité. Est-il sujet de méditations et d'études de plus angoissante actualité que le refus de la vie, le renversement de la loi fondamentale de la reproduction de l'espèce humaine, l'effrayant déséquilibre entre les naissances et les décès? Comment ne pas se pencher, le front chargé de soucis, sur le spectacle d'une civilisation qui s'épuise en raffinements, qui se laisse envahir par le monstrueux égoïsme jusqu'à l'abdication du devoir le plus impérieux. Ainsi agonisa l'Empire romain que le tarissement de la vie livrait comme une proie facile aux Barbares qui l'assaillirent en masses profondes.

Allons-nous répéter cette histoire ou réagir avec toute l'énergie de la foi?

Le problème de la population n'est pas nouveau, mais il passe de nos jours par une crise redoutable. La morale utilitaire qui vise à réduire la vie pour multiplier la jouissance, le malthusianisme en un mot, n'a jamais été affirmé avec plus d'audace et n'a plus insolamment bravé la morale chrétienne qui commande le

sacrifice pour multiplier la vie. Stérilité volontaire ou fécondité normale et laborieuse : laquelle l'emportera? Le progrès des sociétés par l'expansion de la race humaine ou la décadence par le manque d'hommes : ce sont les deux aboutissants de l'option, dans quelle direction allons-nous?

Il apparaît vraiment que la natalité est la question sociale suprême qui résume toutes les questions particulières, qu'elle revêt une surprenante complexité et que, pour l'envisager sous ses aspects principaux, ce n'est pas trop de toutes les lumières de l'observation, des données de la science et de l'expérience, des principes de la morale naturelle et religieuse. Le Congrès de Bruxelles rassembla autour de cette question vitale une phalange de savants et de moralistes qui l'étudièrent à fond et passionnément à ce point les esprits que la plus vaste salle du Palais des Académies suffit à peine à contenir la foule des auditeurs avides de s'éclairer. C'était aller au devant du vœu général de fixer ces leçons sous la forme durable de l'écrit et d'en permettre ainsi une large diffusion. Le volume ne renferme pas moins de seize leçons qu'un ordre plus logique, peut-être, que l'ordre matériel aurait successivement groupées sous ces chefs : Médecine, Démographie et Eugénique, Morale, Economie. Telle est du moins la disposition adoptée par M. l'abbé Leclercq dans son substantiel discours de clôture qui résumait judicieusement les travaux du Congrès.

Il était tout indiqué, n'est-il pas vrai, que organisé par la Société médicale belge de Saint-Luc, dirigé par son éminent président, le Dr Wibo, le Congrès fut avant tout une consultation de la science médicale.

Est-ce que, à se placer au point de vue de la pure science, abstraction faite même de toute philosophie et de toute morale, la stérilité volontaire est un bien et la fécondité un mal? Peut-on se livrer impunément à la pratique du néo-malthusianisme qui, ne s'arrêtant pas à la contrainte morale prêchée par Malthus

uniquement en vue du bien-être, a naturellement glissé sur la pente de l'égoïsme et préconisé la frustration de la fin essentielle du mariage, la limitation des naissances? On lira là-dessus les arrêts de la science constatant les repréailles de la nature violée. La nature ne pardonne pas, même quand Dieu pardonne. Elle se venge terriblement et poursuit même sa vengeance à travers les générations. *Raoul De Guchteneere*, ce jeune maître qui a conquis d'emblée une réelle autorité par son *Birth Control* déjà réédité, a décrit en savant avisé qui n'anticipe pas sur les conclusions, qui scrute les faits avec sang-froid, la pathologie de l'anticonception. Pour être extrêmement modérée et n'avoir rien des allures du réquisitoire, sa démonstration de la malfaisance des pratiques anticonceptionnelles n'en est que plus impressionnante. A la liste sinistre des méfaits qu'il faut certainement imputer à ces odieuses manœuvres, l'avenir ajoutera très probablement, si les observations actuelles se conforment, la redoutable sanction du cancer utérin.

La salutaire influence de ces pages maîtresses dont la naturelle élégance relève encore le mérite scientifique, n'aura d'égalé que la force persuasive de la puissante leçon donnée par l'éminent professeur de Louvain, le Dr *Schockaert* sur les dangers de l'avortement et du néo-malthusianisme pour l'organisme féminin. J'ai dit ailleurs et j'aime à répéter ici que la vaste érudition du maître de Louvain corroborée par une extraordinaire pratique professionnelle, si féconde en observations topiques lui mettait à la main la massue d'Hercule pour pulvériser les sophismes de la passion, les calculs de l'égoïsme. Ces pages vécues, riches d'expériences, ont parfois un caractère tragique. L'impitoyable Nemesis des fraudes conjugales et de l'avortement s'y dresse avec son funèbre cortège d'infections morbides.

Et par contraste, qui donc ne saluera pas avec admiration la femme vaillante, héroïque parfois, qui achète au prix de la souffrance l'honneur et la fierté d'être mère, « de posséder un homme de par Dieu », comme s'écriait la mère des Machabées. C'est le Dr *P. Dawwe*, professeur de Louvain, qui montre en elle la femme épanouie en beauté, en vigueur, la reine du foyer environnée de respect et d'amour.

Le triste produit de la limitation est l'enfant unique. Le Dr *Borremans-Ponthière*, chef de service de médecine infantile à l'Institut Saints-Jean-et-Elisabeth, familiarisé avec la gente enfantine, l'a étudié à la loupe, et après en avoir décrit la psychologie, n'a pu se défendre de ce cri de commisération : *Ah! je vous en prie, ayez pitié de l'enfant unique et craignez-le.*

Les médecins eux-mêmes n'ont pas voulu se dérober dans les assises de ce Congrès à une sorte d'examen de conscience et ils ont chargé leur collègue de France, le Dr *O. Pasteur*, président général de la Société médicale de Saint-Luc, de leur rafraîchir la mémoire de cette partie importante de la Déontologie qui concerne leur rôle et leurs devoirs en cette matière. Leur collègue français s'est acquitté de sa mission avec tact et savoir.

* * *

A la base du malthusianisme l'Ecole utilitaire de la restriction a posé cette affirmation que l'accroissement de la population selon la proportion géométrique dépasse l'accroissement des subsistances selon l'ordre arithmétique. L'équilibre ainsi rompu ne peut être rétabli que par le refoulement des naissances. Cette théorie est radicalement fautive. Dieu ne s'est pas joué de l'humanité. Il ne lui a pas assigné pour mission le devoir de croître, de se multiplier, de se répandre sur le monde, de le soumettre à sa domination et, d'autre part, il n'a pas placé à son expansion une borne fatale sur laquelle viendraient se briser ses efforts. Ce qui est vrai, c'est que l'homme ne peut croître indéfiniment en nombre et en bien-être, c'est qu'il a encouru la sentence divine : *Tu mange-*

ras ton pain à la sueur de ton front. D'où il résulte que l'humanité s'accroît péniblement, parce que les populations se presseront à la limite des subsistances et que cette limite ne reculera que lentement sous la poussée du travail. On aura beau retourner le problème dans tous les sens, il restera que la masse du genre humain n'acquerra que le nécessaire de la vie matérielle avec la dignité de la création raisonnable qui est le nécessaire de la vie morale. Il reste que le besoin, cette gêne, cette difficulté de vivre sera le stimulant énergétique et le principe de tous les progrès.

La stérilité volontaire n'est pas le correctif de la surpopulation, elle abâtardit la race, affaiblit la productivité du travail, elle mène à la décadence et à la ruine. L'excès de population trouve son remède dans les forces modératrices de l'ordre spirituel, dans le célibat religieux, dans la chasteté conjugale. Il existe une harmonie profonde entre les impulsions de la nature et la loi du Dieu Créateur; elles se concilient sur le plan supérieur de la Providence.

Le R. P. *Lemaire* et M. *Baudhuin*, le démographe et l'économiste se sont rencontrés pour constater qu'à répudier la loi de la natalité, à briser avec l'ordre établi par Dieu, la Belgique ne cesse de s'appauvrir en hommes, surtout dans la Wallonie, qu'elle tend à se dépeupler et que l'Europe même, au dire de M. Baudhuin, qui table sur des statistiques, est presque fatalement condamnée à se dépeupler pour être colonisée par des races plus énergiques venant de l'Est. Devant cet excès navrant des décès sur les naissances, devant ces communes et ces villes-tombeaux, dont il dresse la liste affligeante, le R. P. Lemaire pousse un cri d'alarme. Qu'il puisse être entendu!

Quand on ne voit plus dans l'homme qu'une bête évoluée, il est tout naturel que le traitant comme tel, on cherche à sélectionner la race et à éliminer les malfaçons de la nature, comme dans la Sparte antique on jetait les enfants mal conformés au pied du Taygète. L'Eugénique négative qui prétend se débarrasser des tarés par le fer et le feu, par les mutilations chirurgicales ou la ségrégation a été justement condamnée par le savant directeur général du service d'Anthropologie pénitentiaire, M. *Vervaeck* et par cette autre compétence de valeur, le Dr *Fernand Daubresse*. Le premier estime que l'Eugénique positive qui tend à créer la sélection humaine, loin de pouvoir prononcer des décisions et des oracles sur cette matière infiniment délicate et fertile en surprises de la génération, en est encore aux tâtonnements et que, pour être rationnelle, elle peut tout au plus risquer des conseils. M. Daubresse fait voir que les moyens imaginés pour prévenir la reproduction des tarés ou soi-disant tels entraînent des conséquences périlleuses hors de toute proportion avec les résultats favorables escomptés. En définitive, il n'y a qu'un moyen sûr et prudent de conjurer le fléau des tares, c'est le relèvement de la moralité, tout spécialement la lutte contre le principal fauteur des tares héréditaires, l'alcoolisme, marchant de pair avec l'assainissement des conditions de la vie.

* * *

On aura beau d'ailleurs retourner la question si complexe de la natalité sous toutes ses faces, il faudra toujours en revenir soit pour expliquer la vogue du néo-malthusianisme, soit pour le refréner, au facteur moral. C'est l'évidence que le mal, résultante de causes multiples sans doute, procède surtout du fléchissement de la conscience devant la loi divine, de la rébellion de la passion égoïste contre le devoir, de l'abaissement de l'idéal qui subordonne la chair à l'esprit. La fécondité matrimoniale d'ailleurs ne peut être livrée à l'impétuosité de l'instinct mais doit être réglée par la raison, contenue par la chasteté. Et, certes, il faut placer parmi les pages les plus captivantes de ce volume, qui constitue un livre fondamental, celles qu'ont écrites M. *Edgard De Bruyn*, professeur à l'Université de Gand, pour condamner irrémédiablement, avec

la vigueur de son esprit philosophique, au nom du droit naturel, la limitation des naissances; *M. l'abbé Jean Dermine*, professeur au Séminaire de Tournai, avec cet art de nuancer sa pensée qui le distingue, pour exalter la beauté de la chasteté conjugale; le *D^r Goodseels* pour faire passer le rayon purificateur de la morale chrétienne jusque dans les arcanes des relations sexuelles; *Dom Augustin François, O. S. B.*, pour éclairer la jeunesse sur le grand devoir qui lui incombe de se préparer au mariage.

* * *

A l'exemple de M. l'abbé Leclercq, il m'a paru expédient de renvoyer à la fin de ces considérations l'examen du point de vue économique et social. On lira là-dessus avec intérêt les études de *M. le chanoine A. Janssens*, professeur à l'Université de Louvain, de *M. Jacques Basyn*, directeur de la Caisse centrale de crédit professionnel, mais, par suite de je ne sais quel malentendu, le lecteur sera privé de la reproduction de l'important exposé du *R. P. Fallon* sur les Allocations familiales, sujet où il fait autorité, remplacé par un aperçu sommaire de M. Basyn. L'étude du *R. P. Fallon* prenait dans le plan des travaux du Congrès une place importante, parce qu'elle servait de correctif à la thèse, peut-être excessive, soutenue surtout par le chanoine Janssens, qui enveloppe dans une condamnation globale l'Economie actuelle en proie au mammonisme et à l'individualisme. Et certes les perturbations économiques dont le monde souffre cruellement sont pour bonne part imputables à la cupidité si vigoureusement dénoncée par Pie XI. Mais là où le Pape, évitant les généralisations massives, écrit : « Il en est résulté chez certains un tel endurcissement de la conscience que tous les moyens leur sont bons pour accroître leurs profits », il faut se garder de lire « On ne se contente plus en général d'un gain raisonnable, on poursuit un enrichissement sans fin et sans limite. » Il y a une nuance et même une marge entre ces deux expressions. Et certes aussi l'individualisme est à la base de notre code et de notre législation qui ne tablent pas sur la famille, mais il est équitable de reconnaître la réaction qui se produit en maints pays, en France surtout peut-être, en faveur de la famille nombreuse. Et, certes aussi, il faut faire sonner bien haut à la conscience des chefs d'industrie le devoir de payer le juste salaire, encore bien que les rôles soient renversés de nos jours et que l'autorité soit en train de passer à la puissance syndicale, assurément le salaire doit être normal, familial, vital et il est grandement souhaitable que suffisant au présent, il garantisse l'avenir et le fasse progresser même, mais le bon sens crie que ce principe ne peut être édicté dans l'absolu sans tenir compte des possibilités du marché, sans faire entrer dans la valorisation du salaire l'appoint de l'ouvrier lui-même, sobre et honnête, participant à un économe ou à une coopérative, pratiquant l'épargne. Il est clair aussi que les allocations familiales de plus en plus en usage proportionnent les ressources du chef de famille à ses charges réelles, tandis que le salaire familial brut leur est inadéquat à raison de son inévitable uniformité.

Ces considérations qui tempèrent la sévérité de certaines condamnations et tendent à colorer de quelque optimisme des tableaux poussés au noir ont, à mes yeux, au point de vue des réalisations pratiques une grave importance. Si notre climat économique et social est si profondément vicié qu'il est inhabitable aux familles nombreuses, s'il faut qu'elles étouffent asphyxiées dans cette atmosphère irrespirable, si l'accomplissement du devoir conjugal exige au préalable une refonte radicale de notre régime économique, il reste alors, en attendant cette révolution, à réclamer l'héroïsme à jet continu ou à se taire. L'erreur latente chez beaucoup d'esprits, avouée chez d'autres, c'est d'ériger en loi générale un *standard of living* beaucoup trop élevé, où le cinéma ne cède pas sa place

au pain ou aux vêtements, inaccessible à la masse. Il peut paraître dur de peiner toute une vie pour conquérir simplement le nécessaire en demandant chaque jour à Dieu le pain quotidien. D'accord. Mais accepté des mains divines en vue du gain éternel, ce rude labeur offre des compensations spirituelles du plus haut prix. A poursuivre la chimère de la vie facile, confortable, raffinée en bien-être, la génération présente est assurée de s'épuiser, de périr de mollesse.

Est-il nécessaire d'ajouter pour finir que ce volume *Mariage et Natalité* me paraît indispensable à tous les publicistes, aux prêtres, aux directeurs d'œuvres, aux chefs de famille.

J. SCHYRGENS.

Maison Ern. THILL

Spécialité de Cartes Postales Illustrées

157, rue Potagère - BRUXELLES

Adresse télég. : Thill 17.93.88 Bruxelles
Téléphone : 17.93.88 - Reg. du Comm. Bruxelles 414

Fournisseur de la majorité d'institutions religieuses,
:: pédagogiques et philanthropiques du pays ::

Prise des clichés par opérateurs spécialisés
:: Devis sans engagement sur demande ::

COLLECTION D'ÉTUDES DE DOCTRINE POLITIQUE CATHOLIQUE

- LE PARTI CATHOLIQUE, par M. SEGERS, ministre d'Etat.
- LA DOCTRINE CATHOLIQUE DE L'ÉTAT, par Mgr PICARD.
- LA POLITIQUE SCOLAIRE CATHOLIQUE, par M. Charles du BUS DE WARNAFFE.
- LA POLITIQUE SOCIALE CATHOLIQUE, par M. Paul CROKAERT, ministre des Colonies.
- LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT, par le comte Louis de LICHTERVELDE.
- LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, par M. Fernand BAUDHUIN, professeur à l'Université de Louvain.
- LA POLITIQUE INTERNATIONALE, par M. Pierre NOTHOMB.
- LA DÉFENSE NATIONALE, par M. Hubert PIERLOT, sénateur.
- LA POLITIQUE COLONIALE, par M. Pierre RYCKMANS, ancien résident de l'Urundi, professeur à l'Université de Louvain.
- LA POLITIQUE FINANCIÈRE, par M. Luc HOMMEL.
- LA POLITIQUE LINGUISTIQUE, par le R. P. RUTTEN, sénateur.
- LE DROIT DE SUFFRAGE ET LE VOTE FAMILIAL, par M. Étienne DE LA VALLÉE-POUSSIN.

ON SOUSCRIT A LA SÉRIE COMPLÈTE
moyennant versement de 80 FRANCS au Compte chèque postal
N° 1521.61 aux

ÉDITIONS REX
52, RUE VITAL DE COSTER
LOUVAIN